

Carrefour · JEunesse

Un pacte pour la jeunesse.

Un projet de société audacieux pour une jeunesse québécoise ambitieuse, fière et impliquée

Consultations prébudgétaires 2026

Par le Réseau des carrefours jeunesse emploi du Québec



Avertissement

Le véritable enjeu n'est pas que l'ajout de nouvelles mesures jeunesse, mais l'optimisation d'investissements publics déjà consentis.

Le statu quo génère des coûts récurrents et invisibles pour l'État, alors qu'une réorganisation ciblée permettrait d'améliorer simultanément la performance économique, sociale et budgétaire.

Notre proposition vise un transfert de ressources de la complexité administrative vers les services directs

Le choix n'est pas entre investir ou non, mais entre **subir des coûts croissants** ou **investir intelligemment dans un levier à rendement documenté**. La jeunesse n'est pas un risque budgétaire, elle est un actif stratégique.

Table des matières

1. Les CJE, acteurs du développement socioéconomique
2. Les messages clés du mémoire à retenir
3. Le rapport KPMG : Carrefour JEunesse – contribution socioéconomique
4. Les transformations du marché du travail, besoins et aspirations des jeunes
5. Des services publics inadaptés
6. Solutions

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Les CJE font une différence dans la vie des jeunes



Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Les Carrefours jeunesse-emploi (CJE) constituent un pilier essentiel du développement social et économique du Québec. Présents dans toutes les régions, ils accompagnent des milliers de jeunes dans leur insertion socioprofessionnelle, contribuant ainsi à bâtir une société plus inclusive, dynamique et prospère. Leur impact dépasse largement l'aide à l'emploi : ils participent activement à la lutte contre le décrochage scolaire, favorisent l'entrepreneuriat jeunesse, soutiennent la participation citoyenne et répondent aux besoins spécifiques des jeunes en situation de vulnérabilité.

1. Un moteur d'inclusion sociale et d'autonomie des jeunes

Les CJE ne se limitent pas à un simple rôle d'accompagnement vers l'emploi : ils développent plus largement l'employabilité en s'attaquant aux barrières systémiques qui freinent l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, telles que le manque de formation, l'accès au logement, les problèmes de santé mentale ou encore les difficultés financières. En favorisant une approche globale et inclusive, ils jouent un rôle clé dans la prévention de l'exclusion sociale et la construction d'un avenir prometteur pour la jeunesse québécoise.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

2. Un levier essentiel pour l'économie locale et régionale

Les CJE ne sont pas uniquement des organismes d'accompagnement des jeunes : ils sont des catalyseurs du développement économique régional grâce à un maillage avec les entreprises, les écoles, les centres de formations et les municipalités.

3. Un acteur de mobilisation et d'engagement citoyen

Les CJE ne se contentent pas d'accompagner les jeunes vers l'emploi ou l'entrepreneuriat : ils les encouragent également à devenir des citoyens actifs et engagés. À travers divers projets communautaires, les jeunes développent un sentiment d'appartenance et de responsabilité sociale, ce qui renforce la cohésion sociale et la solidarité intergénérationnelle.

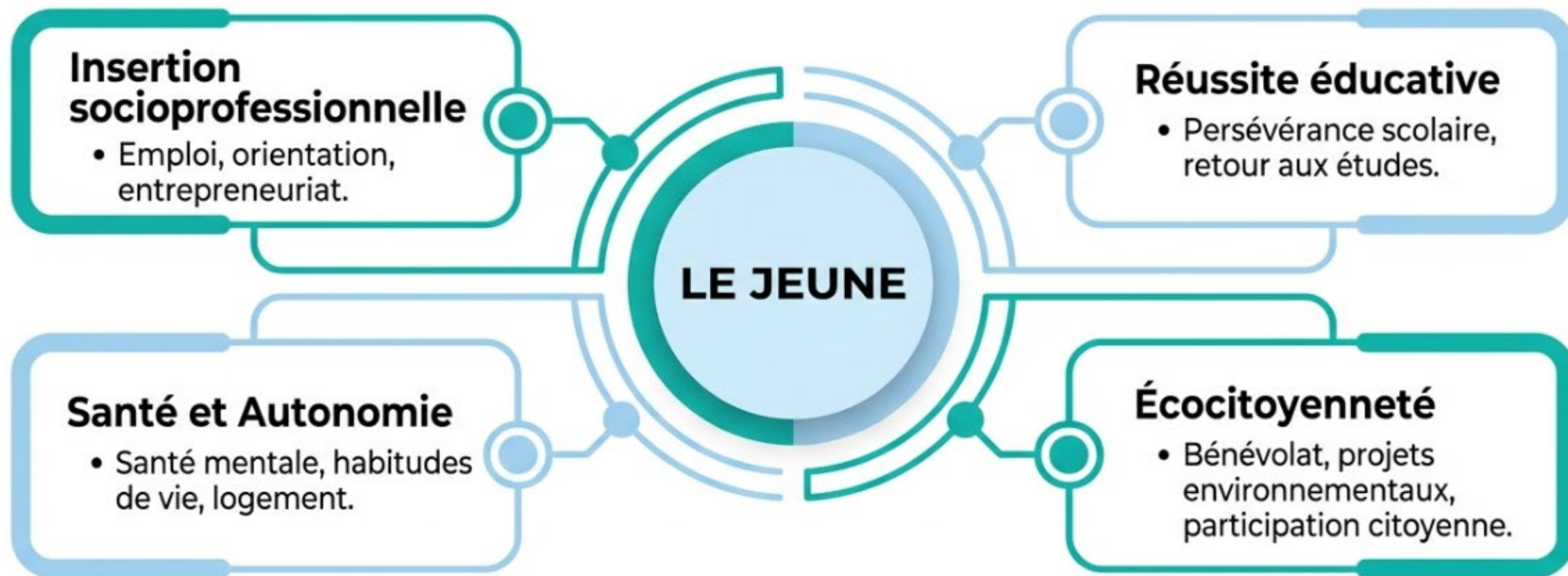
Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

4. Un investissement rentable pour la société québécoise

Les CJE génèrent un retour sur investissement significatif pour le Québec. Chaque dollar investi dans l'accompagnement des jeunes permet d'éviter des coûts sociaux majeurs liés au chômage, à la précarité ou encore à la délinquance. En favorisant l'insertion socioprofessionnelle, en luttant contre l'exclusion et en stimulant l'économie locale, les CJE réduisent la pression sur les services sociaux et de santé tout en augmentant la productivité économique globale.

Leur approche axée sur l'accompagnement personnalisé, l'innovation sociale et le maillage avec les acteurs économiques en fait des partenaires incontournables pour relever les défis de demain : transformation du marché du travail, adaptation aux nouvelles technologies, transition écologique et inclusion de la diversité.

L'Approche 360° : Au-delà de l'emploi



Cette approche globale est la seule capable de traiter les cas complexes que les services publics traditionnels n'arrivent pas à rejoindre.

Piliers de la stratégie d'action jeunesse

111

CJE

17

régions

1700

employés
dédiés
à la jeunesse

**+150
000**

jeunes
accompagnés
chaque année
à la jeunesse

Un réseau unique et incontournable d'acteurs de proximité

Consultation

Pour bâtir ce mémoire, une démarche participative et évolutive



Des milliers de jeunes consultés, des centaines d'intervenants et des dizaines de partenaires

NOS AMBITIONS

Moderniser les CJE pour les 25 prochaines années

Se **transformer** en **Carrefour · JEunesse**

Répondre aux besoins émergents et aux aspirations des jeunes

Demeurer **ancrer sur nos territoires**

Travailler étroitement avec **les entreprises et nos partenaires**

Opérer une **transformation numérique**

Accompagner la **transition écologique**

Libérer le potentiel des Carrefours pour développer le plein potentiel de chaque jeune

S'ancrer dans l'histoire pour créer notre futur

- *« Ces Carrefours seront des guichets uniques de référence pour les jeunes qui veulent intégrer ou réintégrer le marché du travail. Ils devront s'adresser sans distinction à tous les jeunes, quel que soit leur statut social ou économique, qu'ils soient détenteurs d'un diplôme universitaire ou qu'ils aient quitté l'école avant l'obtention de leur diplôme d'études secondaires, qu'ils soient travailleurs en quête de formation, inscrits à l'assurance-chômage ou à l'aide sociale, ou sans aucun revenu. »*
- *« Il faut bien comprendre qu'un Carrefour jeunesse-emploi ne sera ni un service ni un programme gouvernemental, mais il se servira de tous les programmes disponibles. »*
- *« Je pense que c'est une contribution dans le monde aussi complexe que nous avons développé. Dans le monde d'une complexité infinie que le chevauchement des gouvernements a créé, je pense que c'est un service à rendre à toute la société en général, puis aux jeunes en particulier. »*
- *« L'édification d'une société plus solidaire, plus humaine, plus fraternelle. »*

27 avril 1995, M. Parizeau, création du Secrétariat à l'action communautaire

« On a besoin d'une meilleure intégration entre les différents ministères, les différents réseaux. Je vous donne deux exemples, les écoles et les Carrefours jeunesse-emploi (...)

Il faut étendre le rôle des Carrefours jeunesse-emploi. (...) Je pense que les Carrefours jeunesse-emploi ont un rôle important à jouer. (...) Il faut être capable d'avoir un meilleur lien. Vous savez, les écoles les connaissent, tous les jeunes qui décrochent. Donc il faudrait qu'il y ait un meilleur contact avec les autres ministères pour offrir tous les services. Je pense qu'on a un bel outil qui s'appelle les Carrefours jeunesse-emploi qui ont été sous-utilisés depuis plusieurs années. »

Francois Legault



Francois Legault, premier ministre, avec les jeunes du CJE l'Assomption

En résumé, messages clés

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message d'arbitrage budgétaire :

L'enjeu n'est plus de choisir entre la jeunesse et les autres priorités gouvernementales, mais de reconnaître que la jeunesse constitue désormais une condition de réussite de l'ensemble de ces priorités.

Les investissements publics en santé, en transition énergétique, en productivité, en innovation, en régionalisation ou en infrastructures ne peuvent atteindre leur plein rendement sans une main-d'œuvre qualifiée, mobile et accompagnée dès les premières transitions vers la vie adulte.

Or, ce sont précisément les trajectoires des jeunes qui conditionnent la capacité du Québec à répondre à la rareté de main-d'œuvre, à soutenir ses secteurs stratégiques, à réduire les pressions sur les réseaux publics et à maintenir l'équilibre de ses finances.

Investir de façon structurante dans l'accompagnement des jeunes ne constitue donc pas un arbitrage défavorable aux autres priorités, mais un levier transversal qui en amplifie l'impact, en sécurise la mise en œuvre et en protège le rendement à moyen et long terme.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 1: Investir dans la jeunesse, un impératif de performance publique

Le Québec ne fait pas uniquement face à une crise des jeunesses, mais à une crise de rendement de ses politiques publiques et, plus largement de l'ensemble de ses stratégies de développement économique.

Dans un contexte de rareté de main-d'œuvre, de vieillissement démographique, de transition numérique et écologique, chaque dollar public doit produire un impact maximal.

Les CJE constituent un levier éprouvé pour améliorer l'efficacité des investissements publics. En agissant en amont sur l'intégration socioprofessionnelle, la persévérance scolaire, la santé globale et l'engagement citoyen, ils réduisent durablement la pression sur les finances publiques.

Ce mémoire propose une approche structurante, réaliste et immédiatement mobilisable pour mieux financer, mieux coordonner et mieux déployer les services destinés aux jeunes.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 2: Les CJE, une infrastructure économique et sociale essentielle

Présents dans l'ensemble des régions du Québec, les CJE forment un réseau unique d'acteurs de proximité. Leur valeur dépasse largement l'aide à l'emploi. Ils constituent une infrastructure essentielle au développement économique et social.

Les CJE interviennent là où les politiques publiques traditionnelles atteignent leurs limites :

- prévention du décrochage et du chômage de longue durée,
- accompagnement des parcours atypiques,
- soutien à l'autonomie et à la dignité,
- maillage entre jeunes, entreprises et territoires.

Chaque dollar investi dans les CJE permet d'éviter des coûts importants liés au chômage, à l'aide sociale, aux services de santé et à la judiciarisation.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 3: Une jeunesse nombreuse, mobile et sous pression

À l'horizon 2038, le Québec comptera davantage de jeunes de 15 à 29 ans. Parallèlement, leurs besoins explosent :

- hausse marquée du chômage,
- précarité de l'emploi et du logement,
- insécurité alimentaire,
- détérioration de la santé mentale,
- décrochage scolaire, civique et perte de confiance.

Le paradoxe est clair : alors que les jeunes sont indispensables à la vitalité économique du Québec, ils sont de plus en plus nombreux à se heurter à des services fragmentés, rigides et inadaptés à leurs réalités. Ne pas trouver réponse à leurs besoins c'est donc mettre à mal notre capacité de développement économique.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 4: Des services publics d'emploi à bout de souffle

La disparition progressive des services spécifiquement destinés aux jeunes dans les services publics d'emploi a entraîné :

- l'exclusion de milliers de jeunes des services,
- une rupture de confiance envers l'État,
- une hausse du non-recours à l'aide publique,
- une inefficience administrative documentée.

Les études démontrent que les jeunes recherchent des services souples, personnalisés et accessibles, des caractéristiques au cœur du modèle CJE.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 5: Financer mieux plutôt que financer plus

Risques budgétaires du statu quo

Le maintien des modes actuels de financement et de gouvernance comporte des risques budgétaires significatifs pour l'État québécois :

- augmentation structurelle des dépenses d'aide sociale et d'assurance-emploi liées au chômage des jeunes,
- pression accrue sur les réseaux de la santé et des services sociaux,
- perte de productivité associée au décrochage scolaire et au sous-emploi,
- inefficience administrative liée à la fragmentation des enveloppes et à la multiplication des redditions de comptes.

À court terme, ces risques se traduisent par des coûts récurrents. À moyen terme, ils compromettent la capacité du Québec à soutenir ses secteurs stratégiques et à maintenir l'équilibre de ses finances publiques.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 5: Financer mieux plutôt que financer plus

Financer mieux : un levier de maîtrise des dépenses

Le RCJÉQ ne réclame pas uniquement des fonds additionnels, il propose une réorganisation stratégique des sommes existantes afin de maximiser l'impact des investissements publics.

Constat clé : près du tiers du temps des CJE est consacré à des tâches administratives. Cette lourdeur représente des dizaines de millions de dollars détournés des services directs aux jeunes.

Une enveloppe unifiée, assortie d'une reddition de comptes rationalisée et axée sur les résultats, permettrait de transférer les ressources vers l'intervention directe et de réduire durablement les coûts de gestion publique.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 6: **Carrefour · JEunesse** : une solution clé en main

Notre proposition **Carrefour · JEunesse** est une approche intégrée reposant sur :

- un interlocuteur gouvernemental unique,
- une enveloppe consolidée et indexée,
- une gouvernance claire,
- des indicateurs communs de performance,
- une plateforme numérique nationale.

Cette approche permettrait d'atteindre jusqu'à 200 000 jeunes par année sans créer de nouvelle structure publique, tout en renforçant la complémentarité territoriale.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 7: Un levier direct pour la productivité et les secteurs stratégiques

Les investissements massifs du Québec dans les secteurs stratégiques (énergie, défense, minéraux critiques, transition numérique) ne porteront fruit que si la main-d'œuvre suit.

Les CJE sont idéalement positionnés pour :

- préparer les jeunes aux métiers émergents,
- favoriser la mobilité régionale,
- soutenir la requalification et le maintien en emploi,
- accompagner l'entrepreneuriat et la reprise d'entreprises.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 8: Choc de simplification et gouvernance moderne

La multiplication des exigences administratives et la fragmentation des mécanismes de reddition de comptes entraînent aujourd'hui une utilisation sous-optimale des ressources publiques. Dans un contexte de contraintes budgétaires et de recherche accrue d'efficacité, l'enjeu n'est plus d'ajouter des contrôles, mais de mieux aligner la gouvernance, les responsabilités et les résultats attendus.,

En cohérence modernisation de l'action publique portés par le gouvernement. Le RCJÉQ propose un choc de simplification fondé sur :

- une gestion par résultats,
- une imputabilité renforcée,
- une réduction mesurable de la reddition de comptes,
- une coconstruction continue avec l'État.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 9: Recommandations prioritaires 2026-2027

- La proposition centrale : une seule décision structurante
 - Mettre en œuvre de l'approche **Carrefour · JEunesse** et conclure une entente de collaboration pluriannuelle État–RCJEQ
 - Comme recommandé au gouvernement par KPMG:
 - Centraliser les enveloppes de financement sous la responsabilité d'un seul ministère, le SACAIS, afin de simplifier et d'alléger les exigences administratives liées à la reddition de comptes, et pour permettre aux CJE de concentrer leurs efforts sur leur mission principale. Assurer un financement stable et pluriannuel, indexé au coût de la vie.
 - Veiller à ce que la structure des ententes de financement gouvernementales garantisse un accès universel aux services, pour tous les jeunes, sans égard aux particularités de leur situation personnelle.
- Les autres recommandations constituant soit des leviers transitoires, soit des solutions complémentaires
 - Consolider et indexer le financement à la mission des CJE (SACAIS)
 - Bonifier Créneau carrefour jeunesse (SAJ)
 - Créer un mécanisme jeunesse dédié dans les services publics d'emploi (Service-Quebec)
 - Opérer un choc de simplification administrative.

Les CJE, des acteurs clés du développement social et économique

Message clé 10: Conclusion : un choix stratégique pour le Québec

Investir dans les CJE, c'est investir dans la productivité, la cohésion sociale et la résilience du Québec. Face aux défis économiques et sociaux actuels, le Québec dispose déjà d'un réseau efficace, enraciné et reconnu.

Le statu quo comporte des risques budgétaires élevés et documentés. À l'inverse, une réforme ciblée, fondée sur la simplification administrative, la consolidation des enveloppes et la responsabilisation des acteurs, offre un rendement élevé pour les finances publiques.

Le choix est clair : subir les crises ou miser sur la jeunesse comme solution structurante. Les CJE sont prêts à jouer pleinement leur rôle de partenaires stratégiques de l'État.

Carrefours JEunesse: Contribution socio- économique, défis et pistes de réflexion

Rapport élaboré pour le Réseau des Carrefours
Jeunesse-Emploi du Québec

Octobre 2025



Recommandations de KPMG

Le rapport KPMG « Carrefours JEunesse : contribution socio-économique, défis et pistes de réflexion » confirme rigoureusement, avec des données et des projections, plusieurs points clés qui renforcent les volets économique et financier de la proposition **Carrefour · JEunesse** :

1) Un impact socio-économique mesurable des CJE

KPMG montre que l'accompagnement des jeunes par les CJE ne profite pas seulement aux individus, mais **aux finances publiques et à l'économie québécoise** :

Les interventions des CJE augmentent la rémunération nette des jeunes, réduisent les coûts liés à l'aide sociale et augmentent les recettes fiscales sur la durée de vie active des jeunes.

Trois scénarios types illustrent l'ordre de grandeur de ces gains : persévérance scolaire, emploi stable à plein temps, et réinsertion durable des jeunes prestataires d'aide sociale.

Recommandations de KPMG

Le rapport KPMG « Carrefours JEunesse : contribution socio-économique, défis et pistes de réflexion » confirme rigoureusement, avec des données et des projections, plusieurs points clés qui renforcent les volets économique et financier de la proposition **Carrefour · JEunesse** :

2) L'offre de services des CJE est large, intégrée et alignée avec les priorités gouvernementales

Le rapport décrit la nature plurielle des services offerts par les CJE :

soutien à l'insertion socioprofessionnelle, persévérance scolaire, santé mentale, autonomie sociale, engagement civique et projets éco-citoyens.

Cette offre est **complémentaire à celle des acteurs publics**, en cohérence avec les axes du *Plan d'action jeunesse 2025-2030*.

Ces éléments renforcent l'argument selon lequel les CJE ne sont pas un « service social parmi d'autres », mais bien un **levier transversal de politiques publiques**, ce qui accroît leur pertinence pour un arbitrage budgétaire global.

Recommandations de KPMG

Le rapport KPMG « Carrefours JEunesse : contribution socio-économique, défis et pistes de réflexion » confirme rigoureusement, avec des données et des projections, plusieurs points clés qui renforcent les volets économique et financier de la proposition **Carrefour · JEunesse** :

3) Les défis structurels des CJE confirment les propositions de réforme

Le rapport met en évidence plusieurs obstacles qui entravent l'efficacité des CJE :

- complexité des ententes et lourdeur administrative,
- financement fragmenté,
- exclusion involontaire de jeunes qui ne correspondent pas aux critères actuels,
- disparités d'accès régionale.

Ces constats renforcent directement les recommandations du mémoire sur la simplification administrative, la consolidation des enveloppes et l'accès universel, des points désormais étayés par une analyse rigoureuse indépendante.

00

Sommaire

Sommaire(1/4)

Le Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec (RCJEQ) a mandaté KPMG pour réaliser une analyse indépendante visant à documenter les défis auxquels fait face la jeunesse québécoise, à illustrer la contribution socioéconomique des CJE, ainsi qu'à présenter les principaux obstacles rencontrés par les CJE dans l'accomplissement de leur mission et à proposer des pistes de réflexion pour les surmonter. Le rapport est structuré en cinq sections, dont les principaux constats sont synthétisés dans ce sommaire.

1. L'évolution des enjeux impactant la jeunesse québécoise

Le marché du travail est en pleine transformation.

- Le déploiement de nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, transformera une proportion croissante d'emplois. Les jeunes seront particulièrement impactés, notamment en raison de la vulnérabilité de certains postes d'entrée sur le marché du travail à l'automatisation. L'Institut du Québec estime en effet que les 15 à 24 ans représentent 24% des emplois vulnérables alors qu'ils ne représentent que 13% de la main-d'œuvre totale.
- Parallèlement, le vieillissement démographique entraîne un volume croissant de départs à la retraite, exerçant une pression sur la disponibilité de main-d'œuvre et la transmission des savoirs. Dans ce contexte, les jeunes continueront de jouer un rôle clé dans le renouvellement des talents, mais ils se heurtent à certains obstacles : hausse du décrochage scolaire, taux de chômage structurellement plus élevé que la moyenne et prévalence accrue d'enjeux de santé mentale.

2. L'offre de services des CJE

Il existe 110 CJE à travers l'ensemble des régions administratives du Québec. Leurs services ciblent principalement les jeunes de 15 à 35 ans et s'articulent autour de quatre grands champs d'intervention:

- L'insertion socioprofessionnelle : orientation professionnelle, recherche d'emploi, formation, soutien à l'entrepreneuriat et soutien en emploi.
- La réussite éducative : tutorat, accompagnement scolaire, orientation éducative et soutien du retour aux études.
- La santé mentale et l'autonomie personnelle et sociale : informations et ressources liées à la santé mentale, à la prévention de la dépendance, à la vie affective et sexuelle, et référencement aux autres ressources de santé spécialisées.
- L'écocitoyenneté : sensibilisation aux enjeux environnementaux, adoption de pratiques écoresponsables et projets d'amélioration environnementale, l'engagement citoyen par des initiatives de bénévolat et de volontariat, et par la participation aux lieux de décisions.

Les CJE proposent un noyau de services communs, mais leur offre s'adapte à chaque territoire pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes. Leur action est complémentaire à celle des autres organismes et ressources de l'écosystème, et elle s'inscrit en cohérence avec les sept axes du Plan d'action jeunesse 2025-2030 du gouvernement du Québec.

Sommaire(2/4)

3. La contribution socio-économique des CJE

Les services de soutien à l'emploi et aux études offerts au Québec ont un impact positif sur les jeunes...

- Via le soutien aux études, les CJE accompagnent les jeunes tout au long de leur parcours scolaire, en favorisant la persévérance et en soutenant le retour aux études, afin de faciliter l'obtention d'un diplôme.
- Les CJE offrent des services d'insertion (p. ex. recherche d'emploi, rédaction de CV, orientation professionnelle) qui appuient les démarches d'intégration ou de réintégration au marché du travail. Au-delà de l'accès à un emploi, ces services encouragent l'introspection et le développement personnel pour une insertion durable, cohérente avec les objectifs et les compétences des jeunes.
- Par leurs programmes de promotion des saines habitudes de vie et leur rôle de relais vers des ressources spécialisées (notamment en santé mentale), les CJE contribuent à rompre l'isolement de certains jeunes et à améliorer leur santé mentale et physique, leur autonomie et leur sentiment d'accomplissement.

... sur le gouvernement et les contribuables

- Les services tels que ceux offerts par les CJE ne profitent pas seulement aux jeunes : ils jouent un rôle essentiel pour maintenir et accroître de façon durable l'assiette fiscale des gouvernements (en contribuant à l'augmentation à la fois du bassin de contribuables et du revenu moyen), tout en évitant certains coûts, dont les prestations d'assistance sociale.
- ... et la société dans son ensemble.
- En participant au développement d'une main-d'œuvre reflétant les besoins du tissu industriel local, en offrant des activités de maillage entre les jeunes et les entreprises et en soutenant les projets entrepreneuriaux des jeunes, les CJE contribuent au développement économique régional.
- Les CJE renforcent l'engagement citoyen et communautaire en offrant aux jeunes l'opportunité de participer à différents projets de bénévolat et à certains lieux décisionnels (ex.: conseils d'administration).
- Que ce soit par l'organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation, ou par la mise en place de projets spéciaux en lien avec les enjeux environnementaux, les CJE outillent les jeunes à passer à l'action via la mise en œuvre de projets concrets.

Sommaire(3/4)

3.1 Trois cas types illustrés par des études de cas

KPMG a développé une approche par études de cas afin d'illustrer l'impact potentiel des activités des CJE sur la rémunération des jeunes et les recettes gouvernementales, pour trois scénarios fréquemment rencontrés:

1. Accompagnement d'un jeune en situation de décrochage jusqu'à l'obtention de son diplôme d'étude secondaire (DES) ;
2. Intervention auprès d'un jeune en situation de travail précaire dans la recherche et l'obtention d'un emploi stable, à temps plein ;
3. Prise en charge d'un jeune prestataire du programme d'aide sociale et soutien à sa réinsertion sur le marché du travail.

Ces résultats ont par la suite été projetés sur l'ensemble des jeunes Québécois qui rencontrent ces situations afin de donner une indication du manque à gagner total, à titre illustratif uniquement. Le tableau ci-dessous présente les résultats de cette estimation ¹.

Impacts sur le revenu des jeunes et sur les recettes des gouvernements découlant de...

...l'obtention d'un diplôme d'études secondaires

En 2024-25, on estime à environ **11 000** le nombre de **jeunes ayant décroché** au Québec.

En comparant leur situation à celle de détenteurs d'un diplôme d'études secondaires, dont les salaires annuels moyens sont plus élevés, on observe des écarts de:

- **3,0 G\$ de rémunération nette** pour l'ensemble des 11 000 décrocheurs, sur la totalité de leur vie active.
- **1,7 G\$ de recettes nettes** pour l'État, sur la totalité de la vie active de ces 11 000 décrocheurs.

...l'obtention d'un emploi stable, à temps plein

On estime à environ **15 000** le nombre de jeunes de 15 à 35 ans occupant un **emploi à temps partiel de façon involontaire** en 2025.

En comparant une situation où ces jeunes occupent un emploi à temps partiel involontaire à celle de jeunes occupant un emploi à temps plein pendant une période de cinq ans, on observe des écarts de :

- **1,9 G\$ de rémunération nette** pour les jeunes travailleurs à temps partiel, sur la période.
- **0,5 G\$ de recettes nettes** pour l'État.

...la réinsertion sur le marché du travail

En date d'avril 2025, on compte **56 330 prestataires du programme d'aide sociale** de 35 ans et moins au Québec. Ces derniers demeurent inscrits au programme pendant une moyenne de 3,64 ans.

En coupant de moitié le temps passé au sein du programme (soit 1,8 année), on observe des écarts de :

- **4,9 G\$ de rémunération nette** pour les jeunes, sur la période.
- **2,8 G\$ de recettes nettes** pour l'État.

Au Québec, les CJE constituent un levier important pour réduire les manques à gagner ou générer des économies de coûts associés à ces situations, tant pour les jeunes que pour l'État. Grâce à l'accompagnement personnalisé et adapté offert aux jeunes, les CJE contribuent à la persévérance scolaire et à une intégration durable au marché du travail.

Note: (1) Les informations présentées sur cette page doivent être interprétées à la lumière des hypothèses détaillées à la section 3.1 et à l'annexe A de ce rapport. Des analyses plus fines seraient requises pour préciser ces valeurs.

Sommaire(4/4)

4. Les défis rencontrés par les CJE

Plusieurs défis continuent d'impacter les activités des CJE et la qualité des services offerts aux jeunes.

- L'étendue du territoire et la faible densité de population dans certaines régions engendrent des inégalités d'accès aux services, et ce, malgré les efforts des CJE et la multiplication des points de service.
- Les coupes budgétaires et l'élimination des mesures gouvernementales spécifiques aux jeunes limitent la portée des services offerts par les CJE.
- La complexité des ententes de financement avec les différentes instances gouvernementales et la lourdeur administrative des processus de reddition de comptes obligent les CJE à consacrer environ le tiers de leurs ressources aux tâches administratives plutôt qu'à leur mission première.
- La structure de certaines ententes de financement mène à l'exclusion de jeunes dont les profils ne correspondent pas parfaitement aux critères définis par les instances gouvernementales.

5. Conclusion et pistes de réflexion

Afin de mieux répondre aux besoins des jeunes, d'utiliser de manière plus efficiente les fonds publics et d'accroître la contribution socio-économique des CJE, différentes pistes de réflexion pourraient être explorées:

Pour le gouvernement:

- Centraliser les enveloppes de financement sous la responsabilité d'un seul ministère afin de simplifier et d'alléger les exigences administratives liées à la reddition de comptes, et pour permettre aux CJE de concentrer leurs efforts sur leur mission principale. Assurer un financement stable et pluriannuel, indexé au coût de la vie.
- Veiller à ce que la structure des ententes de financement gouvernementales garantisse un accès universel aux services, pour tous les jeunes, sans égard aux particularités de leur situation personnelle. Selon le RCJEq, cet accès universel pourrait être atteint à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire existante suivant l'allègement des exigences administratives qui permettrait aux CJE de concentrer leurs efforts sur les services aux jeunes plutôt qu'aux tâches administratives (voir piste précédente).
- Veiller à ce que les mesures publiques d'aide à l'emploi garantissent un accompagnement personnalisé et adapté aux besoins spécifiques des jeunes.

Pour le RCJEq:

- Mettre en place un processus collecte de données en continue et exhaustif pour mesurer l'étendue et la portée des activités des CJE dans leurs différents domaines, et pour aider les CJE à saisir les besoins propres à chaque territoire. Explorer des opportunités de partenariat avec des institutions de recherche.
- Poursuivre l'implantation du CJE de l'Avenir (CJE virtuel) afin de renforcer le réseau et les relations entre les CJE, leurs équipes, les jeunes, les partenaires et les employeurs de l'ensemble.
- Poursuivre et réussir l'élaboration et la mise en œuvre d'un système d'accréditation qui favorise une dynamique associative saine, s'appuyant sur l'application rigoureuse des meilleures pratiques de gestion au sein de tous les CJE.

01

L'évolution des enjeux impactant la jeunesse québécoise

Un marché du travail en pleine transformation, impacté notamment par le déploiement de l'intelligence artificielle

Le déploiement de nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, transformera une proportion croissante d'emplois, y compris dans les secteurs de services professionnels et scientifiques.

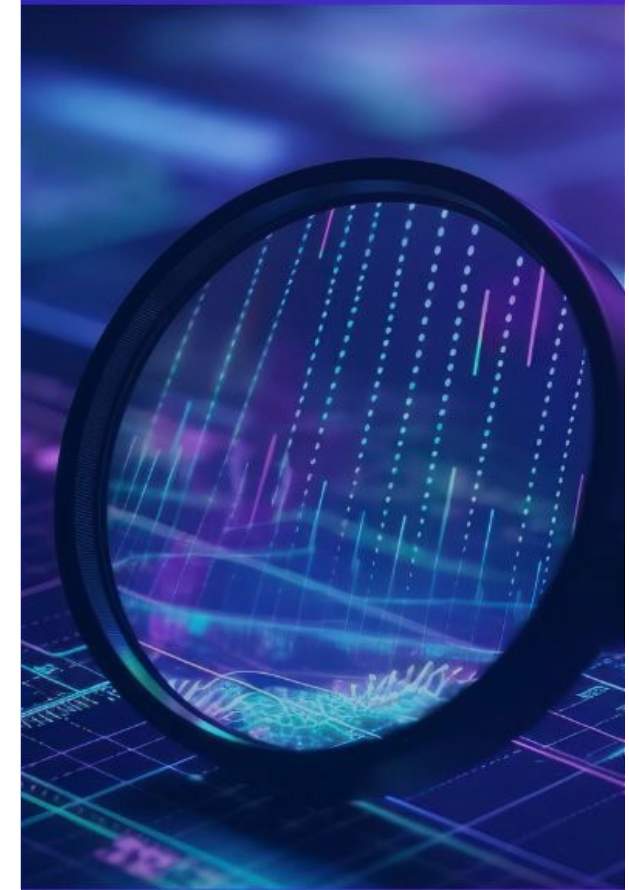
- L'intelligence artificielle, la numérisation des processus, la robotisation et l'analyse des données massives rendent possible l'automatisation de tâches de plus en plus complexes, autrefois réalisées par des humains.
- Selon un rapport récent de l'Institut du Québec, 18 % de la main-d'œuvre québécoise occupent ou recherchent des postes jugés vulnérables à l'automatisation.

Les jeunes seront particulièrement impactés, notamment en raison de la vulnérabilité de certains postes d'entrée sur le marché du travail à l'automatisation.

- L'Institut du Québec estime en effet que les 15 à 24 ans représentent 24% des emplois vulnérables alors qu'ils ne représentent que 13% de la main-d'œuvre totale.
- Ce phénomène touche également les jeunes diplômés universitaires. À mesure que les outils d'intelligence artificielle gagnent en puissance et en capacité, l'appétit des employeurs pour des ressources en début de carrière est susceptible de diminuer. Cette dynamique pourrait constituer un des facteurs explicatifs à la hausse du chômage des 22-26 ans titulaires d'au moins un baccalauréat, dont le taux a dépassé la moyenne québécoise en 2024 (6,9 % contre 5,3 %).

Combinée à l'automatisation croissante de certains secteurs d'activités, l'obsolescence accélérée des compétences entraînera d'importants besoins en requalification de la main-d'œuvre.

- Selon l'OCDE, la durée de vie estimée des compétences est passée de 30 ans en 1987, à environ deux ans aujourd'hui, soulignant l'importance d'investir dans la formation et la requalification de la main-d'œuvre.



Notes: (1) Les emplois hautement qualifiés exigent un diplôme d'études universitaires ou collégiales, les emplois qualifiés exigent normalement un diplôme d'études professionnelles (DEP) de niveau secondaire ou un diplôme d'une école de métier, et les emplois peu qualifiés requièrent un diplôme d'études secondaires (DES) générales ou moins.

Sources: Dell Technologies, IFTF, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, OCDE, Institut du Québec [\[lien\]](#), Statistique Canada, analyse KPMG

Une population vieillissante qui continuera d'exercer des pressions sur le

marché du travail

L'augmentation de la part de la population québécoise âgée de 65 ans et plus au sein de la population totale devrait se poursuivre jusqu'en 2034.

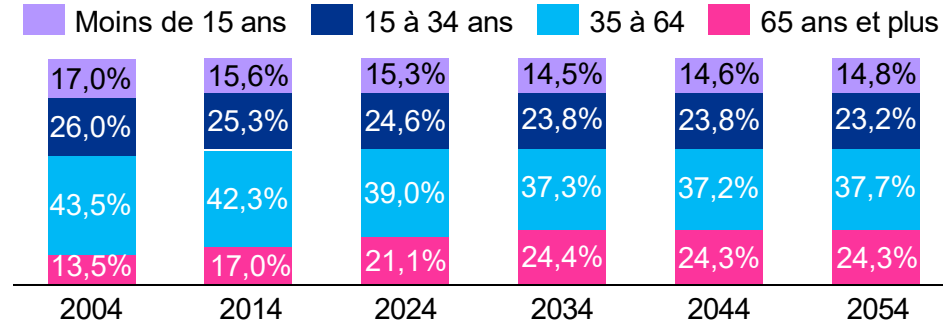
- Selon les prévisions démographiques de l'Institut de la statistique du Québec, les personnes de 65 ans et plus devraient représenter près du quart (23,8%) de la population québécoise en 2034, alors qu'elles représentaient 13,5% en 2004. Ce phénomène est notamment attribuable à la baisse de la natalité dans les années suivant le baby-boom (1946-1965) et à la hausse de l'espérance de vie.

Le vieillissement de la population se traduit par un nombre croissant de départs à la retraite. Cette dynamique continuera d'exercer de la pression sur le marché du travail en compliquant l'embauche d'employés, particulièrement dans les secteurs ou les régions en pénurie ou en rareté de main-d'œuvre.

- En 2024, environ 68 500 travailleurs ont quitté leur emploi pour prendre leur retraite, une hausse de 68,2% par rapport au niveau de 2004 (40 700).

Projections démographiques par groupe d'âge

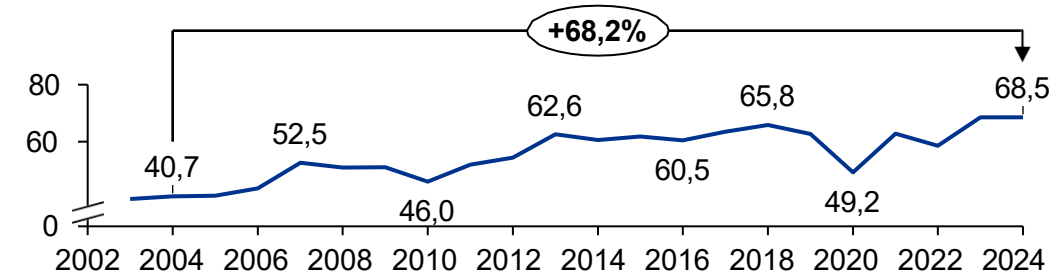
En %, 2004-2054



Source: Institut de la statistique du Québec

Nombre de travailleurs ayant quitté leur emploi dans la dernière année pour prendre leur retraite

En milliers, moyenne sur 12 mois, 2004-2024



Source: Statistique Canada

Pour faire face à ce défi, le Québec devra notamment s'appuyer sur la croissance de la productivité, l'immigration et une participation accrue des jeunes au marché du travail.

Sources: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère de la Famille, Institut du Québec [\[lien\]](#), analyse KPMG

Un rôle clé pour les jeunes dans le renouvellement de la main-d'œuvre

Malgré le vieillissement de la population québécoise, le nombre de jeunes devrait continuer de croître dans les prochaines années. Selon les estimations de l'Institut de la statistique du Québec, le nombre de jeunes de 15 à 34 ans devrait passer d'environ 2,22M en 2025 à plus de 2,31M en 2040.

Selon le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'intégration réussie des jeunes au marché du travail sera essentielle au bon fonctionnement de l'économie québécoise.

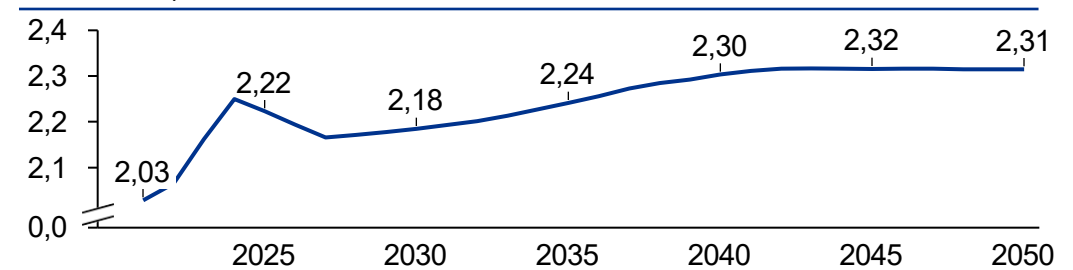
- Les jeunes actuellement aux études seraient appelés à pourvoir 50% des 1,6 million d'emplois à combler au Québec sur la période 2022-2031.

Dans l'ensemble, la population jeune est plus scolarisée que jamais, donc plus susceptible de détenir les compétences nécessaires sur le marché du travail de demain ¹. Cependant, il est important de reconnaître que les jeunes n'ont pas tous les mêmes opportunités. Certains jeunes font ainsi face à certains défis qui pourraient affecter leur intégration au marché du travail.

- Sachant que les jeunes sont la principale solution pour pourvoir les postes de demain, il est nécessaire de fournir un soutien ciblé à ceux qui pourraient rencontrer des difficultés lors de leur transition vers le marché du travail, en veillant à ce qu'ils détiennent les qualifications et développent les compétences nécessaires pour répondre aux attentes des employeurs.

Population québécoise de 15 à 34 ans

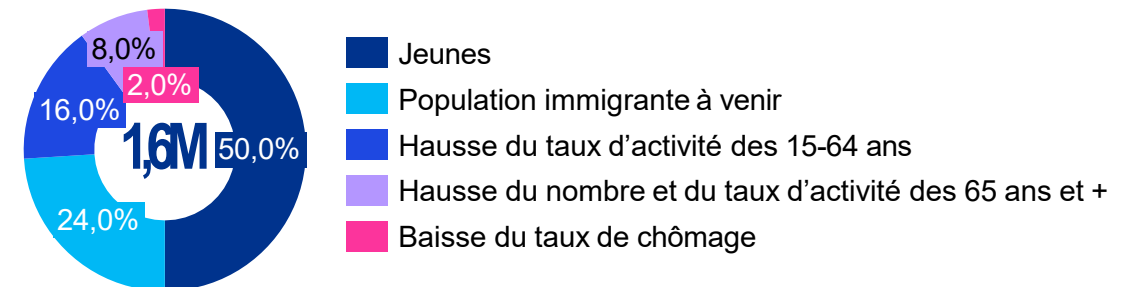
En millions de personnes, 2021-2050



Source: Institut de la statistique du Québec

Postes à pourvoir et provenance de la main-d'œuvre

En millions d'emplois et en %, 2022-2031



Source: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Les pages suivantes explorent certains des défis auxquels est confrontée la jeunesse québécoise.

Notes: (1) En route vers un brillant avenir : la jeunesse canadienne entre les études et le marché du travail, Desjardins Études économiques, Avril 2023.

Sources: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, analyse KPMG

Les décrocheurs demeurent nombreux parmi les élèves du secondaire...

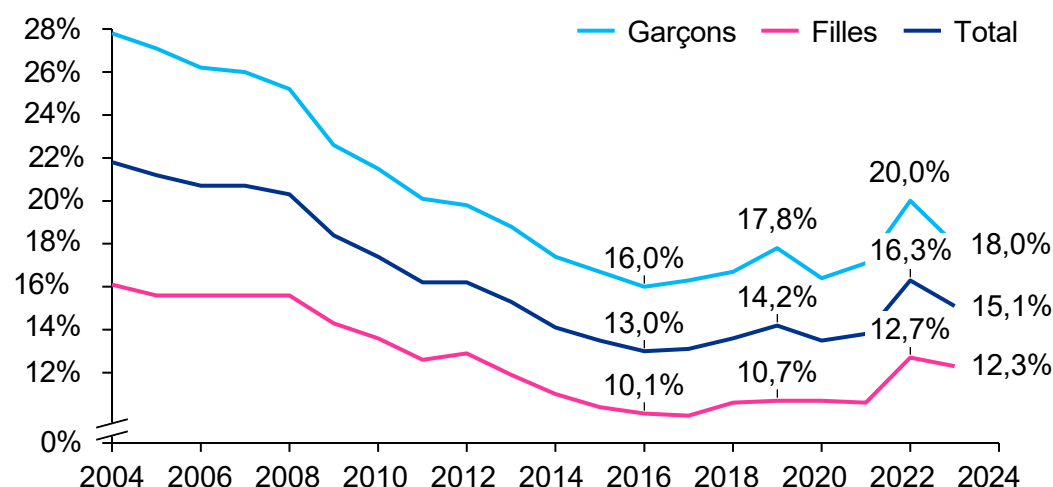
Le taux de sorties sans diplôme ni qualification des élèves du secondaire¹ est en hausse par rapport à son niveau de 2016.

- Le taux de sortie sans diplôme ni qualification est passé de 13,0% en 2016 à 16,3% en 2022. Cette hausse était plus marquée chez les garçons (+ 4,0 p.p.) que chez les filles (+ 2,6 p.p.) et pouvait s'expliquer par plusieurs facteurs :
 - Les effets de la pandémie et des cours en ligne sur la motivation à l'école;
 - L'attrait d'un marché du travail très favorable aux travailleurs et dans lequel les employeurs ont revu à la baisse leurs critères d'embauche (un phénomène qui tend à se résorber depuis);
 - Le manque de ressources dans les écoles pour encadrer et accompagner les élèves en difficulté.

Bien qu'une diminution ait été enregistrée en 2023 (15,1 %, soit -1,2 p.p.), le taux de sortie sans diplôme ni qualification demeure plus élevé que son niveau pré-pandémique (14,2% en 2019). Par ailleurs, le nombre de sorties demeure élevé, ayant dépassé la barre des 10 000 jeunes en 2020.

Taux de sorties sans diplôme ni qualification parmi les élèves sortants du secondaire au Québec¹

En %, 2004 à 2023 (années scolaires)



Source: Institut de la statistique du Québec

Notes: (1) Représente la part des élèves du secondaire en formation générale des jeunes (FGJ) qui ont quitté le secondaire une année donnée, alors qu'ils n'avaient aucun diplôme ni qualification. Bien que lié au décrochage, cet indicateur ne permet pas d'isoler le phénomène le décrochage scolaire des autres causes de sorties de scolarité, comme l'émigration, la morbidité ou la mortalité.

Sources: Ministère de l'Éducation, La Presse, Institut de la statistique du Québec, Le Devoir, analyse KPMG

.. et la santé mentale des jeunes continue de se détériorer

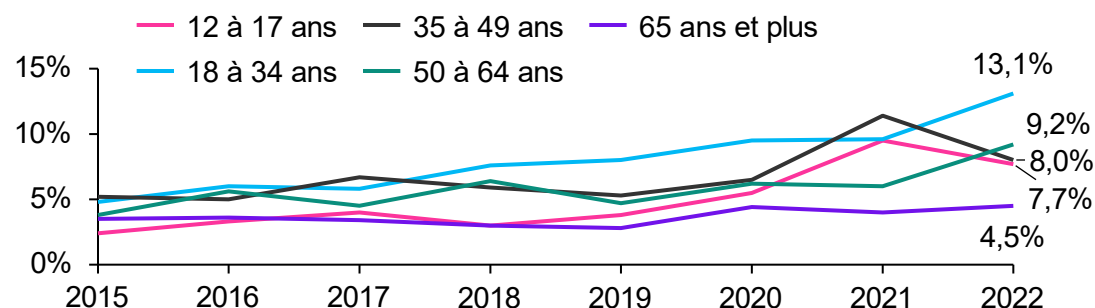
Selon les données de Statistique Canada, la santé mentale des Québécois s'est détériorée entre 2015 et 2022, un phénomène particulièrement prononcé chez les jeunes.

- En 2022, 7,7% des 12-17 ans et 13,1% des 18-34 disaient avoir une santé mentale passable ou mauvaise, en hausse de 5,3 p.p. et 8,3 p.p. respectivement par rapport à 2015.
- En comparaison, la proportion des 65 ans et plus dont la santé mentale perçue est passable ou mauvaise a connu une hausse de 1 p.p., passant de 3,5% à 4,5% sur la même période.

Par ailleurs, entre 2010 et 2022, la proportion d'élèves du secondaire avec un trouble anxieux diagnostiqué par un professionnel de la santé a plus que doublé, passant de 8,6% à 19,9%. Cette hausse était particulièrement prononcée chez les filles (11,0% à 29,3%).

Proportion de personnes dont la santé mentale perçue est passable ou mauvaise, par groupe d'âge

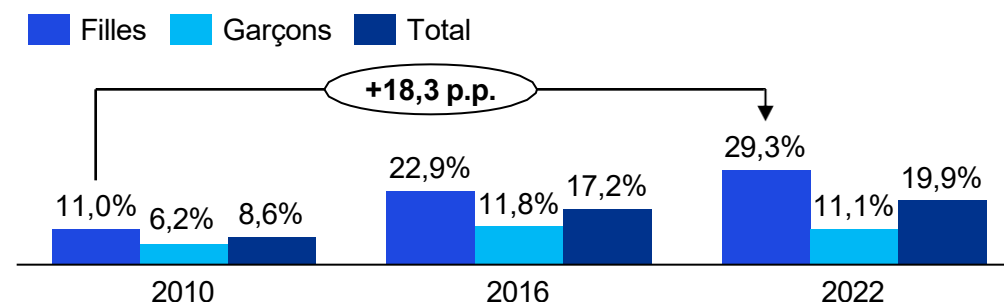
En %, 2015 à 2022



Source: Statistique Canada

Troubles anxieux confirmés par un professionnel de la santé parmi les élèves du secondaire

En %, 2010, 2016 et 2022 (années scolaires)



Source: Institut de la statistique du Québec

Ces résultats sont préoccupants, à la fois quant au bien-être des jeunes ainsi qu'à leur capacité à contribuer pleinement à la société. L'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire note d'ailleurs un risque de décrochage scolaire plus élevé chez les élèves ayant une santé mentale languissante ou vivant de la détresse psychologique.

Sources: Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2022-2023, analyse KPMG

Un taux de chômage historiquement plus élevé chez les jeunes

Les jeunes sont confrontés à un taux de chômage élevé, un phénomène persistant qui impacte désormais les jeunes les plus scolarisés.

- Le taux de chômage pour les 15-24 ans s'élevait à 10,2 % en mai 2025, tandis qu'il était de 5,0% pour les 25-54 ans et de 5,5% pour les 55 ans et plus.
- En 2024, le taux chômage des 22-26 ans titulaires d'au moins un baccalauréat a dépassé la moyenne québécoise (6,9 % contre 5,3 %).

Sans surprise, ce phénomène touche également les personnes sans diplôme, ainsi que, dans une moindre mesure, celles dont le dernier diplôme est un diplôme d'études secondaires (DES).

- En date de mai 2025, le taux de chômage atteignait 7,2% chez les personnes n'ayant pas terminé leurs études secondaires et 6,5% pour les détenteurs d'un DES, contre 3,6% pour les détenteurs d'un baccalauréat. Cet écart est plus prononcé chez les femmes (8,8% pour les décrocheurs contre 2,7% pour les détenteurs d'un baccalauréat).

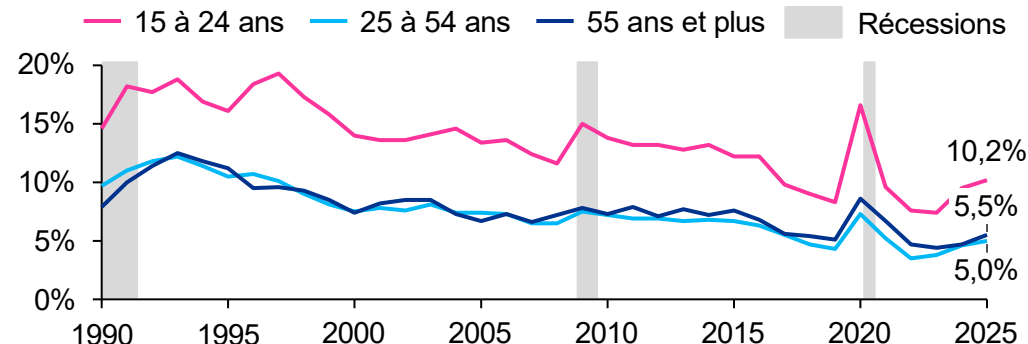
Au nombre des défis rencontrés, on note notamment l'inadéquation entre les compétences acquises et les emplois offerts, le manque d'expérience et la surreprésentation dans les secteurs d'activités précaires et vulnérables à l'automatisation. Ceci se traduit par une vulnérabilité accrue aux conditions économiques.

- Ce phénomène suscite des préoccupations dans le contexte actuel. Les tensions commerciales persistantes entre le Canada et les États-Unis génèrent un climat d'incertitude pour les employeurs, principalement dans les secteurs axés sur le commerce extérieur. Cette incertitude se traduit par une grande prudence dans la gestion des ressources humaines: de nombreuses entreprises préférant retarder ou réduire leurs embauches.

Sources: Statistique Canada, Développement des ressources humaines Canada, Institut du Québec [lien], Banque du Canada [lien], analyse KPMG

Taux de chômage par groupe d'âge au Québec

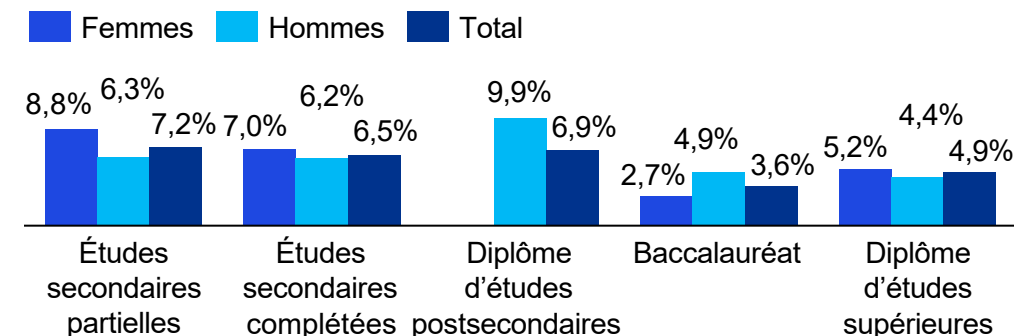
En %, 1990-2025 (mai)



Source: Statistique Canada

Taux de chômage par niveau de scolarité au Québec

En %, mai 2025



Source: Statistique Canada

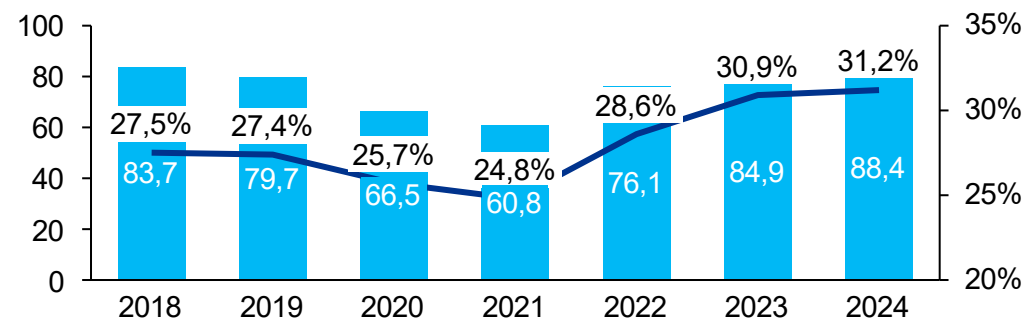
Des jeunes et des personnes moins scolarisées parmi les prestataires d'assistance sociale

Environ 88 400 jeunes âgés de 35 ans et moins bénéficiaient des programmes d'assistance sociale au Québec en décembre 2024, qui incluent les programmes d'aide sociale, de revenu de base, de solidarité sociale et d'objectif emploi.

- Ce chiffre représente près du tiers (31,2%) de l'ensemble des prestataires, une proportion en hausse par rapport à 2018 (27,5%) mais légèrement inférieure à leur poids au sein de la population en âge de travailler (35,9%).

Proportion et nombre de prestataires d'assistance sociale âgés de 35 ans et moins au Québec

En milliers et en %, 2018 à 2024 (décembre)



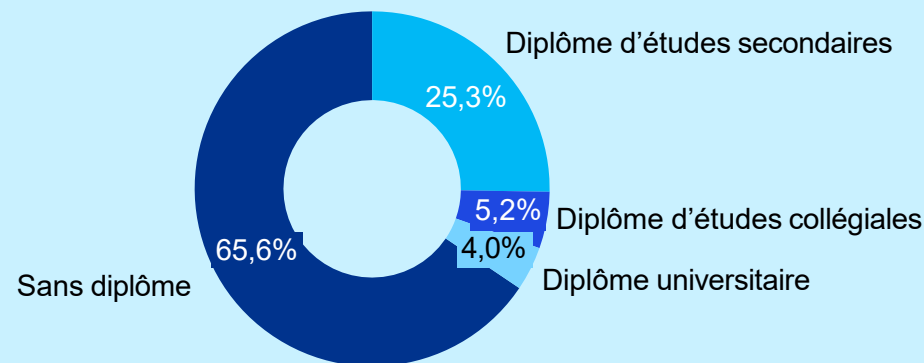
Source: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

D'avantage que l'âge, le niveau de diplomation représente un déterminant important du recours aux programmes d'assistance sociale. En excluant ceux dont le niveau de scolarité est inconnu, le recours à l'assistance sociale touche particulièrement les personnes sans diplôme, qui représentaient 65,6 % des prestataires en date de décembre 2024.

- À titre comparatif, 25,3 % des prestataires détenaient un DES et respectivement 5,2% et 4,0% des prestataires détenaient au maximum un diplôme d'études collégiales et universitaires.

Répartition des prestataires d'assistance sociale selon le diplôme maximum obtenu

En %, décembre 2024



Source: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, analyse KPMG

02

L'offre de services des CJE

Les Carrefours Jeunesse: Un modèle unique pour soutenir l'insertion sociale, citoyenne et économique de la jeunesse

Les 111 Carrefours JEunesse (CJE) du Québec sont des organismes communautaires indépendants, dont la mission est d'accompagner et de conseiller les jeunes adultes âgés de 15 à 35 ans, sans exclusion, dans leurs démarches d'intégration sociale et économique, que ce soit pour intégrer le marché du travail, retourner aux études, se rétablir personnellement ou démarrer une entreprise. Il s'agit d'un modèle unique au monde.



17

régions administratives desservies

Les CJE sont **présents dans toutes les régions** administratives du Québec, couvrant ainsi les territoires ruraux, semi-ruraux et urbains.

Le projet de **CJE Virtuel** qui optimiserait le contact des jeunes à leur CJE en dépit des contraintes de distances.



+200k

jeunes bénéficiant chaque année d'un **accueil universel**

Les CJE accueillent et viennent en **aide à tous les jeunes de 15 à 35 ans** qui le demandent, qu'ils soient détenteurs de diplômes, décrocheurs ou raccrocheurs, et quelle que soit leur situation personnelle, professionnelle ou familiale.

Près de 2000 professionnels des CJE tiennent compte du parcours différencié de chaque jeune pour trouver des **solutions adaptées**.



111

CJE partageant

des valeurs et une mission communes

Les CJE sont des **organisations communautaires indépendantes**, agiles et enracinées dans le tissu socio-économique de leurs communautés respectives.

Ceci leur permet de s'adapter et de **personnaliser leurs offres de services aux besoins locaux**.

Sources: Entrevues, site web du RCJEq, rapport annuel 2023-24 du RCJEq, analyse KPMG

Le RCJEQ: la force d'un réseau

Fondé en 1997, le Réseau des Carrefours Jeunesse Emploi du Québec (RCJEQ) regroupe, soutient et représente 92 des 111 des Carrefours jeunesse-emploi (CJE). Le RCJEQ collabore avec les CJE membres pour s'assurer qu'ils répondent le plus efficacement possible aux besoins diversifiés des jeunes Québécois. La valeur ajoutée du RCJEQ pour les CJE et les jeunes accompagnés s'articule entre autres autour des points suivants:

01

Facilitateur de gouvernance : Le RCJEQ assure une gouvernance solide et harmonieuse pour les CJE en fournissant un soutien direct et concerté, en continu. Cela garantit le respect des normes de gouvernance et favorise une collaboration cohérente. Le respect de l'autonomie des CJE et la recherche de consensus sont au cœur des préoccupations du RCJEQ.

02

Catalyseur de bonnes pratiques : Le RCJEQ identifie, promeut et met en œuvre de meilleures pratiques en interaction avec les CJE. Il contribue à la formation des CJE membres et développe des outils adaptés à leurs besoins (ex.: guides, programmes de formation, support pédagogique, etc.), contribuant ainsi à élever constamment la qualité des services offerts aux jeunes.

03

Générateur de partenariats et d'innovations sociales : Le RCJEQ mobilise et facilite la collaboration entre les CJE et leurs équipes, les gouvernements, les organisations locales et régionales, les partenaires multisectoriels, les entreprises et les jeunes. Ceci renforce la capacité à répondre aux besoins des jeunes en encourageant les CJE à développer des approches, des programmes et des projets novateurs pour résoudre des problématiques sociales et économiques de plus en plus complexes.

04

Interlocuteur privilégié du gouvernement: le RCJEQ participe activement aux discussions avec le gouvernement dans une optique de co-construction de politiques et programmes publics destinés aux jeunes. Le RCJEQ est interpellé directement par les autorités ministérielles et gouvernementales et agit à titre de membre de plusieurs comités mis en place par l'état. Il siège officiellement à certaines entités telle la Commission des Partenaires du Marché du Travail (CPMT). Le gouvernement du Québec confie notamment la gestion du programme CRÉNEAU au RCJEQ pour l'ensemble des CJE, peu importe leurs affiliations.

Sources: RCJEQ, analyse KPMG

Un modèle reconnu par le gouvernement du Québec depuis 1995

Le modèle CJE est reconnu pour la première fois en 1995 par Jacques Parizeau, alors premier ministre du Québec. Sa contribution à la jeunesse québécoise est à nouveau soulignée à l'Assemblée nationale en 2021, cette fois-ci par le premier ministre François Legault.

Un modèle contribuant à « l'édification d'une société plus solidaire, plus humaine, plus fraternelle »

Dès 1995, le premier ministre du Québec Jacques Parizeau soulignait la valeur et l'importance du modèle CJE pour la jeunesse québécoise et la société dans son ensemble:

« Ces Carrefours seront des guichets uniques de référence pour les jeunes qui veulent intégrer ou réintégrer le marché du travail. **Ils devront s'adresser sans distinction à tous les jeunes, quel que soit leur statut social ou économique.** »

« Je pense que c'est une contribution dans le monde aussi complexe que nous avons développé. Dans le monde d'une complexité infinie que le chevauchement des gouvernements a créé, je pense que **c'est un service à rendre à toute la société en général, puis aux jeunes en particulier.** »

- Jacques Parizeau, premier ministre, 27 avril 1995



Un « outil » important, mais « sous-utilisé »

En 2021, le premier ministre du Québec François Legault réitérait le soutien du gouvernement à l'égard des CJE et l'importance de leur rôle pour la société québécoise:

« **On a besoin d'une meilleure intégration entre les différents ministères, les différents réseaux.** Je vous donne deux exemples, les écoles et les Carrefours jeunesse-emploi. [...] Il faut étendre le rôle des Carrefours jeunesse-emploi. [...] **Je pense que les Carrefours jeunesse-emploi ont un rôle important à jouer.** »

Il faut être capable d'avoir un meilleur lien. Vous savez, les écoles les connaissent, tous les jeunes qui décrochent. Donc il faudrait qu'il y ait un meilleur contact avec les autres ministères pour offrir tous les services et je pense qu'on a **un bel outil qui s'appelle les Carrefours jeunesse-emploi qui ont été sous-utilisés depuis plusieurs années.** »

- François Legault, premier ministre, 30 mars 2021



Sources: RCJEQ, Plan d'action jeunesse 2025-2030; Encyclopédie Canadienne; Journal de Montréal; analyse KPMG

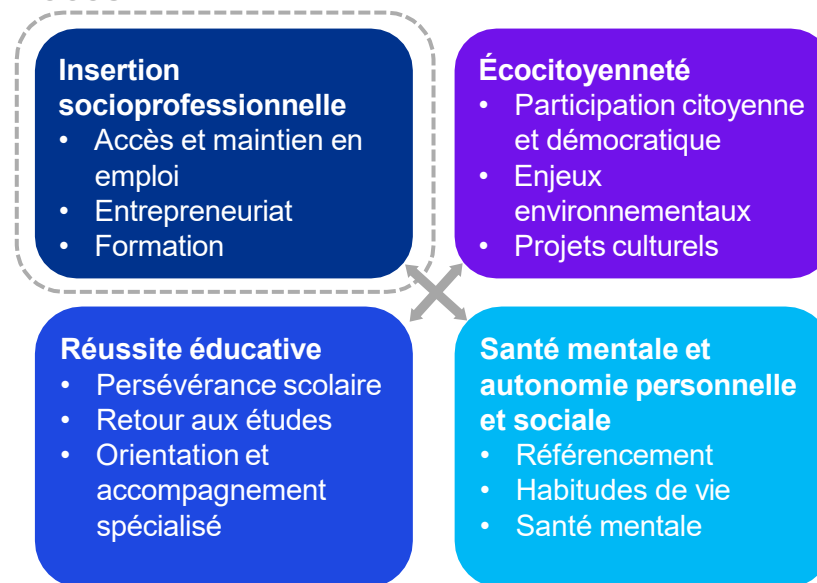
Un accompagnement articulé autour de quatre champs d'intervention

La mission première des CJE est de favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, au bénéfice de la société et de l'économie du Québec. Trois autres champs d'intervention ont graduellement pris de l'importance dans la proposition de valeur des CJE en réponse aux enjeux rencontrés par la jeunesse québécoise: la réussite éducative, l'accès à la santé et aux services sociaux et l'écocitoyenneté.

- **L'insertion socioprofessionnelle:** Les CJE offrent des services d'orientation professionnelle, de recherche d'emploi et de formation pour favoriser une insertion durable sur le marché du travail. L'accent est mis sur le développement des compétences et l'accès à des opportunités professionnelles adaptées aux forces et aux aspirations des jeunes. Ils appuient également l'entrepreneuriat et offrent des services d'accompagnement aux entreprises.
- La **réussite éducative:** Les CJE offrent un soutien à la persévérance scolaire, dont des services de tutorat, d'accompagnement scolaire et d'orientation éducative pour aider les jeunes à surmonter les obstacles à l'apprentissage. Les CJE soutiennent aussi les jeunes dans leur retour aux études.
- La **santé mentale et l'autonomie personnelle et sociale:** Les CJE favorisent le maintien d'un équilibre de vie sain en fournissant des ressources sur la santé mentale, la prévention de la dépendance, la vie affective et sexuelle, et d'autres aspects de la santé. Ils font également le pont entre les jeunes et les organismes spécialisés, jouant ainsi un rôle important de référencement.
- L'**écocitoyenneté:** Les CJE encouragent la participation citoyenne notamment via des initiatives de bénévolat et de volontariat, et en soutenant l'implication personnelle dans des instances de gouvernance. Ils sensibilisent aussi les jeunes aux enjeux environnementaux et leur proposent différents types de projets culturels (ex.: professionnalisation artistique, mise en relation entre les jeunes et les artistes, etc.).

Champ d'intervention des Carrefours JEunesse

FOCUS PREMIER



Tous les CJE du Québec interviennent au moins sur ces quatre champs. L'action de nombreux CJE dépasse cependant ces axes prioritaires via une offre de programmes et services adaptée aux besoins spécifiques des jeunes de chaque territoire.

Sources: RCJEQ, analyse KPMG

Des services personnalisés, adaptés aux besoins locaux

Bien que les CJE partagent un certain nombre de services clés, les offres de services varient d'un carrefour à l'autre. En tant qu'organismes autonomes, les CJE ont la capacité d'adapter leurs activités aux besoins des jeunes de leur région. En plus de l'offre de service nationale mise en œuvre dans l'ensemble des CJE, tous les carrefours développent un plan d'action adapté aux enjeux et réalités locales. Quelques exemples sont décrits ci-dessous.

Projet	Problématique	Solution
TOUCHER LE SOMMET	Des jeunes sont menacés de décrochage ou d'exclusion	Parcours de 10 semaines combinant défis physiques et mentaux, encadrement scolaire et ascension symbolique. Favorise la persévérance, l'estime de soi et l'engagement. Plus de 100 jeunes y participent chaque année dans les CJE des Laurentides.
DRÔLEMENT SAIN D'ESPRIT	Tabous et méconnaissance entourant la santé mentale chez les jeunes	Projet artistique utilisant l'humour pour aborder des enjeux comme l'anxiété ou le TDAH. Neuf jeunes ont présenté des numéros comiques devant un public. L'initiative favorise l'expression, la confiance et la sensibilisation. Porté par le CJE de la MRC de Maskinongé.
PROJET ODYSÉE	Retour aux études difficile pour les parents adultes en raison de responsabilités familiales, du manque de services de garde et d'un contexte peu adapté	Programme de 21 semaines combinant cours, ateliers parentaux, cuisine collective, transport, garde d'enfants et activités de groupe. Les participants développent compétences scolaires, confiance en soi et habiletés parentales. Porté par le CJE de d'Autray-Joliette, en partenariat avec des acteurs éducatifs et communautaires.

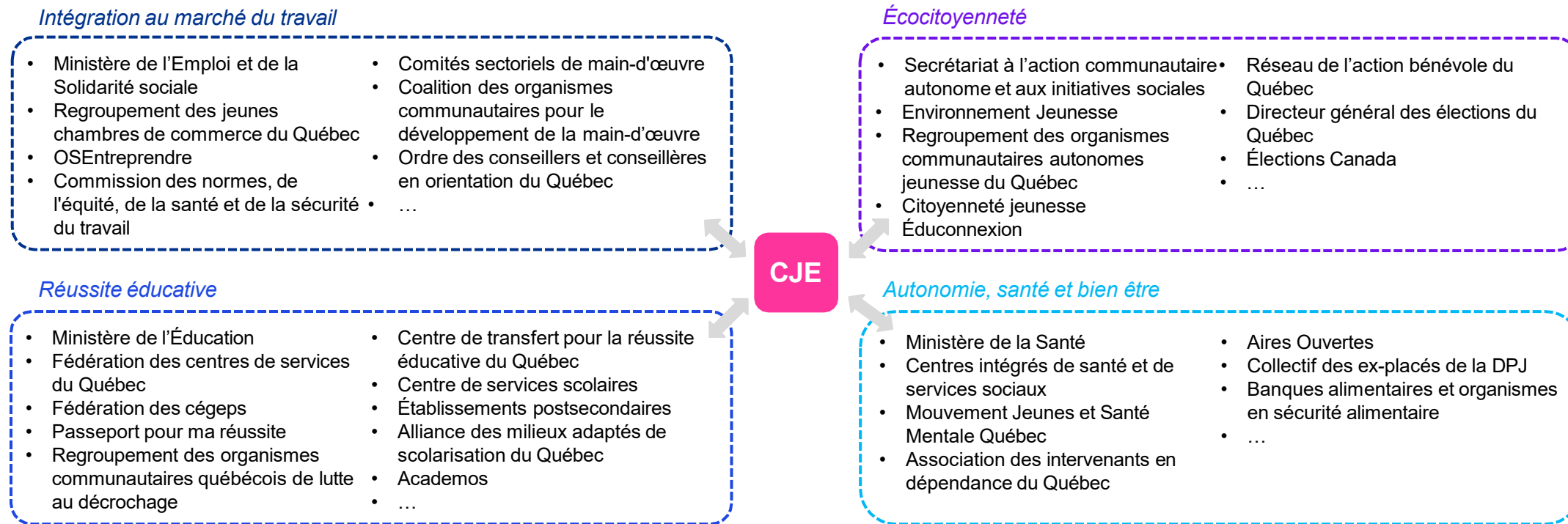
Pour adapter leurs services aux besoins des jeunes et maximiser leur impact, les CJE mènent diverses consultations. L'initiative #MaVoixCompte en est un exemple. Elle met en lumière les préoccupations des jeunes sur des enjeux comme l'éducation, le logement, la santé et l'environnement. Grâce à leur enracinement local, les CJE rejoignent aussi des jeunes éloignés des institutions. Les résultats alimentent la planification des actions à l'échelle provinciale. En 2025, la 3e édition a permis de consulter plus de 5 000 jeunes. Le RCJEQ prépare actuellement la 4e édition.



Sources: RCJEQ, Carrefour de la Vallée-de-l'Or, Carrefour Familial Hochelaga, CJE Hochelaga-Maisonnette, ICI Côte-Nord, L'indice bohémien, analyse KPMG

Une offre de services complémentaire et dans la continuité de l'action d'autres acteurs éducatifs, économiques, sociaux et culturels locaux

Les CJE facilitent l'accès des jeunes à une multitude de ressources complémentaires via le référencement et le déploiement de partenariats. Cette collaboration entre les CJE et les autres ressources assurent la continuité et la transversalité des services offerts aux jeunes. Le schéma ci-dessous présente une liste non exhaustive de ces ressources:



Les CJE ne se positionnent pas comme alternatives aux ressources existantes, mais plutôt comme catalyseurs en première ligne, facilitant l'accès des jeunes à ces ressources.

Sources: RCJEQ, analyse KPMG

Des services financés en grande partie par trois principaux bailleurs de fonds

L'activité des CJE est financée par plusieurs bailleurs de fonds, publics et privés, à l'échelle nationale ou sur une base régionale ou locale, reflétant ainsi l'intégration des CJE à leurs milieux respectifs. Certains financent les programmes et services d'un ou de quelques CJE uniquement, alors que d'autres offrent du financement à tous les CJE de la province. Le tableau ci-dessous présente les trois principaux bailleurs de fonds publics qui financent l'ensemble des CJE:

Bailleurs de fonds	Programmes	Descriptions
EMPLOI-QUÉBEC	Services d'aide à l'emploi (SAE)	Services publics de soutien à l'emploi se déclinant en sept groupes de services, incluant notamment des sessions d'information, des séances d'orientation, des conseils sur la recherche d'emploi, ou encore un accompagnement plus global et personnalisé afin d'aider les personnes éligibles à intégrer le marché du travail et à s'y maintenir. Pour être éligible à ces services, une personne doit respecter un certain nombre de critères.
SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE (SAJ)	Créneau carrefour jeunesse	Programme qui s'adresse principalement aux jeunes de 15 à 35 ans et qui vise à: • Encourager la persévérance scolaire ou le retour aux études; • Favoriser l'acquisition de compétences et l'adoption de comportements contribuant au développement de l'autonomie sur les plans personnel et social; • Créer des opportunités pour les jeunes de participer à des projets entrepreneuriaux; • Multiplier les occasions de participer à des projets de bénévolat et de mettre en œuvre des projets ayant une utilité collective (volontariat); • Favoriser la présence des jeunes sur les lieux décisionnels.
SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS)	Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)	Le PSCJE est un programme de financement à la mission globale des CJE soutenant ces derniers dans le déploiement d'activités qui répondent aux besoins spécifiques des jeunes de leur communauté. Le programme comporte cinq axes prioritaires: 1) Accueil universel (ex.: accompagnement des jeunes inéligibles aux SAE), 2) Insertion socioprofessionnelle durable, 3) Réussite éducative, 4) Développement de l'autonomie et accès en santé et services sociaux et 5) Écocitoyenneté.

Sources: RCJEQ, Emploi-Québec, Gouvernement du Québec, analyse KPMG

Des champs d'intervention en phase avec les priorités gouvernementales

Les activités des CJE sont alignées aux sept axes du Plan d'action jeunesse 2025-2030 du Gouvernement du Québec.

Axes du Plan d'action jeunesse	Défis	Exemples d'intervention par les CJE
Emploi: Soutenir l'intégration et le maintien en emploi, et la formation.	- Taux de chômage plus élevé chez les jeunes - Transformation du marché du travail et incertitude quant aux métiers d'avenir	- Services d'orientation, de préparation de CV et d'entrevues, etc. - Formations et développement de compétences
Entrepreneuriat: Soutenir le démarrage et la reprise d'entreprises.	Baisse de l'intérêt des jeunes pour l'entrepreneuriat	- Camps de jours, programmes et projets permettant aux jeunes d'entreprendre - Ateliers de sensibilisation
Environnement: Soutenir l'éducation environnementale et promouvoir l'écocitoyenneté.	Hausse de l'anxiété environnementale chez les jeunes	- Ateliers sur l'environnement - Projets spéciaux (ex.: sur la consommation responsable, l'apiculture, etc.)
Culture: Favoriser l'accès à la culture, valoriser et promouvoir le français.	Inégalités dans l'accès à la culture et aux arts	Séjours artistiques, culturels et historiques dans différentes régions du Québec
Éducation: Favoriser la persévérance scolaire, la diplomation et la qualification des jeunes.	Hausse du décrochage scolaire dans un contexte où les emplois demandent un niveau croissant de qualification	Participation à des programmes de réussite et persévérance scolaires et déploiement d'initiatives pour faciliter la transition vers le secondaire
Santé: Favoriser une santé mentale positive et de saines habitudes de vie.	Hausse de l'anxiété et de la détresse psychologique chez les jeunes	- Intervention de première ligne pour rediriger les jeunes vers les bonnes ressources - Ateliers sur les habitudes de vie et la dépendance
Citoyenneté: Soutenir le développement de la pensée critique et l'engagement civique.	Plus faible participation aux élections et à la vie politique que les autres groupes d'âge	- Mise en place de comités pour soutenir la participation des jeunes à la vie associative de leur CJE - Rencontre de candidats politiques et ateliers sur les élections - Siéger sur des conseils d'administration

Sources: RCJÉQ, Plan d'action jeunesse 2025-2030; an alyse KPMG

Un modèle unique, qui rayonne sur la scène internationale

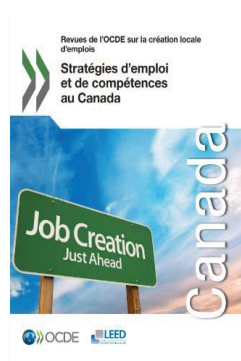
Le succès du modèle CJE au Québec lui a valu d'être reconnu par l'OCDE et a mené à la création d'ententes et de partenariats à l'international.

Reconnaissance du modèle CJE à l'étranger

Dans son rapport de 2014 intitulé *Stratégies d'emploi et de compétences au Canada*, l'OCDE émet la recommandation de « Continuer de porter une attention particulière à la diminution du nombre de décrocheurs scolaires et au raffermissement des liens entre les jeunes peu qualifiés et le marché du travail ».

L'organisation en profite pour souligner les progrès réalisés au Québec en matière de réduction du taux de décrochage, et plus précisément la contribution des CJE:

« Les carrefours jeunesse-emploi sont bien organisés et offrent divers programmes pour aider les jeunes. Ils occupent également une place de choix pour aider les employeurs locaux, les conseils sectoriels et la Commission des partenaires du marché du travail à soutenir les jeunes "à risque" de différentes façons et à encourager les décrocheurs sans titre de compétences à terminer leurs études. »



Un exemple de collaboration internationale

En juin 2017, le RCJEQ a signé un partenariat avec l'Union nationale des missions locales (UNML) en France, avec pour objectif de promouvoir la mobilité internationale des jeunes en insertion sociale et professionnelle.

Cette collaboration, soutenue par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), permet à des jeunes âgés de 16 à 35 ans, souvent éloignés de l'emploi, de participer à des séjours de remobilisation professionnelle au Québec. Ces missions, d'une dizaine de jours, offrent une immersion dans les milieux professionnels et culturels québécois, favorisant ainsi le développement de compétences personnelles et professionnelles.

Au-delà des échanges de jeunes, le partenariat encourage le partage de pratiques et le renforcement des liens entre les structures françaises et québécoises.

Sources: OCDE, RCJEQ, UNML, analyse KPMG

03

La contribution socio-économique des CJE

Des services qui encouragent les jeunes à contribuer activement à la vie sociale, économique, culturelle et citoyenne

La contribution socio-économique des services de soutien à l'emploi et aux études pour la clientèle des jeunes s'articule autour des trois axes d'analyses suivants – chacune de ces dimensions est détaillée dans les pages suivantes.

Impacts sur le jeune

- Encourager la diplomation chez les jeunes;
- Favoriser leur participation au marché du travail;
- Faciliter l'accès à des emplois mieux rémunérés;
- Apporter des bienfaits sur la santé physique et mentale des jeunes et sur leur sentiment d'autonomie et d'accomplissement.

Impacts sur le gouvernement et les contribuables

- Générer des revenus et éviter des coûts pour l'État et les contribuables.

Impacts sur la société

- Faciliter le maillage entre les jeunes et les entreprises et soutenir le développement économique régional;
- Accroître l'engagement citoyen et communautaire, et contribuer à la diminution de la criminalité chez les jeunes;
- Outiller les jeunes pour faire face aux enjeux environnementaux.

En raison de limites liées à la disponibilité des données, cette section vise à illustrer de manière qualitative les impacts socio-économiques attribuables aux services de soutien à l'emploi et aux études chez les jeunes.

Lorsque possible, les analyses sont complétées par des exemples quantitatifs tirés de la littérature et par des statistiques officielles. Des études de cas sont également présentées à la section 3.1 afin d'illustrer l'impact potentiel des activités des CJE sur la rémunération des jeunes et les recettes fiscales, pour certains scénarios fréquemment rencontrés.

Des services de soutien aux études qui encouragent la diplomation chez les jeunes

Les services de soutien aux études offerts par les CJE offrent aux jeunes un accompagnement tout au long de leur parcours académique. Ces services encouragent la persévérance scolaire et soutiennent le retour aux études, facilitant l'obtention de diplômes.

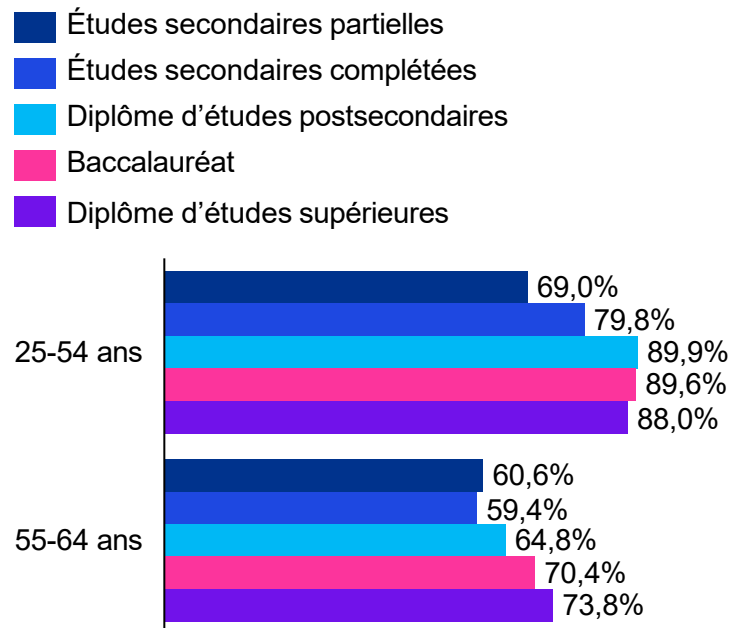
- Les services incluent:
 - L'accompagnement ciblé aux élèves du secondaire, visant à optimiser leurs chances d'obtenir leur diplôme et à prévenir le décrochage scolaire;
 - Le soutien aux jeunes pour faciliter la transition vers les études postsecondaires (ex.: ateliers sur le fonctionnement des études collégiales, sur les prêts et bourses, etc.);
 - Le soutien aux jeunes pour le retour aux études ou l'accès à la formation professionnelle.
- En 2023-2024, plus de 24 400 jeunes ont été accompagnés dans le cadre du volet Persévérance scolaire du programme Créneau, soit une augmentation de 12% par rapport à l'année précédente¹.

De tels services facilitent l'intégration des jeunes au marché du travail en assurant une meilleure adéquation entre leur niveau de qualifications et les exigences des employeurs.

- En décembre 2024, le taux d'emploi était de 69,0 % et de 79,8% respectivement pour les personnes non diplômées et celles détenant un DES, parmi la population de 25 à 54 ans. À titre comparatif, il était de 89,9% pour les personnes détenant un diplôme d'études postsecondaires.

Taux d'emploi par niveau de scolarité au Québec

En % de la population, décembre 2024



Source: Statistique Canada

La contribution des CJE au renouvellement des compétences à la requalification des jeunes prendra une importance croissante, dans un contexte où la durée de vie de ces compétences se raccourcira de plus en plus et où certains secteurs seront impactés par l'automatisation.

Note (1) Ces données portent sur 99 CJE (soit 90% des CJE de la province).

Sources: RCJEQ, Statistique Canada, Secrétariat à la jeunesse, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, analyse KPMG



© 2025 KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario et cabinet membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, société de droit anglais à responsabilité limitée par garantie. Tous droits réservés. KPMG et le logo de KPMG sont des marques de commerce utilisées sous licence par les cabinets membres indépendants de l'organisation mondiale KPMG.

Des services de soutien à l'emploi qui favorisent la participation des jeunes au marché du travail

Les services d'insertion socioprofessionnelle offrent aux jeunes du soutien dans leurs démarches visant à intégrer – ou à réintégrer – le marché du travail.

Ceux-ci comprennent notamment:

- Des activités d'aide à la recherche d'emploi, y compris la rédaction de CV et la préparation d'entrevues d'embauche;
- De l'accompagnement individuel avec des conseillers d'orientation;
- Des services de maintien en emploi, notamment via l'accès à certaines formations professionnelles et de l'accompagnement tripartite avec le jeune et son employeur;
- Des ateliers centrés sur la connaissance de soi, les compétences et les objectifs personnels.

Au-delà de l'obtention d'un emploi, ces services cherchent à encourager l'introspection et le développement personnel des jeunes afin que leur insertion sur le marché du travail soit durable et alignée avec leurs objectifs et leurs compétences. Ce faisant, ils réduisent les risques de pauvreté et d'exclusion sociale.

Ce type de services a eu des résultats probants sur la présence en emploi des jeunes par le passé. C'était le cas du Service spécialisé jeune (SSJ) d'Emploi-Québec¹, qui visait à accompagner les jeunes de 18 à 29 ans dans leur recherche d'emploi ou leur retour aux études. Ce programme n'est cependant plus soutenu par le gouvernement, ce dernier n'offrant plus de services d'emplois dédiés spécifiquement aux jeunes.

- Un rapport d'évaluation de 2019 a conclu que les participants au SSJ étaient plus susceptibles d'occuper un emploi dans les neuf mois suivant leur participation, comparativement à ceux qui n'y avaient pas participé, avec des taux de présence en emploi² respectifs de 48,3% et 28,9%.
- La proportion de temps passé en emploi³ était également plus élevée, en moyenne, chez les participants au SSJ (26,4% contre 13,9%).

Impact du Service spécialisé jeune (SSJ) sur l'insertion en emploi

En %, 2019

Mesures	Participants (n = 785)	Non-participants (n = 1500)	Écart
Présence en emploi (%) ²	48,3%	28,9%	19,4 p.p.
Proportion de temps passé en emploi (%) ³	26,4%	13,9%	12,5 p.p.

Source: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Notes: (1) Programme qui s'inscrivait dans la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE) d'Emploi-Québec. (2) Proportion des participants ayant occupé un emploi au cours des neuf mois suivant leur participation au SSJ. (3) Proportion de temps pendant laquelle le jeune a occupé un emploi, dans les neuf mois suivant sa participation au SSJ.

Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; RCJEQ; analyse KPMG

Des bienfaits sur la santé physique et mentale des jeunes et sur leur sentiment d'autonomie et d'accomplissement

Les organismes communautaires comme les CJE contribuent à briser l'isolement chez les jeunes et préviennent la marginalisation en offrant à tous un lieu où ils sont accueillis et pris en charge, quelle que soit leur situation personnelle et professionnelle.

- Plusieurs des jeunes ayant recours aux services des CJE rencontrent des difficultés dans leur vie, que ce soit au niveau scolaire, professionnel, relationnel ou autres. Ces difficultés ont parfois pour effet de créer de l'isolement et un sentiment d'impuissance chez les jeunes.
- L'accueil des CJE permet à ces jeunes de se sentir écoutés et de s'impliquer dans leur communauté via la participation à différents projets collectifs.

Les CJE jouent un rôle clé dans la prise en charge des jeunes en première ligne. Les services offerts incluent:

- Des ateliers de sensibilisation sur les saines habitudes de vie;
- Des séances de prévention de la dépendance (ex.: opioïdes, vapotage, tabagisme, drogues, etc.);
- Un accès facilité à des services d'infirmières cliniciennes, de psychothérapie, d'ergothérapie, d'orthophonie, de psychologie et de psychiatrie, grâce au réseau et aux liens existants entre les CJE et les ressources pertinentes.

L'action des CJE entraîne une amélioration notable de la santé mentale des jeunes. Dans le cadre d'un sondage de satisfaction des participants au programme Créneau, plus de 90% des répondants ont dit avoir vu un effet positif sur leur confiance en soi, leur sentiment d'accomplissement et leur niveau d'autonomie.

Sources: RCJEQ; Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec; SSM - Population Health, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, Institut de recherche et d'informations socio-économiques, analyse KPMG



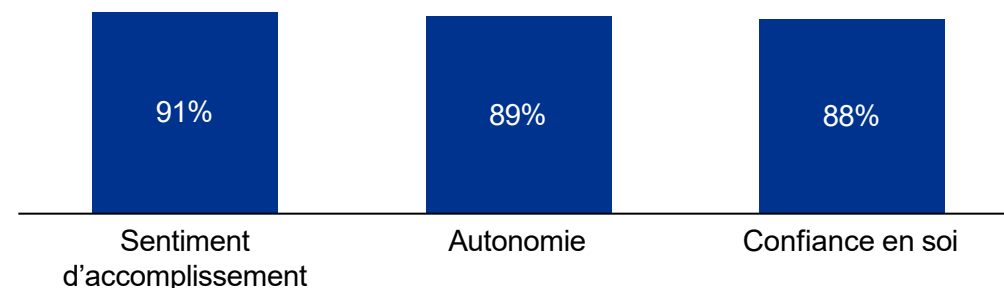
© 2025 KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario et cabinet membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, société de droit anglais à responsabilité limitée par garantie. Tous droits réservés. KPMG et le logo de KPMG sont des marques de commerce utilisées sous licence par les cabinets membres indépendants de l'organisation mondiale KPMG.

En plus de contribuer au bien-être des jeunes à court terme, l'action des CJE en matière de santé mentale est susceptible de générer plusieurs effets positifs à long terme, tant pour le jeune que pour la société dans son ensemble. Selon des rapports de l'IRIS et du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion:

- Une meilleure santé mentale durant la jeunesse serait associée à un taux d'emploi plus élevé à l'âge adulte, une participation accrue au marché du travail, et une diminution du risque de chômage ou de précarité économique à long terme.
- Une diminution des troubles mentaux contribuerait à réduire les coûts futurs liés à l'utilisation des services de santé, des prestations sociales et de l'absentéisme professionnel.

Impact du programme Créneau sur la confiance en soi, le sentiment d'accomplissement et l'autonomie des jeunes

En % des répondants, 2024-2025



Source: RCJEQ

Des services contribuant à la fois à générer des revenus et à éviter des coûts pour l'État et les contribuables

Les services tels que ceux offerts par les CJE ne profitent pas seulement aux jeunes : ils jouent un rôle essentiel pour maintenir et accroître de façon durable l'assiette fiscale des gouvernements, tout en évitant certaines dépenses publiques. Cet impact découle principalement de quatre mécanismes :

 Augmentation des recettes fiscales		 Coûts évités	
1. Accroissement du bassin de contribuables	2. Augmentation du revenu moyen	3. Réduction des prestations sociales	4. Réduction des autres coûts sociaux
- Les services de soutien à l'emploi et aux études favorisent la présence des jeunes sur le marché du travail. - Lorsqu'un jeune obtient un emploi, il devient par le fait même un contribuable participant, par ses impôts et autres cotisations, à l'assiette fiscale de l'État.	- Les services de soutien à l'emploi et aux études favorisent l'accès à des emplois de meilleure qualité, qui peuvent se traduire par une stabilité accrue, des salaires plus compétitifs et une augmentation du nombre d'heures travaillées. - Ceci entraîne du même coup une hausse du revenu moyen chez les jeunes, et donc une hausse des impôts et autres cotisations pour l'État.	- Les services de soutien à l'emploi et aux études contribuent à réduire le recours de certains jeunes aux programmes sociaux de soutien au revenu, tels que l'assurance-emploi et l'aide sociale. - Ceci permet au gouvernement d'éviter le versement de prestations, qui peut alors allouer ces ressources vers des besoins plus prioritaires.	- Plusieurs études ont démontré que la pauvreté et le décrochage mènent à des coûts sociaux plus importants pour l'État, notamment en santé en raison de l'adoption de moins bonnes habitudes de vie chez ces populations. - À titre d'exemple, l'obésité et le tabagisme sont significativement plus prévalents chez les personnes moins scolarisées, selon les données de Santé Canada et de Statistique Canada.

Ces revenus financent à leur tour des dépenses gouvernementales, comme la santé ou l'éducation, ou des programmes tels que l'assurance-emploi, le FSS¹, le RRQ², et le RQAP³...

.... alors que ces coûts évités contribuent à réduire le fardeau fiscal pour les contribuables québécois.

Notes: (1) Fonds des services de santé. (2) Régime de rentes du Québec. (3) Régime québécois d'assurance parentale.
Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, R3USSIR, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, Info-tabac, Santé Canada, Statistique Canada, analyse KPMG

Un soutien à la vitalité économique des territoires

Dans chacune des régions administratives du Québec, les CJE contribuent au développement économique régional de diverses façons :

Alignement avec les exigences du tissu industriel local

- Leur connaissance de la réalité économique de leur territoire leur permet d'offrir aux jeunes des services d'orientation, de formation, de qualification et de requalification adaptés aux exigences des employeurs locaux. Ceci assure une meilleure adéquation entre les compétences des jeunes et les besoins du marché du travail local.

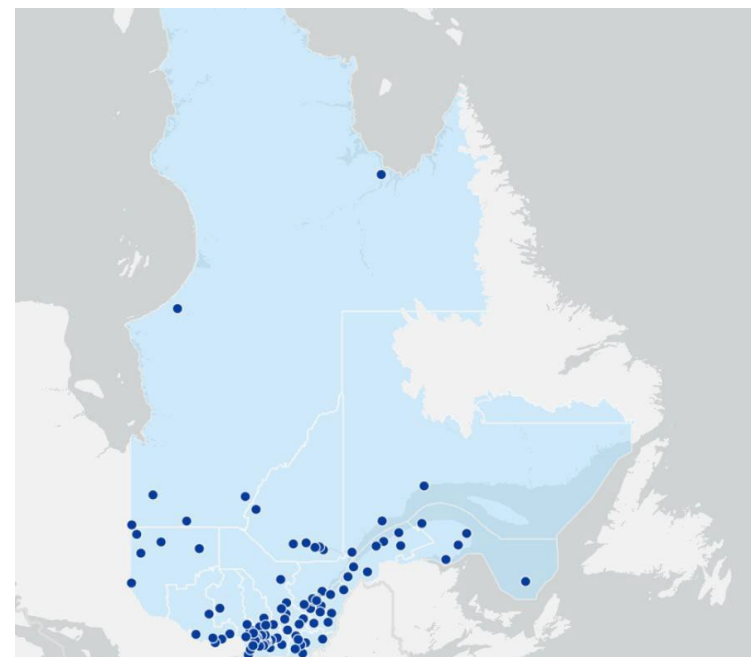
Activités de maillage entre les jeunes et les entreprises

- Ceci se concrétise par différents services, incluant:
 - Services d'accompagnement et de maintien en emploi pour les employés;
 - Activités de recrutement personnalisées (ex.: préentrevues, constitution de bassins de jeunes candidats potentiels, etc.);
 - Mise en valeur et promotion des entreprises locales (ex.: visites d'entreprises, organisation de stages, etc.);
 - Salons avec les employeurs.

Soutien aux projets entrepreneuriaux chez les jeunes, notamment sous la forme de:

- Aide à l'implantation de projets entrepreneuriaux dans les écoles et la communauté;
- Soutien au prédémarrage d'entreprise;
- Accompagnement du mentoré dans son développement professionnel et personnel.

Répartition des CJE sur le territoire du Québec



Source: Carte développée avec ArcGIS for Power BI

Ces initiatives contribuent de surcroît à limiter les risques d'exode vers d'autres régions.

Sources: RCJEQ, Gouvernement du Québec, CJE Montréal Centre-Ville, CJE du Témiscamingue, CJE de d'Autray Joliette, ArcGIS for Power BI, analyse KPMG

Renforcer l'engagement citoyen et prévenir la criminalité

Les CJE offrent aux jeunes l'opportunité de participer à différents projets de bénévolat et de volontariat. De telles initiatives permettent de développer un sens de la responsabilité sociale chez les jeunes, tout en renforçant la cohésion communautaire. Ces opportunités aident également à développer des compétences transversales, comme le leadership, la communication, la résolution de problème et le travail d'équipe.

- De 2021 à 2024, près de 26 700 jeunes ont participé à des initiatives de bénévolat¹.

Par le biais du programme Créneau, les CJE favorisent également l'accès et la participation des jeunes aux lieux décisionnels, y compris les conseils d'administration.

- Le programme Créneau cherche ainsi à contribuer à la formation de la relève en gouvernance, en offrant aux jeunes une première expérience de prise de responsabilités. Bien que les services varient d'un CJE à l'autre, certains offrent également aux jeunes une formation sur le fonctionnement et les responsabilités d'un conseil d'administration.

À travers des initiatives comme le mouvement #MaVoixCompte, le RCJÉQ et les CJE offrent aussi aux jeunes l'opportunité de s'exprimer sur les enjeux qui les préoccupent et d'adapter les programmes et services offerts pour qu'ils répondent mieux aux besoins de la jeunesse québécoise.

Note (1) Ces données portent sur 99 CJE (soit 90% des CJE de la province).

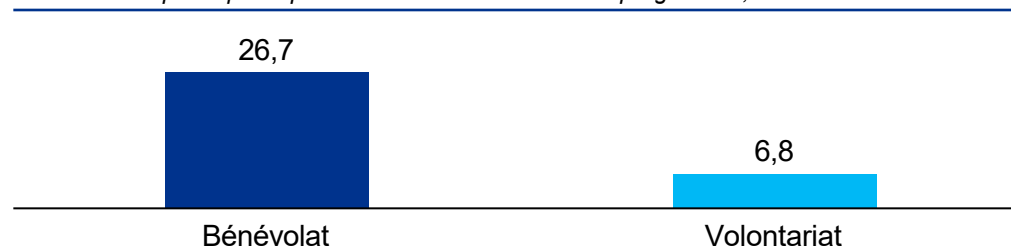
Sources: RCJÉQ, National Bureau of Economic Research [\[lien\]](#), London School of Economics and Political Science [\[lien\]](#), analyse KPMG

Par ailleurs, plusieurs études recensées dans une publication récente de la London School of Economics and Political Science indiquent que les personnes ayant un niveau de scolarité plus élevé et participant activement au marché du travail sont moins susceptibles de commettre des actes criminels.

- En favorisant la persévérance scolaire et l'insertion professionnelle, les services offerts par les CJE contribuent ainsi à la réduction de la criminalité chez les jeunes.

Nombre de jeunes accompagnés dans les volets Bénévolat et Volontariat du programme Créneau

En milliers de participants pour 99 des 111 CJE offrant le programme, 2021-2024



Source: RCJÉQ

À long terme, cette culture de l'engagement citoyen favorise une société plus solidaire, dynamique et résiliente, où les individus sont plus enclins à contribuer au bien commun et à participer activement à la vie démocratique.

Des outils pour faire face aux enjeux environnementaux

Les enjeux environnementaux figurent parmi les plus grandes préoccupations de la jeunesse québécoise.

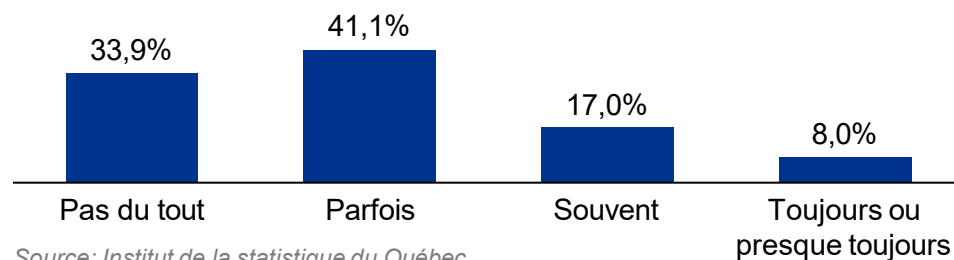
- L'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire de 2022-2023 montrait que 41% d'entre eux ressentaient parfois de l'écoanxiété, 17% en ressentaient souvent et 8%, presque toujours.

Malgré cette inquiétude, plusieurs jeunes ne se sentent pas outillés pour poser des gestes concrets. Les CJE les aident à passer à l'action via la mise en œuvre de projets concrets.

- Que soit par l'organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation, ou par la mise en place de projets spéciaux, les CJE offrent aux jeunes l'opportunité d'agir sur les enjeux qui les préoccupent.

Fréquence des sentiments d'écoanxiété

En % des jeunes du secondaire au Québec, n = 70 825, 2022-2023



Source: Institut de la statistique du Québec

Notes: (1) Selon l'Office québécois de la langue française, l'écoanxiété réfère à un « sentiment d'anxiété, préoccupation ou appréhension ressentis par une personne devant les bouleversements causés par les changements climatiques et leurs conséquences ».

Sources: RCJEQ (Répertoire de projets et guide en écocitoyenneté), MaVoixCompte, Plan d'action jeunesse 2025-2030, Institut de la statistique du Québec, Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2022-2023, analyse KPMG

Quelques exemples d'initiatives



Volontariat en biodiversité: Les jeunes participants du CJE Thérèse-de-Blainville agissent comme patrouilleurs de la biodiversité pour la protection des espèces menacées sur la piste cyclable de la Seigneurie des Plaines afin de récolter des infos et limiter les risques de mortalité chez les espèces menacées.



Textilab: Le Textilab est une initiative du CJE de d'Autray Joliette. Il propose des solutions concrètes contre le gaspillage vestimentaire et permet aux jeunes d'explorer une approche alternative, créative et durable à leur garde-robe tout en devenant un réel acteur de changement dans leur communauté.



Volontariat écocitoyen: : Au CJE Saint-Laurent, plusieurs jeunes sont engagés dans différentes initiatives générant un impact environnemental tangible sur leur territoire. Au total, près de 3000 interventions écocitoyennes ont été réalisées depuis 2023, incluant 1691 réparations de vélos, la sensibilisation de dizaines de jeunes à la production alimentaire locale et bio, et 938 déneigements ayant contribué à la sécurité de résidents vulnérables.

3.1

Trois cas types
illustrés par
des études
de cas

Une approche par études de cas

KPMG a développé une approche par études de cas afin d'illustrer l'impact potentiel des activités des CJE sur la rémunération des jeunes et les recettes gouvernementales, pour trois scénarios fréquemment rencontrés:

1. Accompagnement d'un jeune en situation de décrochage jusqu'à l'obtention de son diplôme d'étude secondaire (DES) ;
2. Intervention auprès d'un jeune en situation de travail précaire dans la recherche et l'obtention d'un emploi stable, à temps plein ;
3. Prise en charge d'un jeune prestataire du programme d'aide sociale et soutien à sa réinsertion sur le marché du travail.

Note méthodologique

Pour chacun des scénarios, KPMG a estimé l'impact potentiel du CJE sur la rémunération nette du jeune, ainsi que les recettes fiscales. Pour les fins de l'analyse, la rémunération nette est calculée sur la base du revenu d'emploi, après les cotisations fiscales et parafiscales. Elle inclut également les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale perçues par le jeune, le cas échéant.

L'impact sur les recettes gouvernementales tient compte de l'impôt provincial et fédéral sur le revenu des particuliers (calculé sur la base du taux d'imposition effectif), de même que les cotisations au Fonds des services de santé. Il tient également compte des cotisations à l'assurance-emploi qui ont été incluses afin de refléter par effet miroir les prestations d'assurance-emploi perçues par le jeune dans le cadre de l'étude de cas #1. Les autres cotisations parafiscales (Régime des rentes du Québec et du Régime québécois d'assurance parental) ont toutefois été exclues, puisque ces ressources sont dédiées à des programmes spécifiques et ne sont pas dirigées vers le fonds général du gouvernement. Les analyses considèrent également les coûts évités liés aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale, le cas échéant. Les hypothèses détaillées sont présentées à l'annexe A.



Cas 1: En soutenant la diplomation des jeunes, les CJE facilitent leur accès aux emplois mieux rémunérés

CONTEXTE

- Un jeune de 16 ans quitte l'école secondaire afin d'entrer sur le marché du travail à temps plein, où il pourra toucher le salaire horaire moyen québécois pour son niveau de scolarité (études secondaires partielles). En raison d'un plus faible niveau d'employabilité, ce jeune a de la difficulté à trouver un emploi stable en début de carrière. Il est donc estimé qu'au cours des dix premières années de sa vie active, celui-ci vivra des périodes de chômage équivalent à environ un mois par année. Le jeune serait alors éligible à l'assurance-emploi.
- Si ce jeune avait été suivi par son CJE, il aurait bénéficié d'un accompagnement et de soutien dans la poursuite de ses études secondaires. Il serait entré sur le marché du travail avec son DES en poche et aurait trouvé un emploi à temps plein, rémunéré au salaire moyen au Québec pour les diplômés du DES.

Impact sur la rémunération du jeune¹

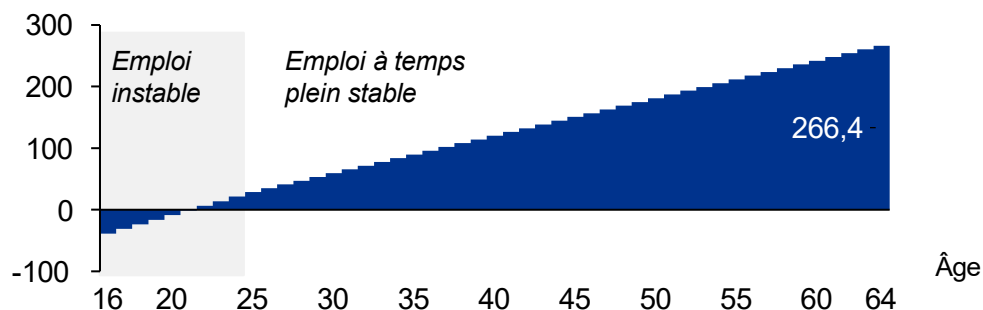
- En raison de son impact sur les conditions salariales et l'employabilité du jeune, l'obtention d'un DES aurait permis au jeune de **gagner des revenus 266,4k\$ plus élevés au cours de sa vie active que s'il avait décroché.**
- Dans le cas d'une jeune femme touchant le salaire moyen pour les femmes du Québec, cet écart serait de 285,8k\$.

Impact fiscal pour l'État²

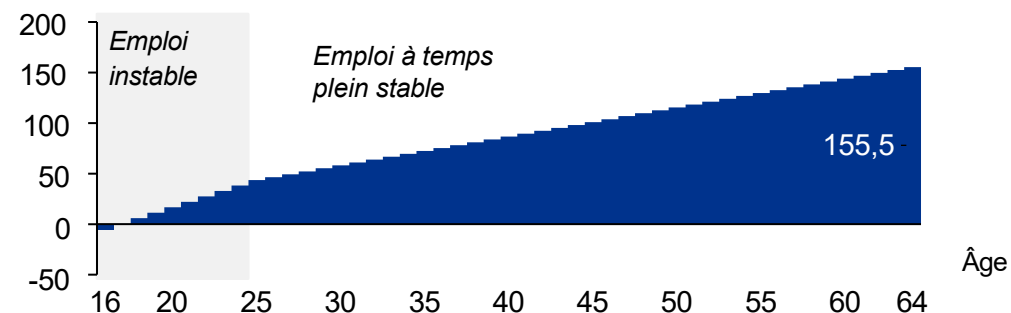
- En plus de permettre à l'État de toucher des **revenus supplémentaires de 134,1k\$**, l'intervention du CJE aurait pu contribuer à **réduire de 21,4k\$ les prestations versées** au jeune dans le cadre du programme d'assurance-emploi, pour un **impact total de 155,5k\$**.
- Pour une femme, cet écart serait de 149,0k\$.

IMPACTS

Écart cumulatif de rémunération nette (k\$)



Écart fiscal cumulatif (k\$)



Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

Cas 2: L'accompagnement des CJE facilite l'accès à des emplois de meilleure qualité

CONTEXTE

- Au terme de ses études, un jeune de 20 ans accepte un emploi à temps partiel rémunéré au salaire horaire moyen. Il y travaille environ 20h par semaine, soit la moyenne québécoise parmi les employés à temps partiel. Le jeune éprouve toutefois de la difficulté à dénicher un emploi stable à temps plein. Il est donc estimé que celui-ci occupera des emplois à temps partiel pendant les cinq années suivant son entrée sur le marché du travail.
- Si ce jeune avait été accompagné par son CJE, il aurait possiblement pu trouver un emploi à temps plein correspondant davantage à ses objectifs de carrière. Il y aurait travaillé environ 38h par semaine (rémunérées au salaire horaire moyen), soit la moyenne parmi les employés à temps plein au Québec.

Impact sur la rémunération du jeune

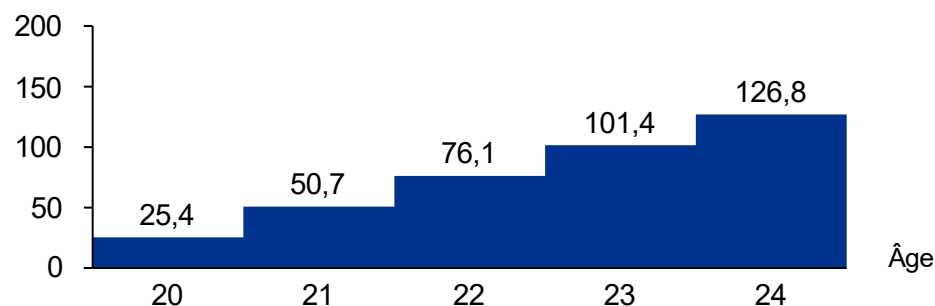
- En occupant un emploi à temps plein au cours des cinq premières années de sa vie active (20 à 24 ans), **le jeune aurait gagné 126,8k\$ de plus** que s'il avait dû occuper des emplois à temps partiel (213,1k\$ contre 86,3k\$ sur la période de cinq ans).

Impact fiscal pour l'État¹

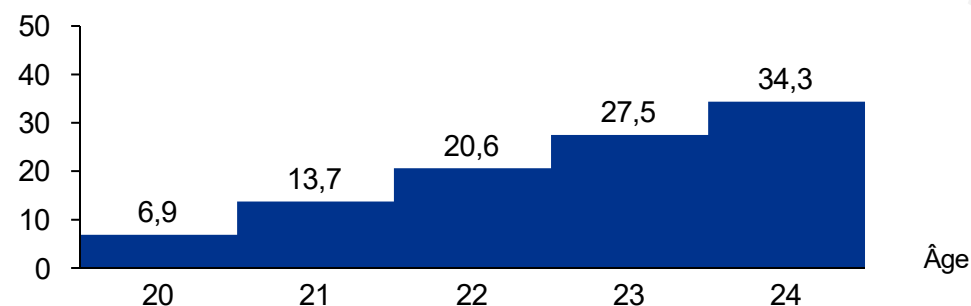
- La rémunération additionnelle découlant de l'accès plus rapide à un emploi à temps plein **aurait permis à l'État de dégager 34,3k\$ de recettes fiscales supplémentaires** sur ces cinq années (6,9k\$ par année).

IMPACTS

Écart cumulé de rémunération nette (k\$)



Écart fiscal cumulé (k\$)



Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

Cas 3: Les CJE et leurs partenaires soutiennent la réinsertion des jeunes sur le marché du travail

CONTEXTE

- Au terme de ses études, un jeune âgé de 20 ans occupe un emploi à temps plein. À 30 ans, celui-ci rencontre une épreuve dans sa vie personnelle et sa santé mentale se dégrade. Se sentant incapable de travailler, il s'inscrit au programme d'aide sociale à travers lequel il reçoit des prestations de 829\$ par mois. Il est présumé que ce jeune reste à l'écart du marché du travail pour une période de 3,64 ans, soit la moyenne de la durée cumulative passée sur le programme pour les prestataires de moins de 35 ans.
- Si ce jeune avait bénéficié d'une prise en charge de son CJE, il aurait pu être dirigé vers les bonnes ressources en santé mentale, réduisant potentiellement de moitié le temps passé sur le programme d'aide sociale.

Impact sur la rémunération du jeune¹

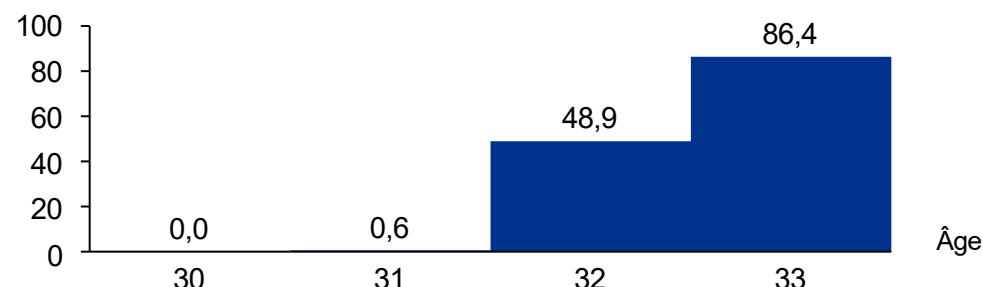
- Le jeune ayant bénéficié du soutien de son CJE et des autres ressources en santé mentale aurait **généralisé des revenus nets 86,4k\$ plus élevés** que s'il était demeuré sur le programme d'aide sociale pendant 3,64 ans.

Impact fiscal pour l'État²

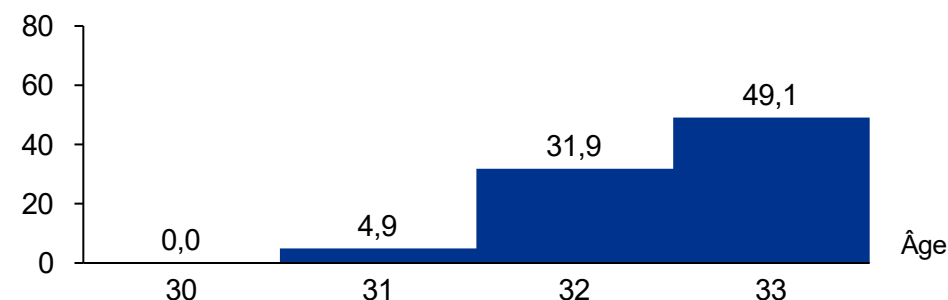
- En plus de permettre à l'État de toucher des **recettes supplémentaires de 3,9k\$** sur la période, l'intervention du CJE contribue également à **réduire de 18,1k\$ les prestations versées** au jeune dans le cadre du programme d'aide sociale, pour un **écart cumulé de 49,1k\$** sur la période.

IMPACTS

Écart cumulatif de rémunération nette (k\$)



Écart fiscal cumulatif (k\$)



Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

Un manque à gagner de plusieurs milliards de dollars pour les jeunes du Québec et l'État

Le tableau ci-dessous présente une estimation à haut niveau réalisée par KPMG du manque à gagner associé au décrochage scolaire, au travail à temps partiel involontaire et au recours à l'assistance sociale, en termes de rémunération nette pour les jeunes et de recettes gouvernementales nettes pour l'État. Des analyses plus fines seraient requises pour préciser ces valeurs.

Décrochage scolaire	Travail à temps partiel involontaire	Recours à l'assistance sociale
En 2024-25, on estime à environ 11 000 le nombre de décrocheurs au Québec. En comparant leur situation à celle de détenteurs d'un diplôme d'études secondaires, dont les salaires annuels moyens sont plus élevés, on observe des écarts de: 3,0 G\$ de rémunération nette pour l'ensemble des 11 000 décrocheurs, sur la totalité de leur vie active. 17 G\$ de recettes nettes pour l'État, sur la totalité de la vie active de ces 11 000 décrocheurs.	Au Québec, on estime à environ 15 000 le nombre de jeunes de 15 à 35 ans occupant un emploi à temps partiel de façon involontaire en 2025. En comparant une situation où ces jeunes occupent un emploi à temps partiel involontaire pendant une période de 5 ans à celle de jeunes occupant un emploi à temps plein, on observe des écarts de : 1,9 G\$ de rémunération nette pour les jeunes travailleurs à temps partiel. 0,5 G\$ de recettes nettes pour l'État.	En date d'avril 2025, on compte 56 330 prestataires du programme d'aide sociale de 35 ans et moins au Québec. Ces derniers demeurent inscrits au programme pendant une moyenne de 3,64 ans. En comparant leur situation à celle de jeunes ayant réussi à écourter de moitié le temps passé au sein du programme (soit 1,8 année), on observe des écarts de: 4,9 G\$ de rémunération nette pour les jeunes, sur la période. 2,8 G\$ de recettes nettes pour l'État.

Au Québec, les CJE constituent un levier important pour réduire ces manques à gagner ou réaliser des économies de coûts, du point de vue des jeunes et de l'État. Grâce à l'accompagnement personnalisé et adapté offert aux jeunes, ils contribuent concrètement à la persévérance scolaire et à une intégration durable au marché du travail.

Sources: Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, analyse KPMG



© 2025 KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario et cabinet membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, société de droit anglais à responsabilité limitée par garantie. Tous droits réservés. KPMG et le logo de KPMG sont des marques de commerce utilisées sous licence par les cabinets membres indépendants de l'organisation mondiale KPMG.

04

Les défis rencontrés par les CJE

Lacapacité à garantir l'accessibilité d'une région à l'autre

Bien que les CJE soient présents dans toutes les régions administratives du Québec, l'accès demeure inégal, en particulier dans les régions les plus vastes.

- En 2024, le nombre de CJE par 10 000 km² de superficie était le moins élevé dans les régions du Nord-du-Québec (0,0), de la Côte-Nord (0,1) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (0,3), soient les trois régions au territoire le plus vaste.
- À titre comparatif, ce chiffre est de 3,8 dans la Capitale-Nationale, de 4,8 en Estrie et de 5,8 dans le Centre-du-Québec.

En conséquence, même si les CJE opérant sur de très grands territoires développent plusieurs points de service, certains jeunes habitant des régions moins densément peuplées peuvent rencontrer des difficultés d'accès aux services des CJE en raison des distances séparant certains d'entre eux et leur point de service.

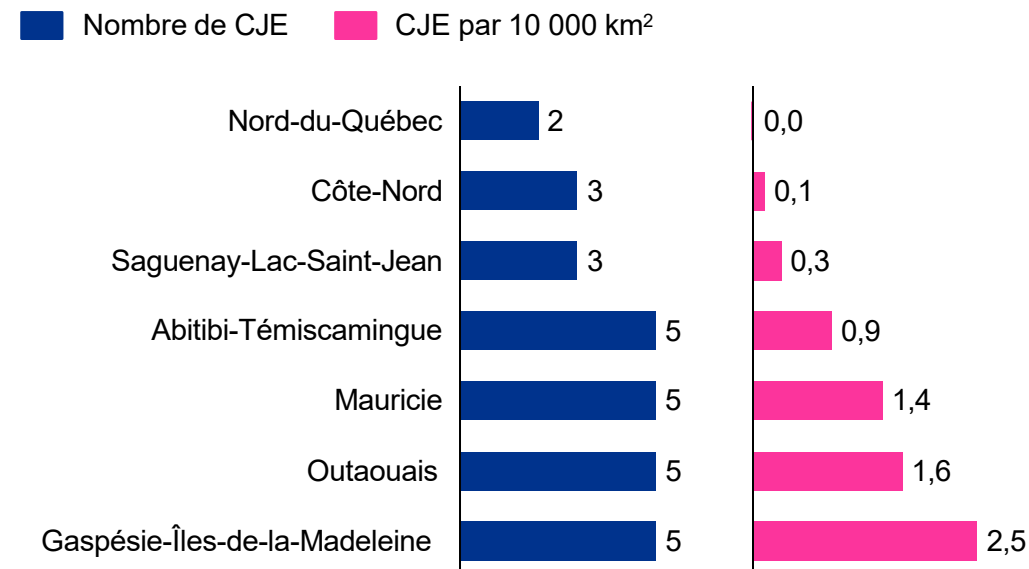
Un CJE virtuel en développement

Ce CJE de l'Avenir permettra de fédérer tous les CJE du Québec et d'offrir à tous les jeunes du Québec un accès à son point de service via internet. Il facilitera également la création de liens entre les jeunes, les intervenants, les partenaires des CJE et les employeurs.

Le CJE de l'Avenir est actuellement en déploiement dans 32 CJE et, à terme, rassemblera tous les CJE. Il contribuera ainsi à rehausser le niveau d'accessibilité pour l'ensemble des jeunes du Québec.

Nombre de CJE dans les régions administratives les moins desservies

En nombre de CJE et en nombre de CJE par 10 000 km² de superficie, 2024¹



Source: RCJEq, Institut de la statistique du Québec

Sources: Institut de la statistique du Québec, RCJEq, analyse KPMG

Des coupes budgétaires qui affectent la population desservie

Entre 2021 et 2024, le financement gouvernemental alloué aux CJE a diminué, passant de 148 M\$ à 113 M\$, soit une baisse de 23,6%. Cette réduction est attribuable à une diminution de 35 M\$ (39,8%) dans le financement octroyé par Emploi-Québec.

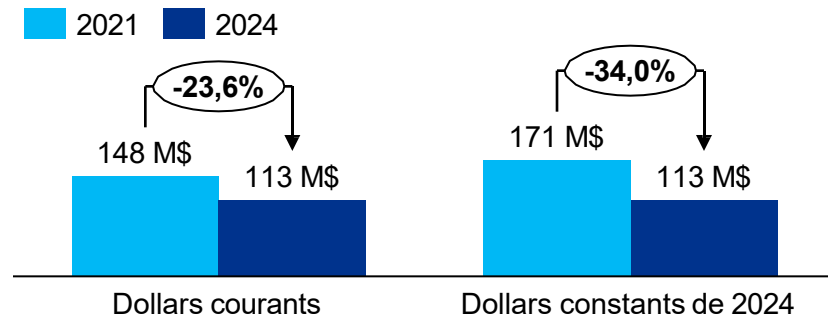
- Sur cette même période, l'inflation a atteint 15,7%¹ au Québec, contribuant à éroder davantage la capacité d'action des CJE. Lorsque calculée en dollars constants de 2024, la baisse de financement atteint 34,0%.

Les coupes budgétaires d'Emploi-Québec ont eu des répercussions significatives sur les CJE ainsi que sur la population desservie.

- Par exemple, 26 % ont été contraints de procéder à des mises à pied et 16 % ont abandonné des projets spéciaux. De plus, ces réductions ont entraîné une augmentation des temps d'attente pour 74 % des CJE et des bris de services pour 6 % d'entre eux.

Évolution du financement gouvernemental octroyé aux CJE

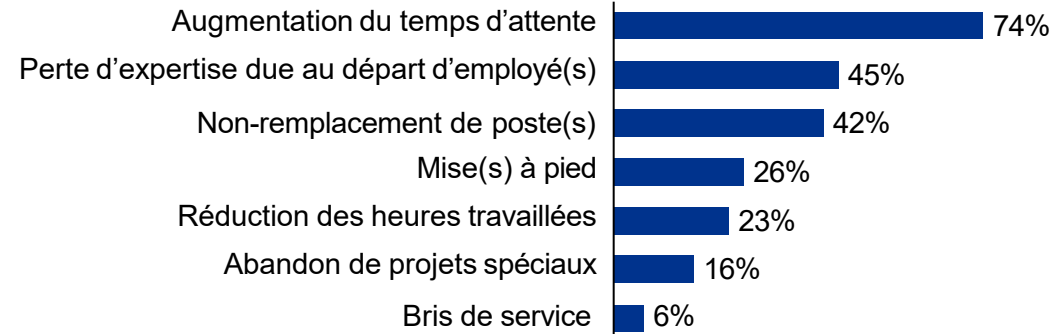
En millions de \$ constants de 2024, 2021 et 2024



Source: RCJÉQ

Effets des coupures sur les CJE et les jeunes

En % des CJE membres ayant répondu au sondage du RCJÉQ



Source: RCJÉQ

Notons également que depuis l'arrêt du financement du Service spécialisé jeune (SSJ), Emploi-Québec n'offre plus de mesure dédiée spécifiquement aux jeunes. Compte tenu des enjeux particuliers rencontrés par la jeunesse québécoise, une telle situation pourrait mener à des résultats sous-optimaux en matière d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Notes: (1) Le taux d'inflation est calculé sur la base de l'indice d'ensemble des prix à la consommation au Québec, pour la période allant de mars 2021 à mars 2024.

Sources: Institut de la statistique du Québec, RCJÉQ, analyse KPMG

Une entente avec Emploi-Québec menant à l'exclusion de nombreux jeunes

Le financement octroyé par Emploi-Québec est calculé sur la base des services rendus à la population et selon des critères précis définis dans l'entente avec les CJE.

- Dans un sondage mené par le RCJEQ auprès de ses membres, de septembre à octobre 2024, 70% des répondants ont affirmé percevoir un resserrement de l'admissibilité des clients en 2024-2025. À titre d'exemple, l'entente avec Emploi-Québec ne prévoit plus de financement pour les services de réorientation professionnelle (ex. un jeune en emploi souhaitant changer de carrière) et de retour aux études.
- D'après les estimations du RCJEQ, environ 25 000 jeunes ont été exclus des services des CJE, de juillet 2023 à juin 2025, parce qu'ils ne correspondaient pas aux critères d'admissibilité définis par Emploi-Québec. Des exemples de jeunes exclus sont présentés ci-dessous.



Jessica (nom fictif), une jeune mère de Lanaudière, est en arrêt de maladie pour épuisement professionnel et reçoit des prestations de l'assurance-emploi.

Elle redoute le moment de son retour au travail puisque ses horaires de travail ne s'arriment pas avec celles de la garderie de son fils de 18 mois. Elle occupe un emploi aux horaires atypiques difficilement conciliables avec son nouveau rôle de mère.

Suivie par une travailleuse sociale, elle dit se sentir isolée et ne plus trouver de sens dans son travail. Évoquant son lien d'emploi, Services Québec refuse qu'elle soit accompagnée par son CJE pour l'aider à trouver un emploi mieux adapté à sa réalité.



Robert (nom fictif), jeune étudiant de 20 à 24 ans de la région de la Mauricie, a un profil particulier.

Tout en ayant un haut potentiel, il doit aussi composer avec un trouble du spectre de l'autisme et un TDAH, ce qui entraîne des défis distincts, comme des difficultés d'adaptation.

Étant présentement sans source de revenus, il a contacté son CJE pour l'épauler dans sa recherche d'emploi étudiant ainsi que pour l'aider à trouver un stage.

Cependant, Services Québec refuse de lui offrir les services de son CJE, puisqu'il est aux études à temps plein.

Sources: Institut de la statistique du Québec, RCJEQ, analyse KPMG

Une lourdeur administrative mobilisant une grande proportion des ressources

La complexité de la structure de financement contraint les CJE à allouer le tiers de leurs ressources aux tâches administratives.

- Les CJE sont financés par le biais de quatre programmes différents, relevant de plusieurs ministères et secrétariats, provinciaux et fédéraux. Chacune des ententes de financement comporte ses propres objectifs et exigences en matière de reddition de comptes. Au total, plus de 2 500 rapports sont remplis chaque année par les CJE. D’après les estimations du RCJEQ, ces processus de redditions de compte mobilisent approximativement le tiers des ressources des CJE et donc le tiers du financement octroyé par l’État.
- Selon le RCJEQ, en plus de nuire à l’accessibilité des services, cette lourdeur administrative pousse certains employés à quitter les CJE, accentuant davantage les enjeux de manque de ressources.

Un système d’accreditation

Le RCJEQ souhaite engager les CJE dans un processus d’amélioration continue via le déploiement d’un système d’accreditation qui permettrait d’homogénéiser la qualité de la gouvernance et des services en:

- Établissant collectivement des critères de qualité et un processus d’évaluation agréés par l’État;
- Facilitant la partage de meilleures pratiques;
- Développant une culture d’organisation apprenante.

Une telle accreditation serait gage de qualité, notamment auprès des instances gouvernementales et pourrait donc permettre de simplifier les redditions de compte.

Principales ententes de financement et instances gouvernementales responsables

Programmes	Services d’aide à l’emploi	Jeunes en mouvement vers l’emploi	Programme de soutien des CJE	Créneau carrefour jeunesse
Ministères et secrétariats fédéraux	Emploi et développement social Canada ET Secrétariat de la jeunesse			
Ministères québécois	Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale			Ministre de l’Économie, de l’Innovation et de l’Énergie
Secrétariats québécois	Emploi-Québec		Secrétariat à l’action communautaire et aux initiatives sociales	Secrétariat à la jeunesse

Sources: RCJEQ, analyse KPMG

05

Conclusion et pistes de réflexion

Conclusion

1. Le marché du travail est en pleine transformation et les jeunes seront appelés à jouer un rôle clé dans le renouvellement de la main-d'œuvre.

- Le déploiement de nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, transformera une proportion croissante d'emplois. Les jeunes seront particulièrement impactés, notamment en raison de la vulnérabilité de certains postes d'entrée sur le marché du travail à l'automatisation.
- En parallèle, le vieillissement de la population se traduit par un nombre croissant de départs à la retraite, qui continueront d'exercer de la pression sur le marché du travail. Les jeunes continueront donc à jouer un rôle clé dans le renouvellement de la main-d'œuvre.

2. Les jeunes font toutefois face à plusieurs défis en matière d'intégration au marché du travail.

- Les jeunes et les personnes peu scolarisées sont confrontés à un taux de chômage élevé et certains doivent recourir aux programmes d'assistance sociale. Ces phénomènes peuvent notamment s'expliquer par l'inadéquation entre les compétences acquises et les emplois offerts sur le marché du travail, le manque d'expérience, de même que leur surreprésentation dans les secteurs d'activités précaires et vulnérables à l'automatisation ou aux fluctuations économiques.
- De plus, les jeunes Québécois sont de plus en plus nombreux à développer des troubles anxieux et à vivre de la détresse psychologique.

3. Dans ce contexte, les CJE continueront d'être des alliés présents et disponibles pour la jeunesse québécoise.

- Les services de soutien aux études et d'insertion socioprofessionnelle offerts par les CJE encouragent la formation des jeunes et facilitent leur intégration au marché du travail.
- Les CJE jouent donc un rôle essentiel pour maintenir et accroître de façon durable l'assiette fiscale des gouvernements, tout en évitant certaines dépenses publiques, liées notamment aux programmes d'assurance-emploi et d'assistance sociale.
- En participant au développement d'une main-d'œuvre reflétant les exigences du tissu industriel local, en offrant des activités de maillage entre les jeunes et les entreprises et en soutenant les projets entrepreneuriaux des jeunes, les CJE contribuent également au développement économique régional.

4. Malgré leur contribution, les CJE font face à des obstacles limitant la portée de leurs activités et la qualité des services offerts aux jeunes.

- La complexité des ententes de financement avec les différentes instances gouvernementales et la lourdeur administrative des processus de reddition de comptes obligent les CJE à consacrer une part conséquente de leurs ressources aux tâches administratives plutôt qu'à leur mission première: l'accompagnement des jeunes.

Afin de mieux répondre aux besoins des jeunes, d'utiliser de manière plus efficiente les fonds publics et d'accroître la contribution socio-économique des CJE, différentes pistes de réflexion sont identifiées à la page suivante.

Pistes de réflexion : Six axes permettant aux CJE de mieux répondre aux besoins des jeunes

Pour le gouvernement:

01

Centraliser les enveloppes de financement sous la responsabilité d'un seul ministère afin de simplifier et **d'alléger les exigences administratives** liées à la reddition de comptes, et pour permettre aux CJE de concentrer leurs efforts sur leur mission principale. **Assurer un financement stable et pluriannuel, indexé au coût de la vie.**

02

Veiller à ce que la structure des ententes de financement gouvernementales garantisse un accès universel aux services, pour tous les jeunes, sans égard aux particularités de leur situation personnelle. Selon le RCJEQ, cet accès universel pourrait être atteint à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire existante suivant l'allègement des exigences administratives qui permettrait aux CJE de concentrer leurs efforts sur les services aux jeunes plutôt qu'aux tâches administratives (voir piste précédente).

03

Veiller à ce que les mesures publiques d'aide à l'emploi garantissent un **accompagnement personnalisé et adapté aux besoins spécifiques des jeunes.**

Pour RCJEQ:

04

Mettre en place **un processus collecte de données en continue et exhaustif** pour mesurer l'étendue et la portée des activités des CJE dans leurs différents domaines, et pour aider les CJE à saisir les besoins propres à chaque territoire. Explorer des opportunités de partenariat avec des institutions de recherche.

05

Poursuivre **l'implantation du CJE de l'Avenir** (CJE virtuel) afin de renforcer le réseau et les relations entre les CJE, leurs équipes, les jeunes, les partenaires et les employeurs de l'ensemble.

06

Poursuivre et réussir l'élaboration et la **mise en œuvre d'un système d'accréditation** qui favorise une dynamique associative saine, s'appuyant sur **l'application rigoureuse des meilleures pratiques de gestion** au sein de tous les CJE.

La mise en place d'un groupe de travail réunissant des parties prenantes de plusieurs ministères ainsi que du RCJEQ pourrait constituer une première étape structurante pour concrétiser ces ambitions. Ce dernier pourrait notamment se pencher sur la manière dont les services offerts aux jeunes pourraient être ajustés en réponse aux enjeux rencontrés.

Lamise en œuvre de ces pistes de réflexion permettrait des gains en efficacité, en équité et en productivité



Défis actuels

- Financement en baisse et octroyé par le biais de plusieurs programmes et ministères différents.
- Multiplication des ententes de financement qui engendre une importante lourdeur administrative.
- Des critères d'admissibilité restrictifs pour certains programmes qui excluent de nombreux jeunes chaque année.
- Un vaste territoire à desservir qui engendre un accès inégal dans certaines régions.



Un modèle repensé

- Des enveloppes de financement centralisées sous la responsabilité d'un seul ministère.
- Un accès universel aux services des CJE, sans égard aux particularités dans la situation personnelle des jeunes.
- Des services intégrés et accessibles partout au Québec avec le déploiement du CJE de l'Avenir.
- Une collecte de données exhaustive et en continu sur les activités des CJE.
- Un système d'accréditation favorisant l'application rigoureuse des meilleures pratiques de gestion au sein de tous les CJE.



Effets escomptés

Une plus grande efficacité

- Allègement de la charge administrative attribuable aux nombreuses redditions de compte.
- Augmentation du temps alloué aux interventions auprès des jeunes.
- Visibilité accrue sur les activités des CJE et leurs impacts, ainsi que sur les besoins des jeunes.
- Adoption des meilleures pratiques de gestion.

Une plus grande équité

- Réduction du nombre de jeunes exclus et amélioration de la couverture de services des CJE sur l'ensemble du territoire.

Une plus grande productivité

- Soutien accru à la persévérance scolaire et au rehaussement des compétences.

Sources: RCJEQ, analyse KPMG

The background is a blurred photograph of a person's hands gesturing over a desk. On the desk, there is a laptop, an open notebook, and a smartphone. The text is overlaid in the center of the image.

**Des jeunes plus
nombreux et en
mouvement**



Population totale, population des 15-29 ans et variation projetée, régions administratives et ensemble du Québec, 2018, 2028, 2038

Région administrative	Total			15-29 ans			Variation 2018-2038	
	2018	2028	2038	2018	2028	2038	Total	15-29 ans
	n						%	
Bas-Saint-Laurent	197 400	194 200	187 600	28 300	27 400	27 300	-5	-4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	277 400	274 100	264 800	43 400	41 800	41 900	-5	-4
Capitale-Nationale	745 100	789 500	815 200	130 100	129 500	141 500	9	9
Mauricie	269 300	274 700	275 200	41 600	40 100	42 300	2	2
Estrie	326 500	346 700	359 500	56 800	57 900	61 100	10	8
Montréal	2 029 400	2 181 900	2 293 300	419 200	437 600	471 000	13	12
Outaouais	390 800	420 500	441 200	69 000	69 600	74 900	13	9
Abitibi-Témiscamingue	147 500	148 400	147 500	25 300	24 000	24 700	0	-3
Côte-Nord	91 200	85 500	80 500	14 600	13 100	12 600	-12	-14
Nord-du-Québec	45 600	48 700	51 400	10 700	11 000	11 400	13	6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	90 700	87 300	83 400	11 800	10 600	10 400	-8	-12
Chaudière-Appalaches	426 100	439 800	443 700	66 500	66 300	68 900	4	4
Laval	432 900	475 700	511 600	77 700	81 100	88 200	18	13
Lanaudière	507 900	550 900	580 300	84 000	86 000	93 000	14	11
Laurentides	611 000	671 500	715 100	101 700	102 800	110 100	17	8
Montréal	1 554 300	1 670 600	1 753 200	259 200	262 100	279 900	13	8
Centre-du-Québec	247 300	258 900	264 900	39 500	39 400	40 900	7	4
Ensemble du Québec	8 390 500	8 918 900	9 268 500	1 479 500	1 500 100	1 600 000	10	8

Des jeunes plus nombreux et des besoins qui explosent

Hausse du
décrochage
scolaire

Crise de la
santé mentale

Insécurité
alimentaire

Instabilité
résidentielle

Relève
entrepreneuriale

Cynisme et
décrochage
civique

Citoyenneté
culturelle

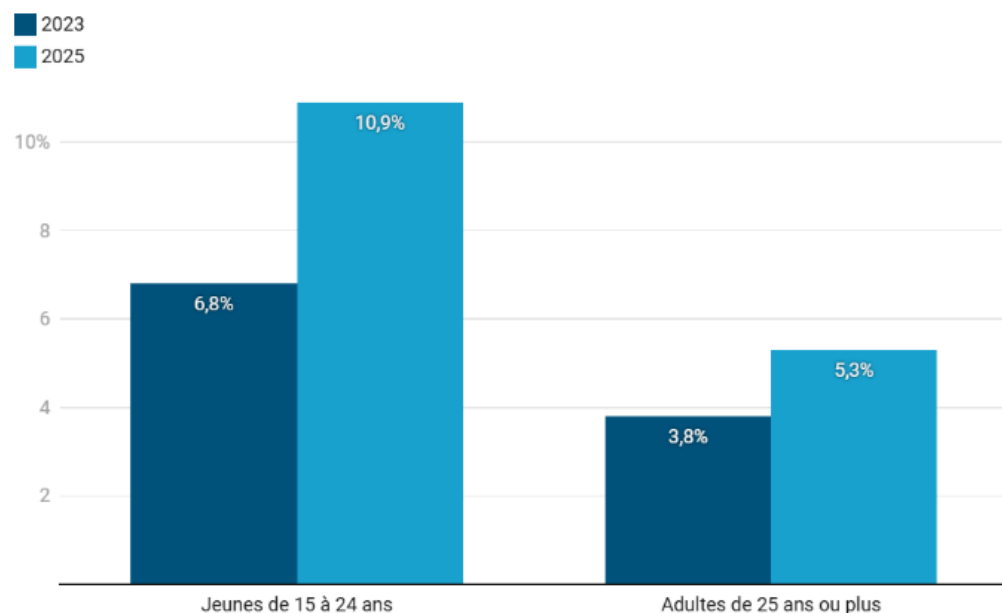
Hausse du chômage des jeunes

Évolution du taux de chômage et creux historique selon le groupe d'âge au Québec, septembre 2021 à septembre 2025 (données désaisonnalisées, moyennes mobiles trois mois (MM3M), en pourcentage)

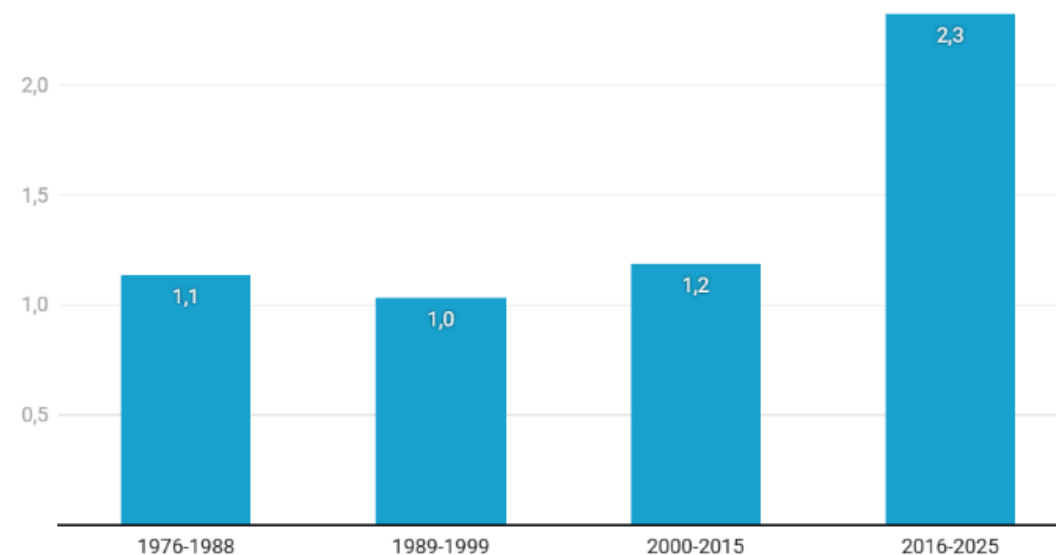


Hausse du chômage des jeunes

Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans et des adultes de 25 ans ou plus au Québec, moyennes d'avril, mai et juin 2023 et 2025

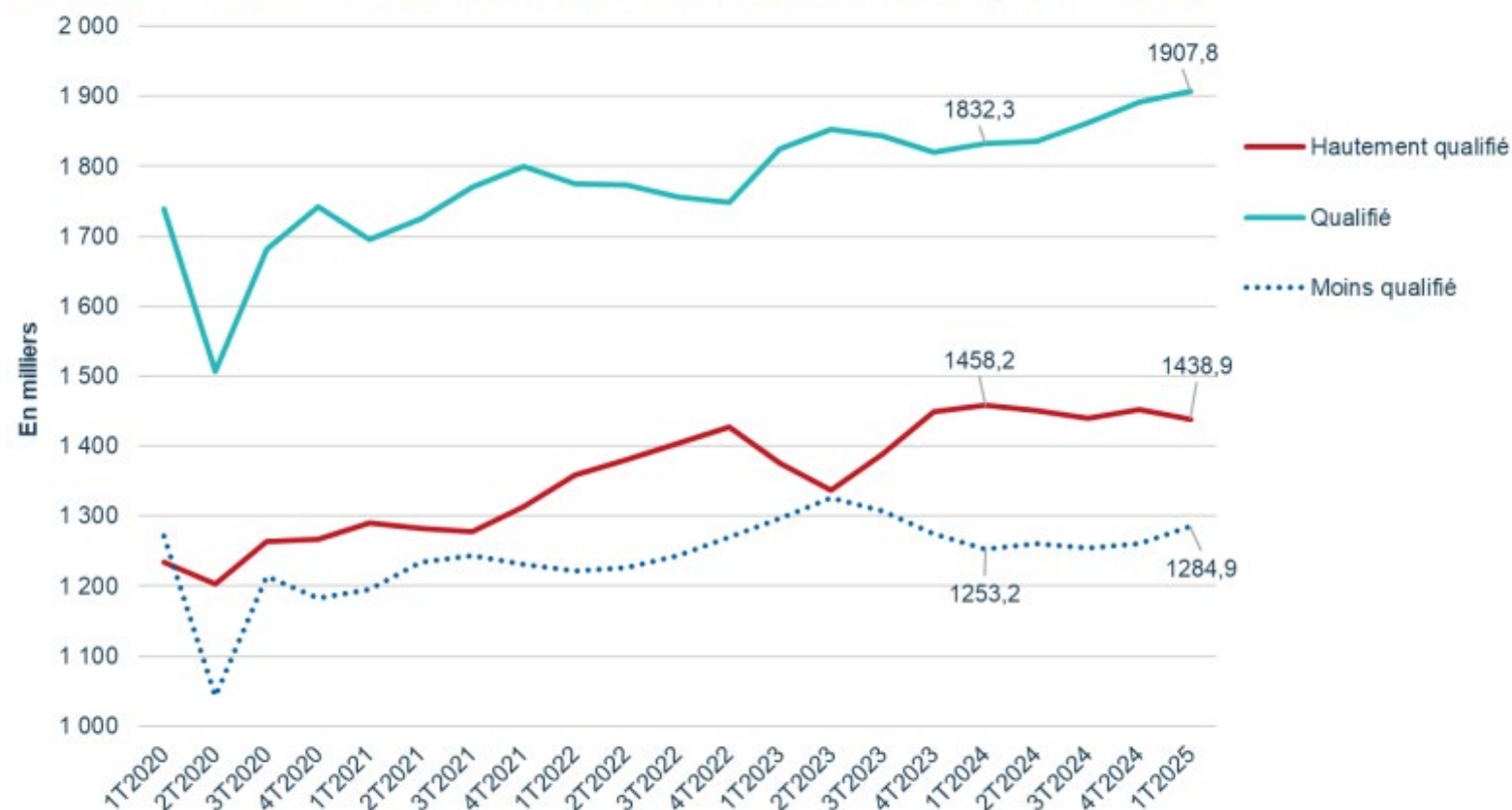


Rapport entre les variations du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans et celles des adultes de 25 ans ou plus au Québec pour les périodes de 1976-1988, 1989-1999, 2000-2015 et 2016-2025



La nécessité de former la relève

Graphique 7 : Évolution du nombre d'emplois selon le niveau de qualification au Québec, 1^{er} trimestre de 2020 au 1^{er} trimestre de 2025 (en milliers)



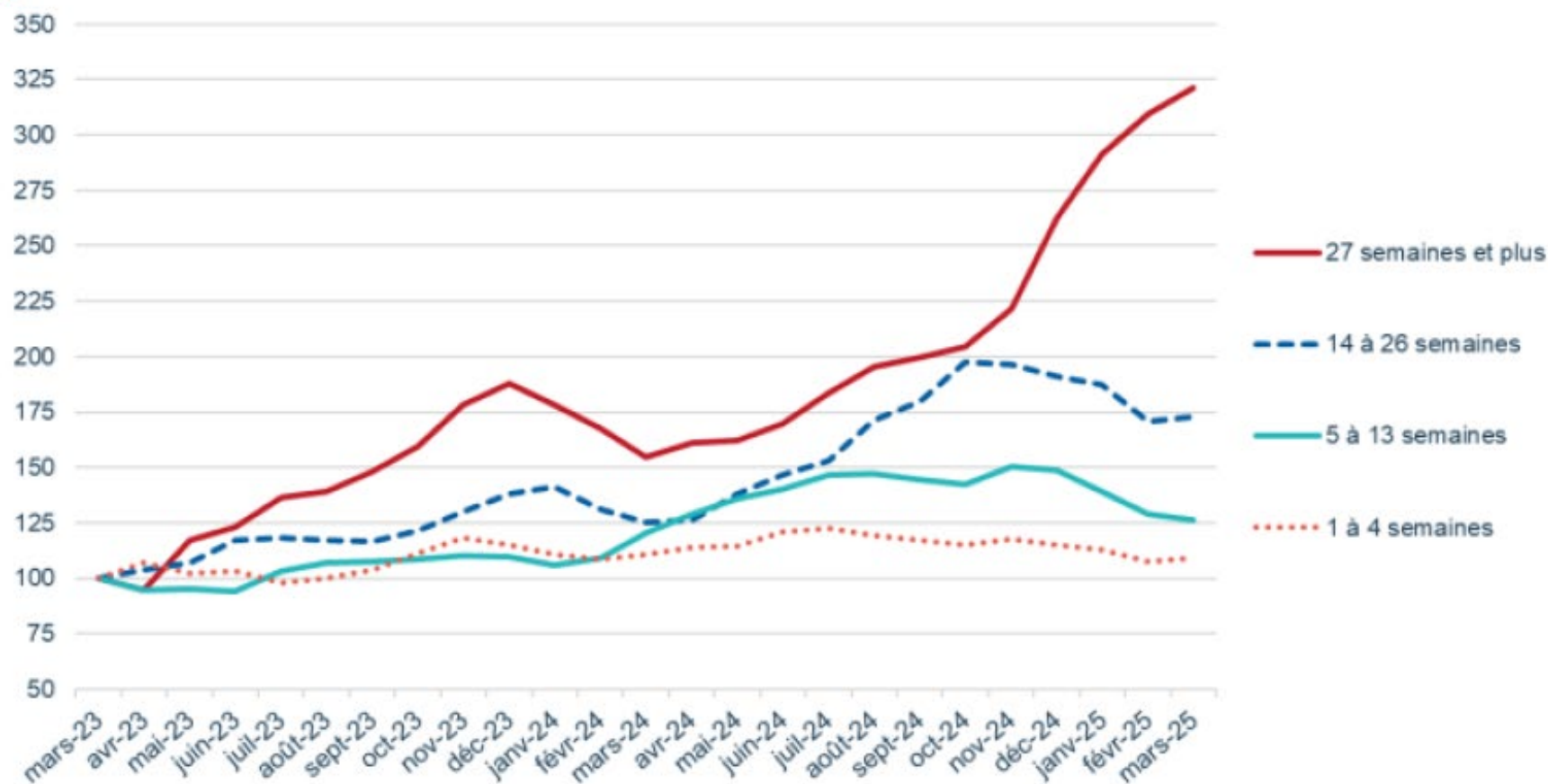
Évolution mensuelle du taux de chômage et creux historique selon le genre au Québec, septembre 2021 à septembre 2025 (données désaisonnalisées, moyennes mobiles 3 mois (MM3M), en pourcentage)



Note : Étant donné que la population non binaire est petite, l'agrégation des données en une variable de genre à deux catégories est nécessaire. Les personnes non binaires sont réparties dans les deux autres catégories de genre et sont désignées par le symbole "+".

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0287-01. Compilation : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secteur de l'emploi.

Graphique 12 : Nombre de personnes en chômage selon la durée du chômage au Québec, mars 2023 à mars 2025 (moyennes mobiles sur trois mois, mars 2023 = 100)

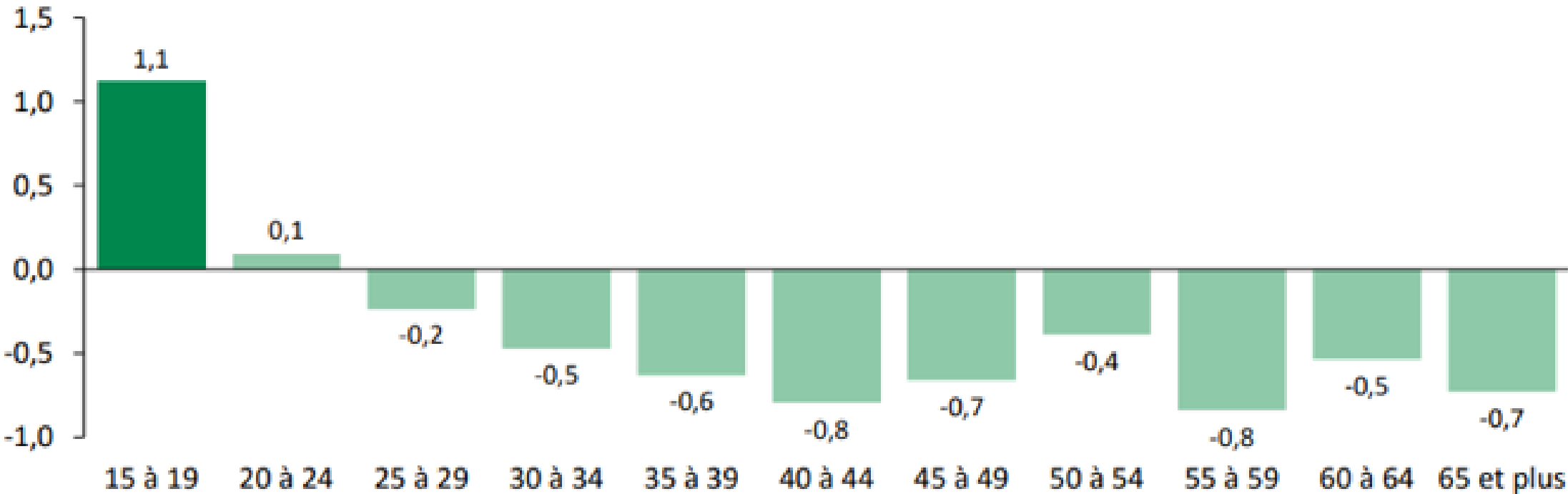


Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation spéciale (données désaisonnalisées). Compilation : ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, secteur de l'emploi.

Les travailleurs canadiens les plus jeunes subissent les contrecoups du ralentissement économique

Différence entre l'écart de production estimé et les taux de chômage réels selon l'âge*

En points de %



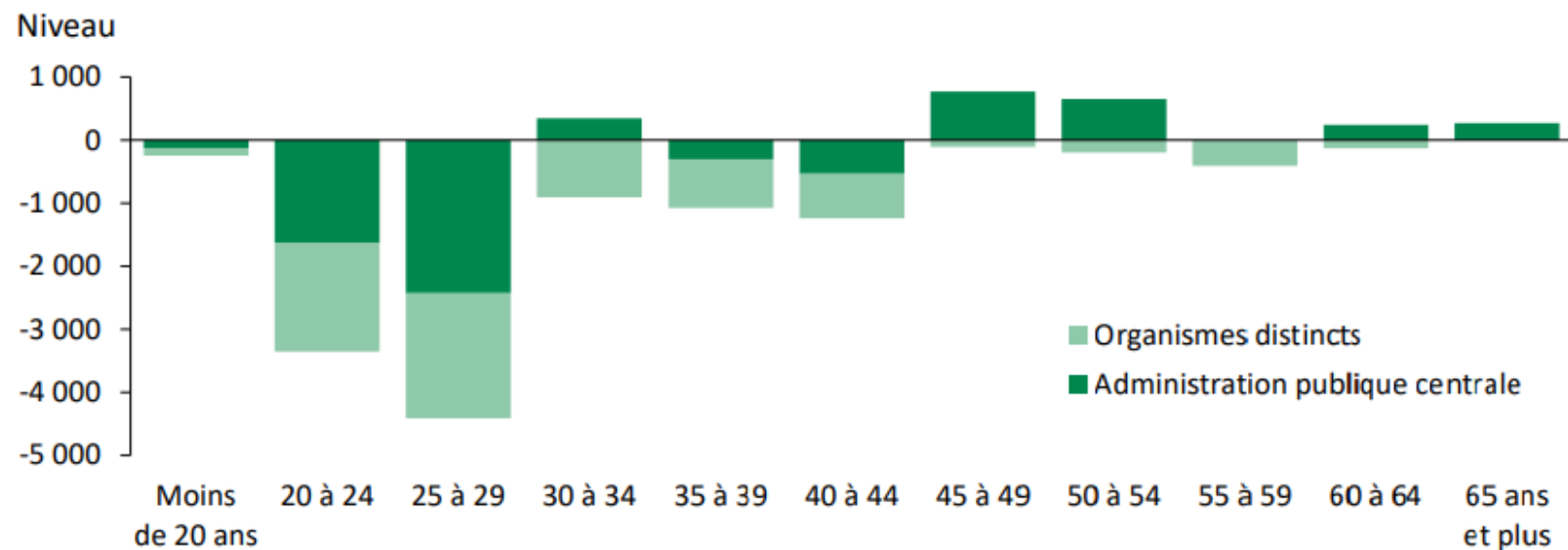
* Cette analyse utilise l'écart de production estimé par Desjardins. Les taux de chômage sont désaisonnalisés à l'aide de la méthode X-12 du recensement. La différence est calculée pour le T2 2025.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les jeunes touchés de façon disproportionnée

Les jeunes sont touchés de façon disproportionnée par les suppressions d'emplois dans le secteur public

Variation annuelle de l'emploi, 2024-2025, selon le groupe d'âge

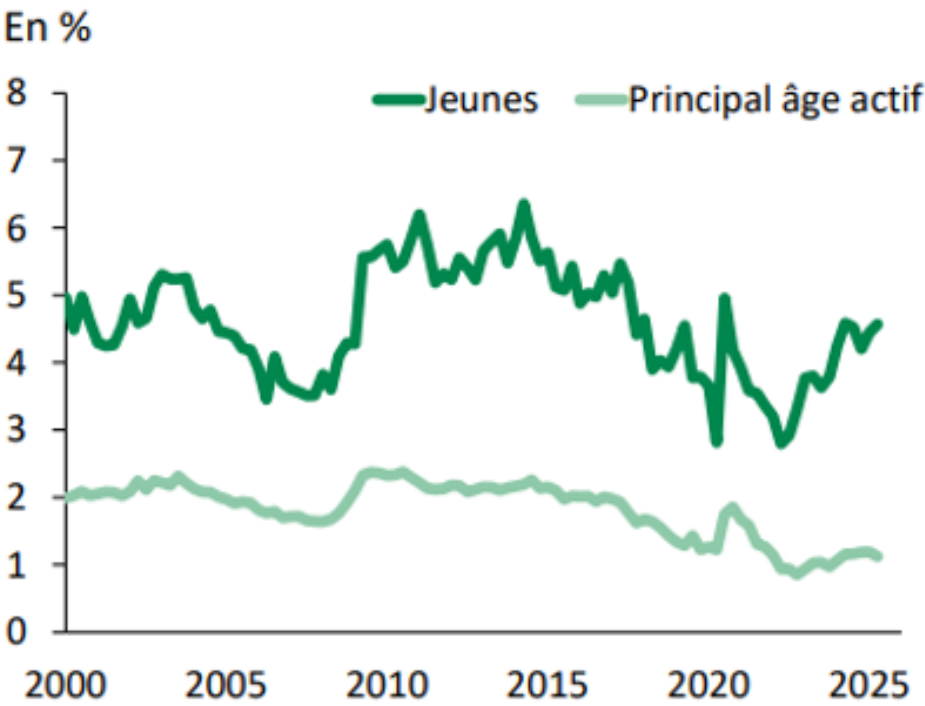


Jeunes : 15 à 24 ans

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Desjardins, Études économiques

Les jeunes sont plus susceptibles d'être sans emploi

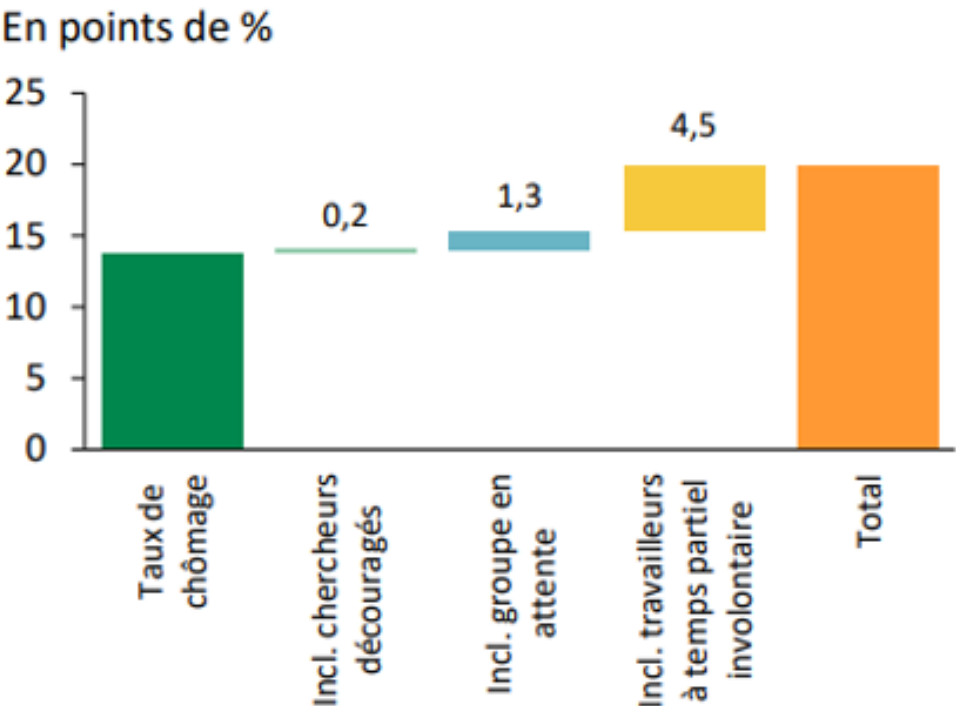
Travail à temps partiel involontaire*



Jeunes : 15 à 24 ans; Principal âge actif : 25 à 54 ans
* Données désaisonnalisées; ** Cumul pour l'année 2025.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Chômage des jeunes**



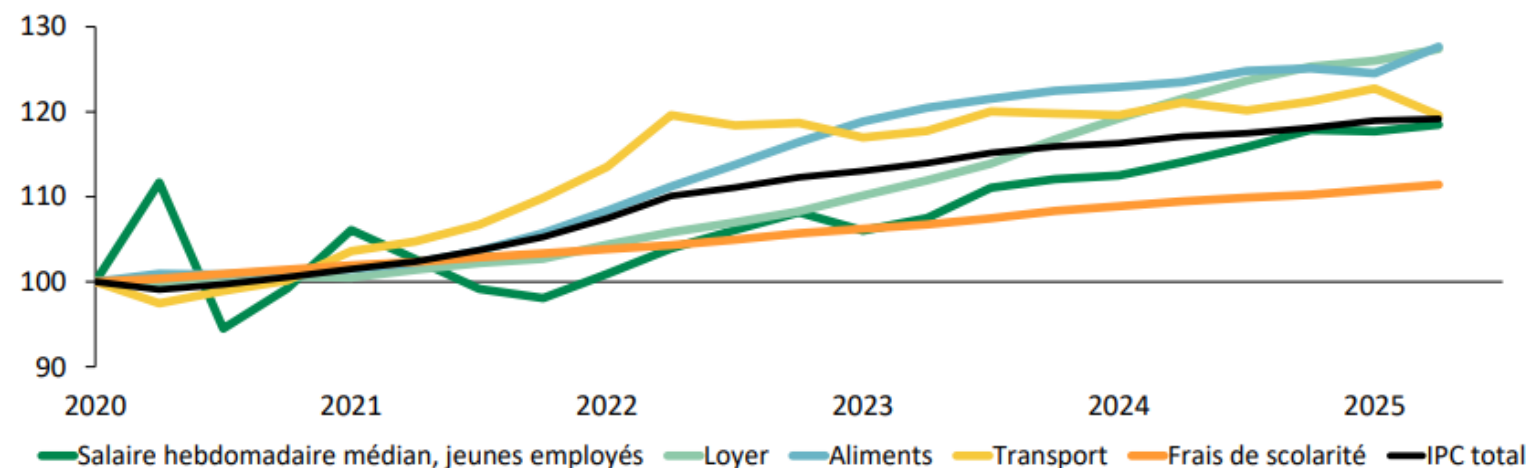
Le cumul d'emploi est plus fréquent chez certains groupes, en particulier les jeunes : en août 2025, 7,3% des travailleurs âgés de 15 à 24 ans occupaient plus d'un emploi, comparativement à 4,7% chez les 25 à 54 ans.

Les jeunes touchés de façon disproportionnée

La croissance des salaires des jeunes n'a pas suivi la hausse de nombreuses dépenses

Croissance des salaires hebdomadaires des jeunes et inflation

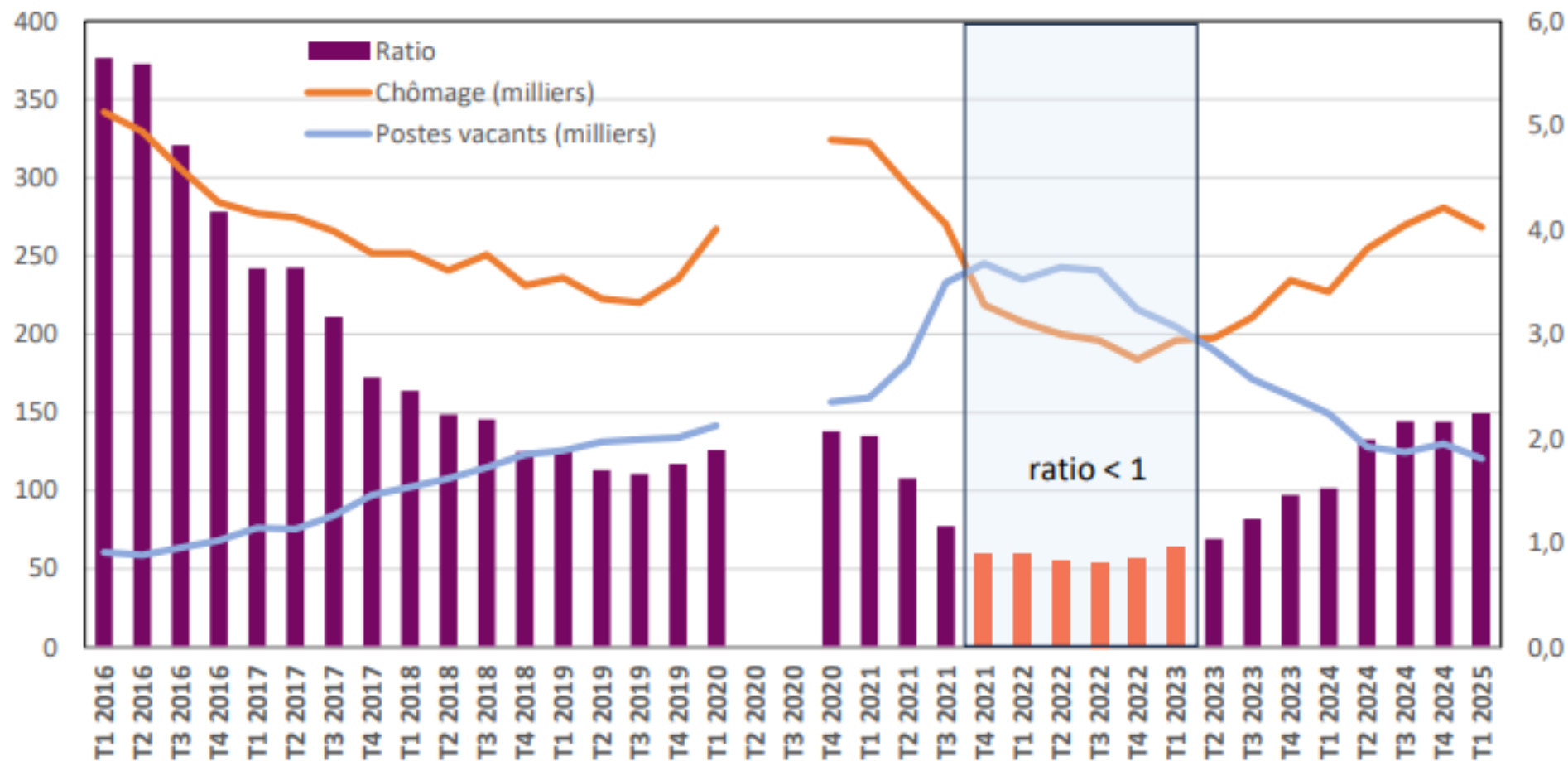
T1 2020 = 100



Jeunes : 15 à 24 ans; IPC : indice des prix à la consommation

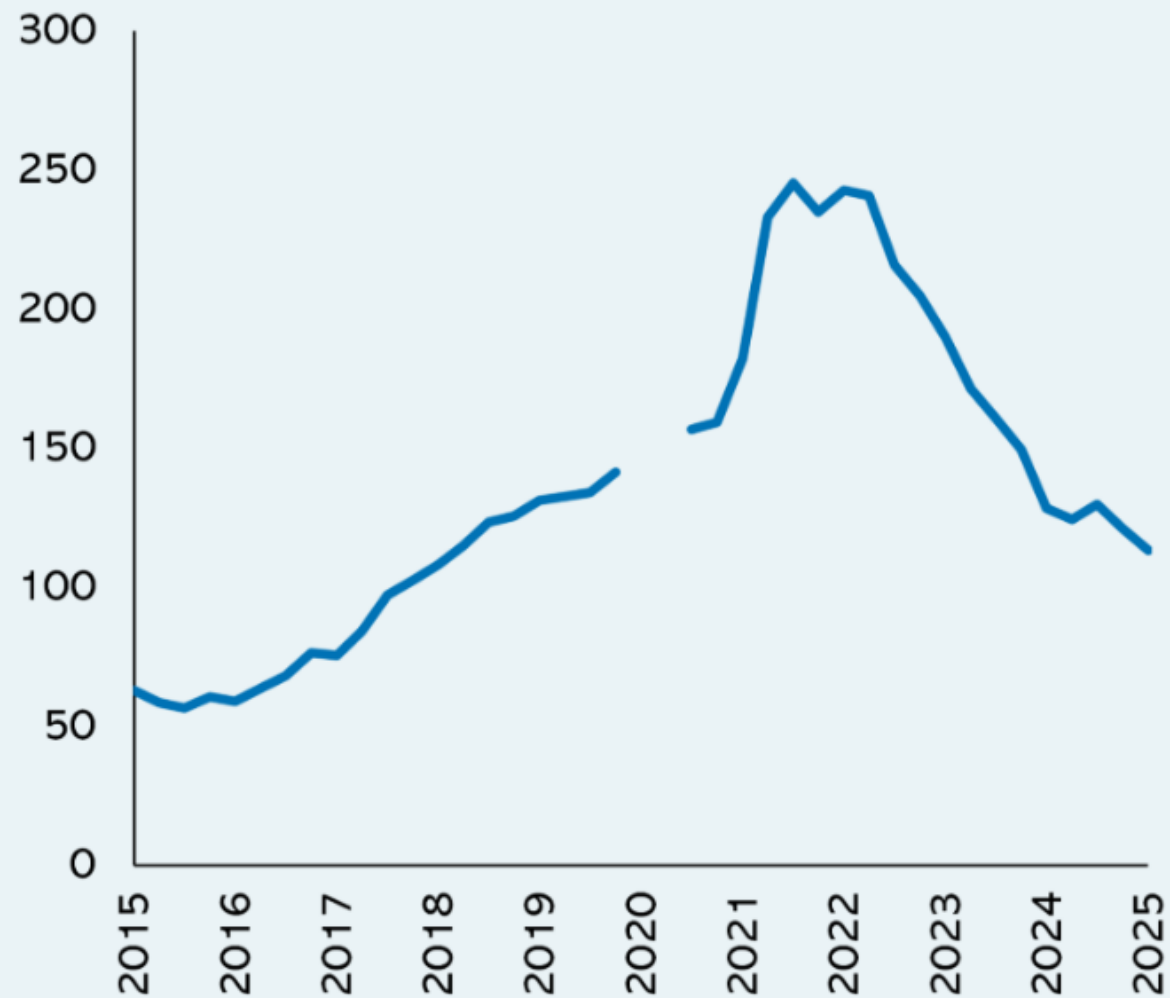
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 5 – Personnes en chômage, postes vacants et ratio des personnes en chômage par poste vacant au Québec, du 1^{er} trimestre 2016 au 1^{er} trimestre 2025 (données désaisonnalisées)



Graphique 1 : Postes vacants au Québec

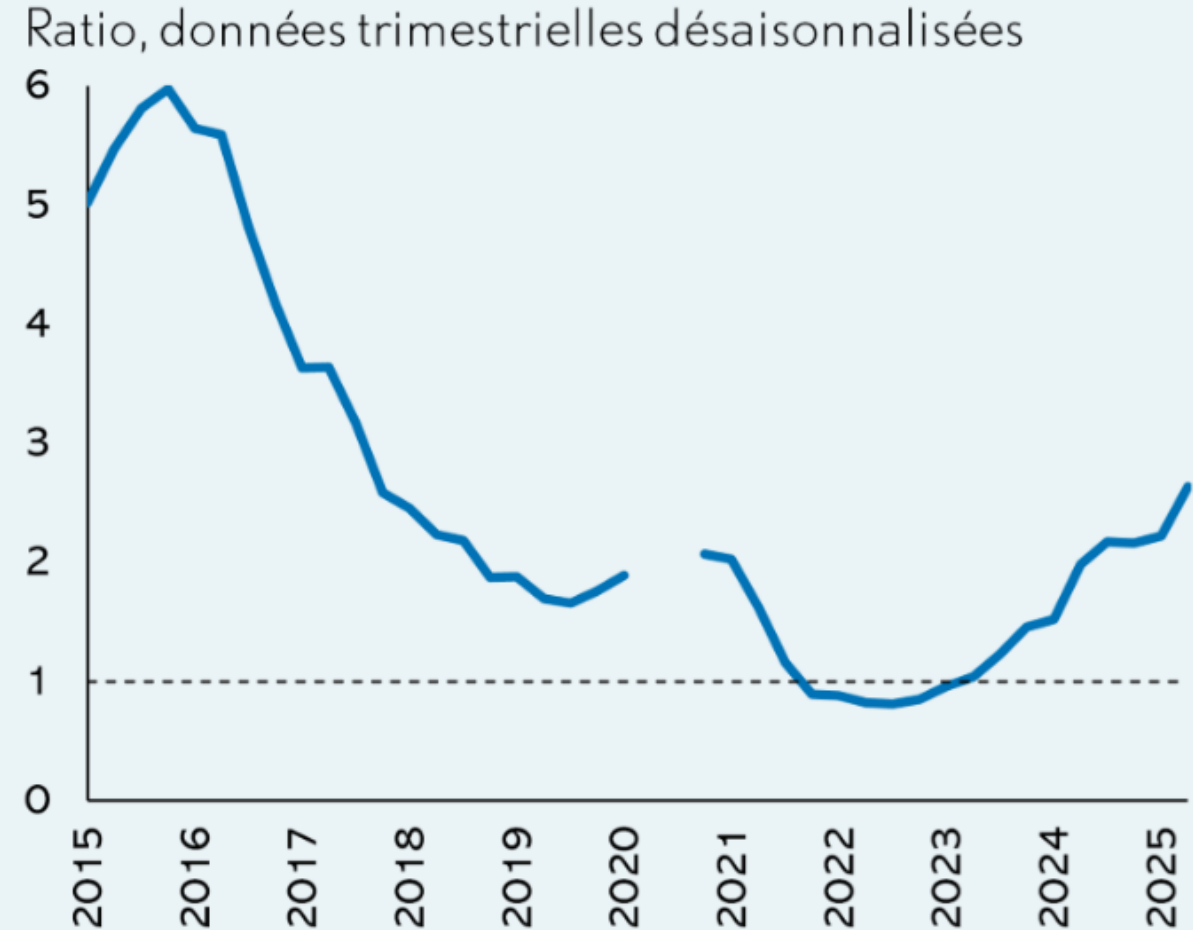
Milliers, données trimestrielles désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0398-01

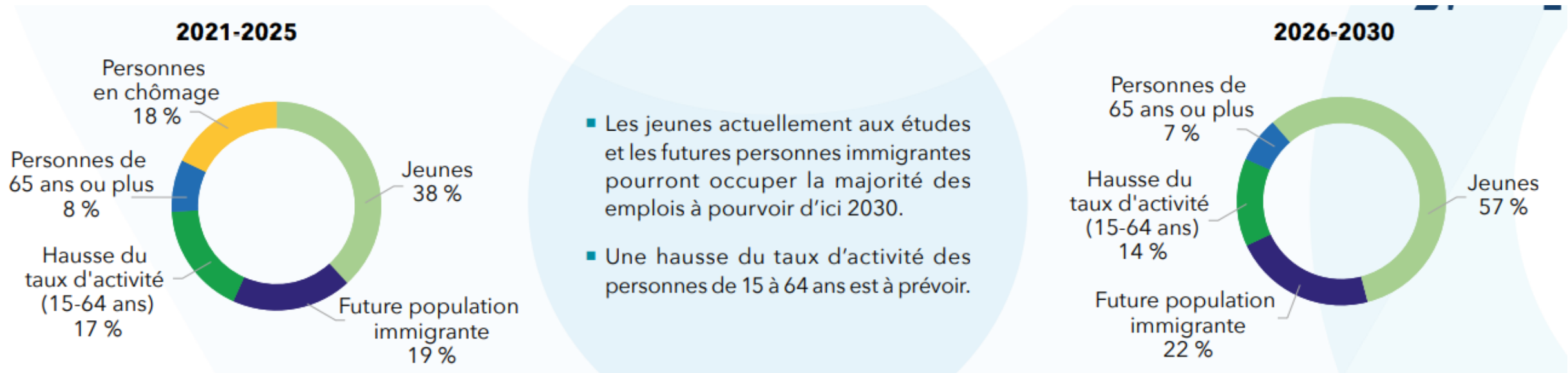
Graphique 2 : Chômeurs par poste vacant au Québec

Ratio, données trimestrielles désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0398-01 et 14-10-0287-01

PROVENANCE DE L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE À VENIR



Les blessures au travail sont plus répandues qu'avant



	2016-2017	2022-2023
Total	19 %	27 % ↑
Filles	16 %	25 % ↑
Garçons	22 %	29 % ↑

Près d'un élève sur cinq présente un risque de décrochage scolaire



2010-2011
20 %

2016-2017
18 % ↓

2022-2023

18 % Total

15 % Filles

21 % Garçons

Evolution des besoins

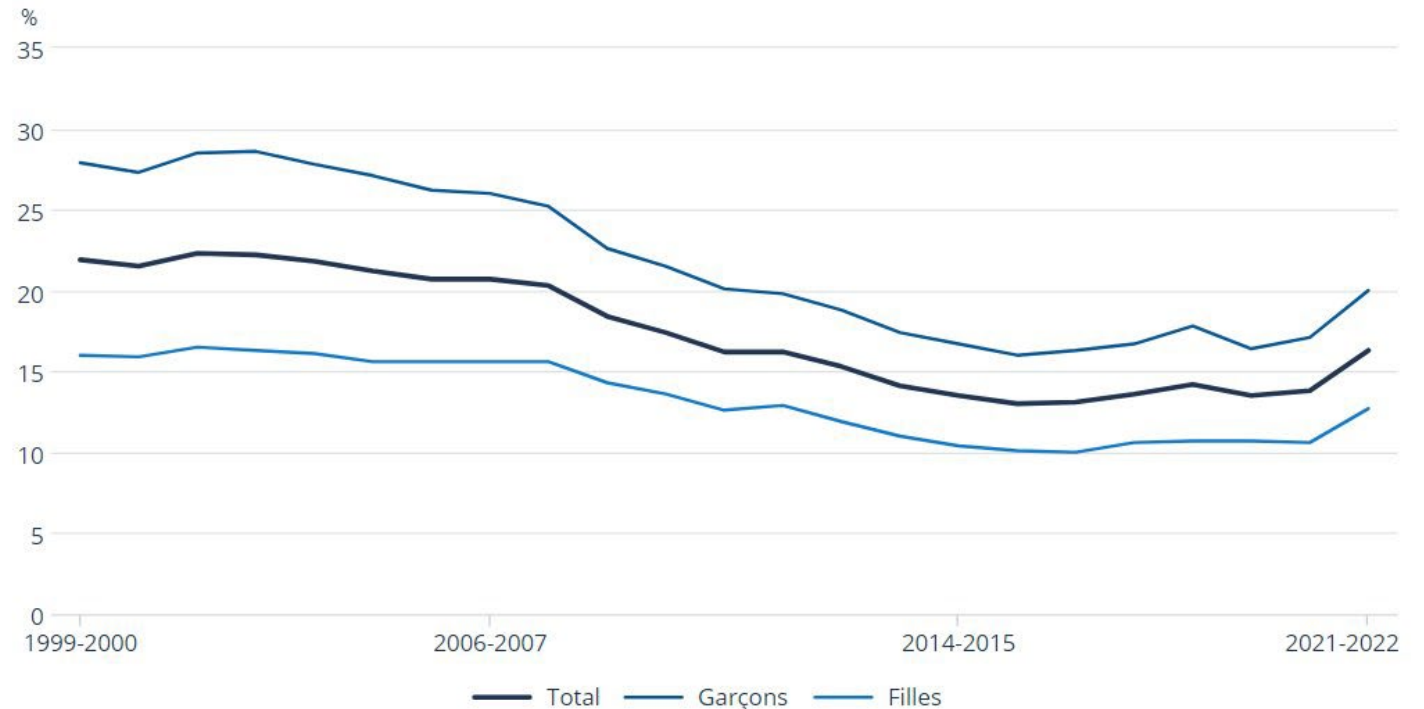
- Education

NOMBRE D'ABANDONS EN COURS D'ANNÉE*

- 2019-2020 : **3325**
- 2020-2021 : **4402 (+32 %)**
- 2021-2022 : **4280 (-3 %)**
- Hausse sur deux ans : **29 %**

Le coût global du décrochage scolaire au Québec peut être évalué à près de 14 milliards \$ par année !

Taux de sorties sans diplôme ni qualification parmi l'ensemble des élèves sortants du secondaire en formation générale des jeunes¹, selon le sexe, Québec², années scolaires 1999-2000 à 2021-2022



Notes

1. Le taux de sorties sans diplôme ni qualification ne permet pas d'isoler le phénomène du décrochage scolaire. Les sorties sans diplôme ni qualification comprennent en plus des sorties dues aux décrochages scolaires, celles attribuables à l'émigration, à la mortalité et à la morbidité. D'où le choix de ne pas utiliser le terme *décrochage scolaire*.

2. Comprend les réseaux d'enseignement public, privé et gouvernementaux.

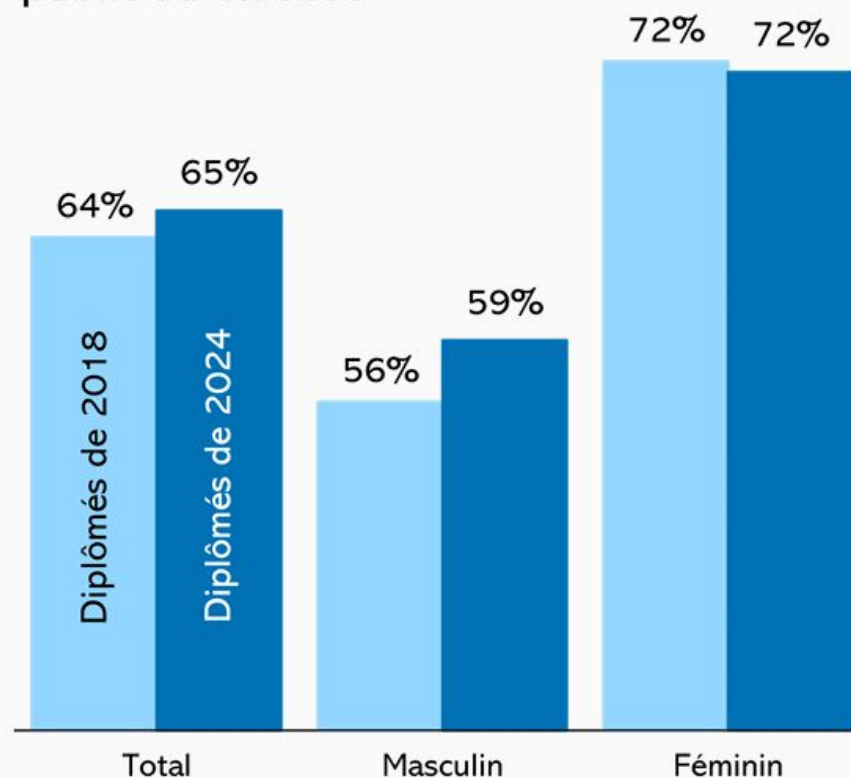
Source

Ministère de l'Éducation, SNI, DGVI, DIS, Portail informationnel, système Charlemagne, Taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire.

Le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires en cinq ans dans le réseau public n'a que très modestement progressé, passant de 64 % à 65 %. L'écart entre les garçons (59 %) et les filles (72 %) demeure marqué.

Graphique 6

Taux de diplomation après 5 ans, réseau public du Québec



Source : ministère de l'Éducation du Québec

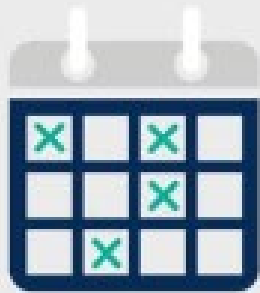
Constats

Un Québec actif et une jeunesse en mouvement

85% des emplois
de 2030
n'existent pas encore



La moitié des jeunes ont travaillé durant l'année scolaire



Total		51%
Filles		53%
Garçons		48%

statistique.quebec.ca

Institut
de la statistique
Québec

Les élèves qui travaillent consacrent plus d'heures à leur emploi



	2016-2017	2022-2023
Moins de 11 h par semaine	76%	61% ↓
De 11 h à 15 h par semaine	12%	20% ↑
16 h ou plus par semaine	12%	18% ↑

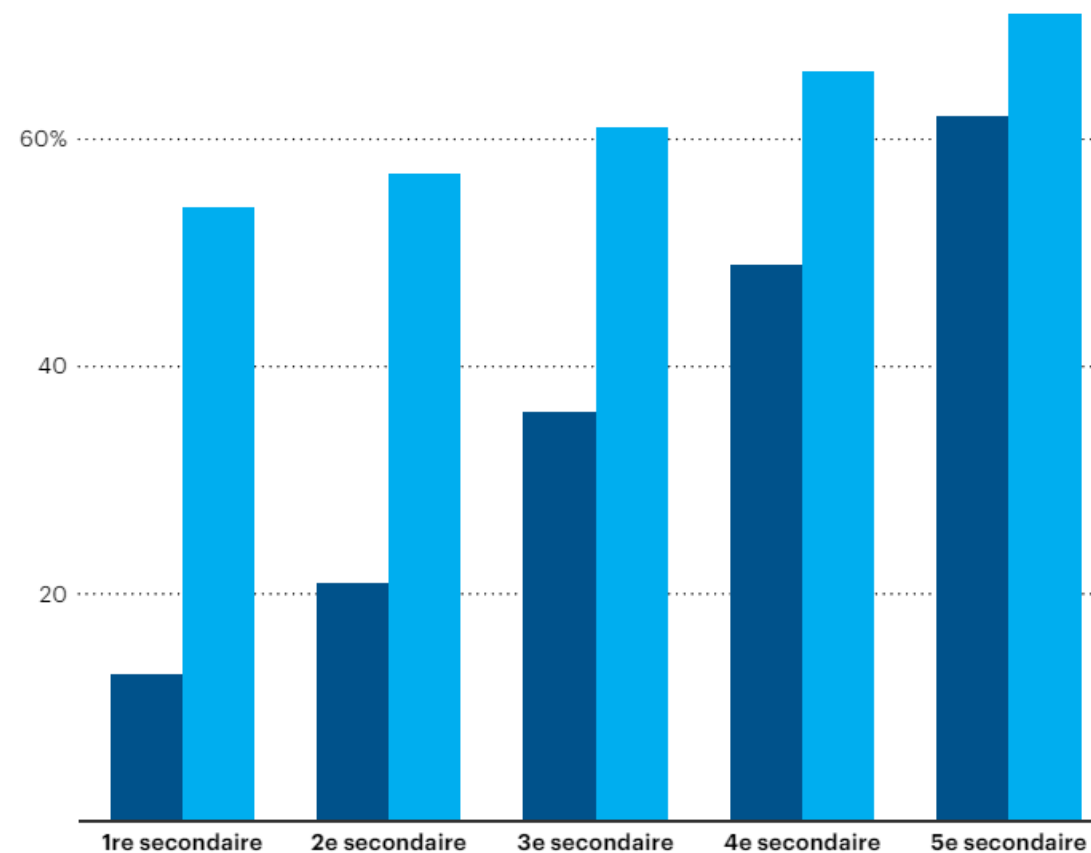
statistique.quebec.ca

Institut
de la statistique
Québec

Evolution des besoins - Conciliation

Proportion des jeunes du secondaire qui affirment travailler

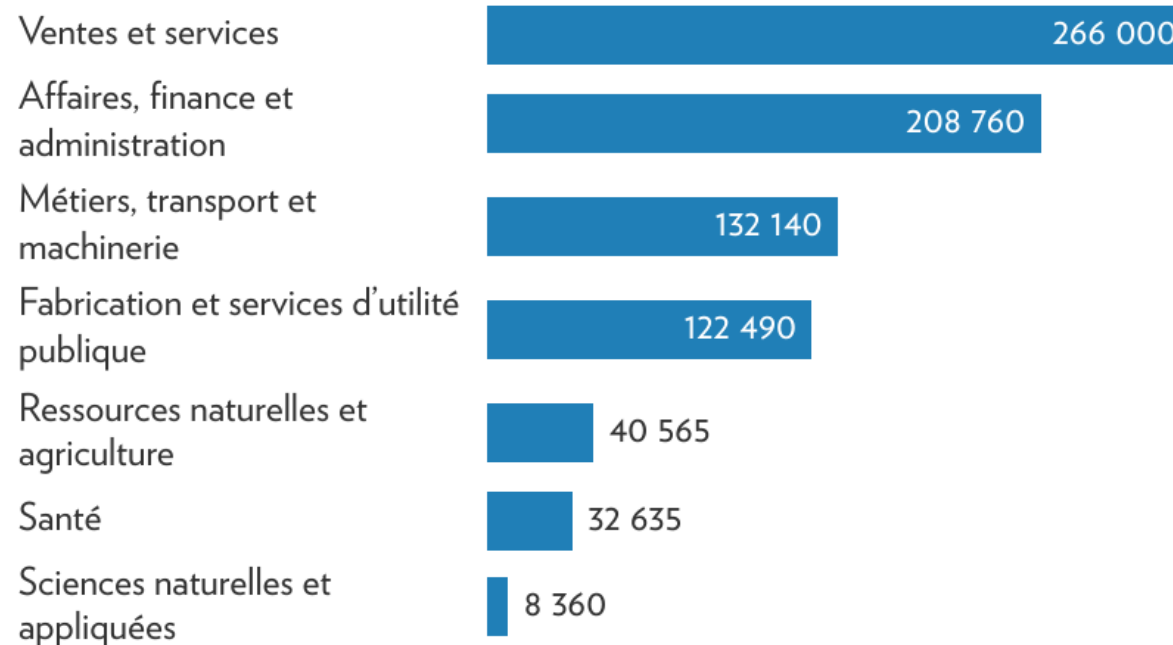
■ Janvier 2022 ■ Janvier 2023



Répercussions de l'automatisation et de l'IA sur la main-d'œuvre au Québec

Les emplois vulnérables à l'IA

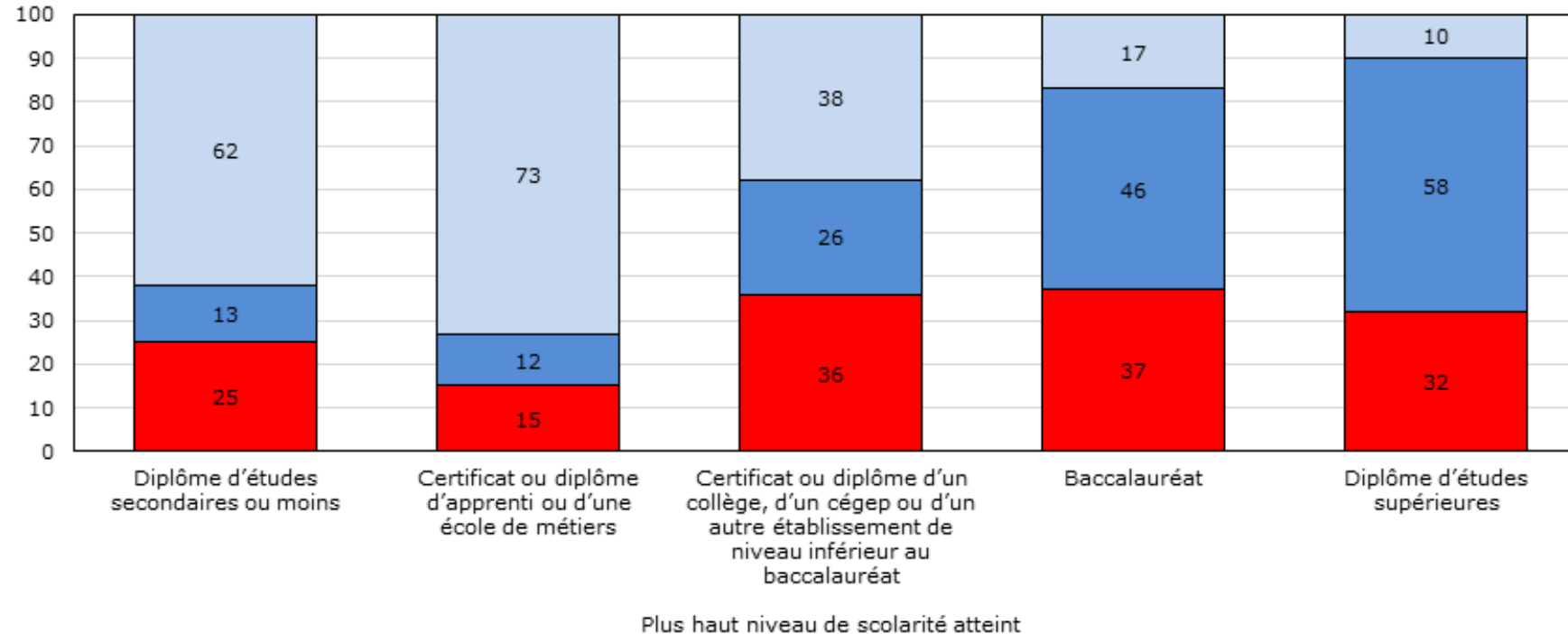
Nombre d'emplois menacés par l'automatisation



Les niveaux de scolarité les plus élevés sont davantage exposés à l'IA

Exposition professionnelle potentielle à l'intelligence artificielle et complémentarité selon le niveau de scolarité au Canada, mai 2021

pourcentage d'employés



■ Exposition élevée, complémentarité faible

■ Exposition élevée, complémentarité élevée

□ Faible exposition

L'IA, une technologie anti-jeunes ?

- Les jeunes de 15 à 24 ans, bien que ne représentant que 13 % de la main-d'œuvre active au Québec, **constituent 24 % de la main-d'œuvre vulnérable à l'automatisation**¹.
- L'intelligence artificielle (IA) pourrait également rendre les **postes d'entrée habituellement occupés par de jeunes professionnels** plus rares, par exemple pour les employés de saisie de données, rédacteurs publicitaires, ou apprentis designers et développeurs
- **13% d'emplois en moins.** Erik Brynjolfsson, Bharat Chandar et Ruyu Chen, trois chercheurs de l'Université Stanford, ont récemment analysé des millions de fiches de paie d'ADP, géant américain des services de paie couvrant 25 millions de salariés et 90 000 entreprises.
- 50 % des emplois des cols blancs vont-disparaître dans les 5 ans à venir et le chômage va rapidement atteindre **20 % des travailleurs aux États-Unis**, (Dario Amodei, le directeur général d'Anthropic)

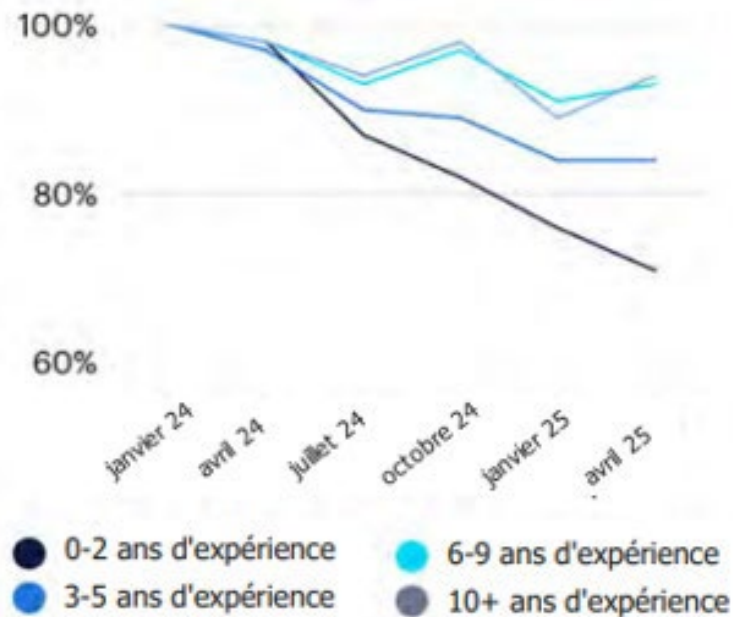
L'IA, une technologie « anti-jeune » ?

D'ailleurs, la transition numérique et le développement de l'IA précarisent encore davantage l'emploi des jeunes, tandis que les postes d'entrée se font de plus en plus rares :

- Un rapport produit par la CIBC en 2025 conclut que l'IA et l'automatisation contribuent à la hausse disproportionnée du chômage chez les jeunes Canadiens, qui vivent plus de difficultés dans les secteurs fortement exposés à l'IA ainsi que dans ceux où ces outils remplacent les tâches humaines au lieu de les compléter, comme le commerce de détail et les services professionnels.
- Une récente analyse menée par Randstad démontre que les affichages de postes d'entrée ont chuté de **29%** depuis janvier 2024 à l'échelle mondiale, tandis que les opportunités ont crû ou sont restées identiques pour les travailleurs seniors

L'IA, une technologie « anti-jeune » ?

le marché favorise l'expérience : baisse des offres d'emploi de niveau débutant, maintien ou croissance des rôles seniors.



*Les données sont affichées en pourcentage du volume d'offres d'emploi de référence par niveau d'expérience, où janvier 2024 = 100 %. Basé sur l'analyse de plus de 126 millions d'offres d'emploi à l'échelle mondiale.

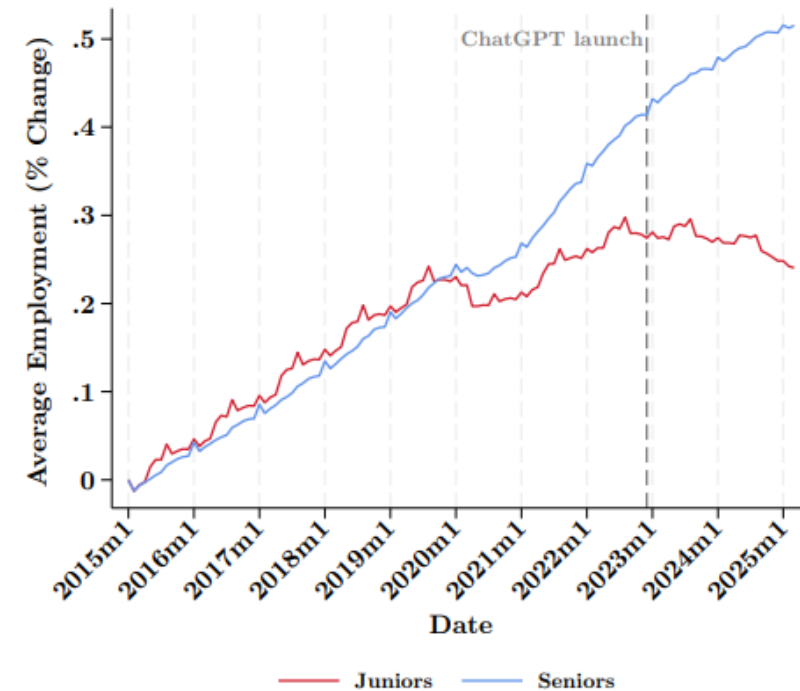
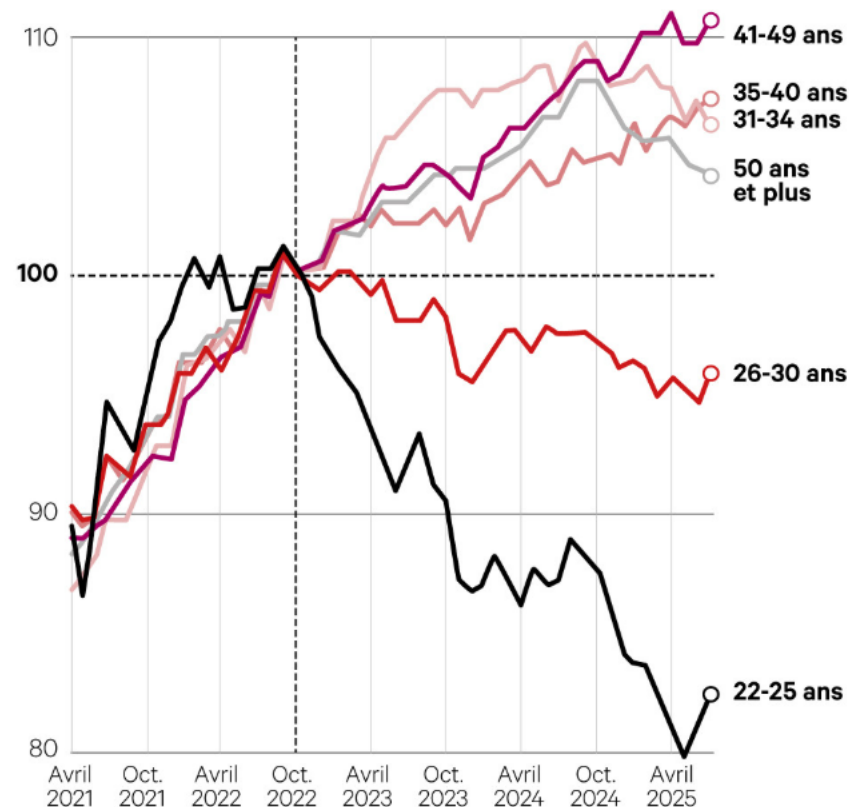


Figure 1: Log Average Employment of Junior and Senior in Sample Firms

L'IA, une technologie anti-jeunes ?

Les développeurs de logiciels aux Etats-Unis

Effectifs par tranche d'âge, base 100 en octobre 2022
(avant le lancement de ChatGPT)



SOURCE : « CANARIES IN THE COAL MINE? SIX FACTS ABOUT THE RECENT EMPLOYMENT EFFECTS OF ARTIFICIAL INTELLIGENCE », PAR ERIK BRYNJOLFSSON, BHARAT CHANDAR ET RUYU CHEN, UNIVERSITÉ DE STANFORD, 26 AOÛT 2025

Transformations du marché du travail

- Dans ce contexte, l'obtention de qualifications et de compétences transversales, sur lesquelles miser en cas de nécessité de reconversion, s'avère d'autant plus crucial. D'ailleurs, les emplois disponibles requièrent de plus en plus des compétences spécialisées :
- Entre la fin 2021 et la fin 2024, les postes faiblement qualifiés ont été à l'origine de 77% de la baisse des postes vacants au Québec
- Pas moins de 93% des emplois qui seront créés au cours de la décennie dans la province seront hautement qualifiés
- À la fin de 2025, on comptait deux fois plus de chômeurs sans diplôme que d'emplois disponibles ne requérant pas de scolarité

Insécurité alimentaire



Environ un quart des élèves du secondaire ne déjeune pas



2010-2011	11%
2016-2017	14% ↑
2022-2023	26% ↑

statistique.quebec.ca

Institut
de la statistique
Québec

Le quart des jeunes du secondaire sont inactifs



2016-2017	20%
2022-2023	23% ↑

statistique.quebec.ca

Institut
de la statistique
Québec

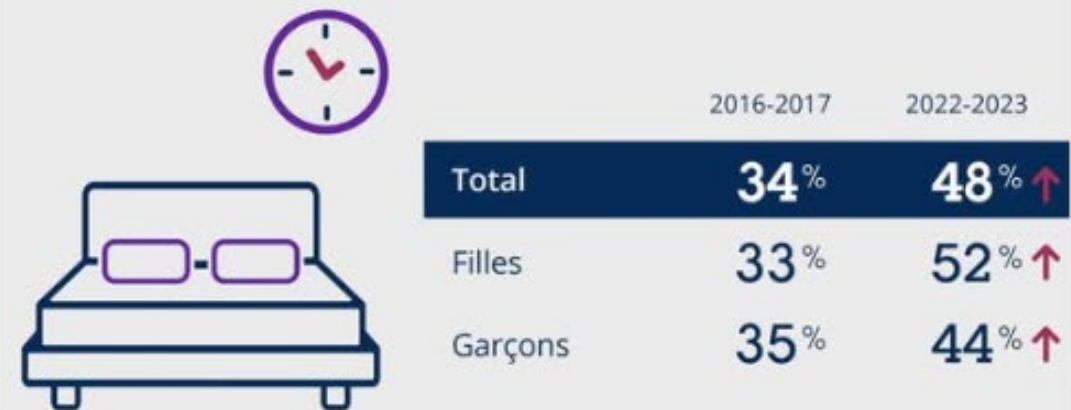
Accès au logement – la génération sacrifiée



Environ le quart des élèves passent habituellement **4 heures ou plus** par jour devant un écran pour les communications et les loisirs



Près de la moitié des jeunes **dorment habituellement moins** que la durée recommandée durant la semaine d'école



La fin des certitudes.

% Total accord	Génération Z
Je me sens impuissant(e) face aux problèmes de la société	63%
Je vis davantage dans le moment présent, car l'avenir est plus incertain que jamais	61%
Je crois faire partie de la dernière génération à pouvoir vivre confortablement	42%
Je suis stressé(e) par les conséquences liées aux changements climatiques	61%



Et le bonheur dans tous ça ?

« Dans bien des régions du monde, les jeunes sont plus heureux que leurs aînés. Après tout, ils ont la santé et les années devant eux.

Mais au Canada, c'est totalement l'inverse.

Chez nous, les jeunes sont moins heureux que les vieux. Beaucoup moins. Le fossé qui se creuse depuis 2010 est parmi les plus larges au monde, d'après le palmarès du *World Happiness Report*. Le Canada s'y classe en 8e position pour les 60 ans et plus. Mais il glisse au 58e rang pour les jeunes de moins de 30 ans. »

Une proportion importante de jeunes ont un **trouble mental** confirmé par un professionnel ou une professionnelle de la santé

	2010-2011	2016-2017	2022-2023
Trouble anxieux	9 %	17 % ↑	20 % ↑
Dépression	4,9 %	6 % ↑	7 % ↑
Trouble des conduites alimentaires	1,8 %	2,2 % ↑	5 % ↑
Trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDA/TDAH)	13 %	23 % ↑	25 % ↑

Écoanxiété :
les filles plus touchées que les garçons

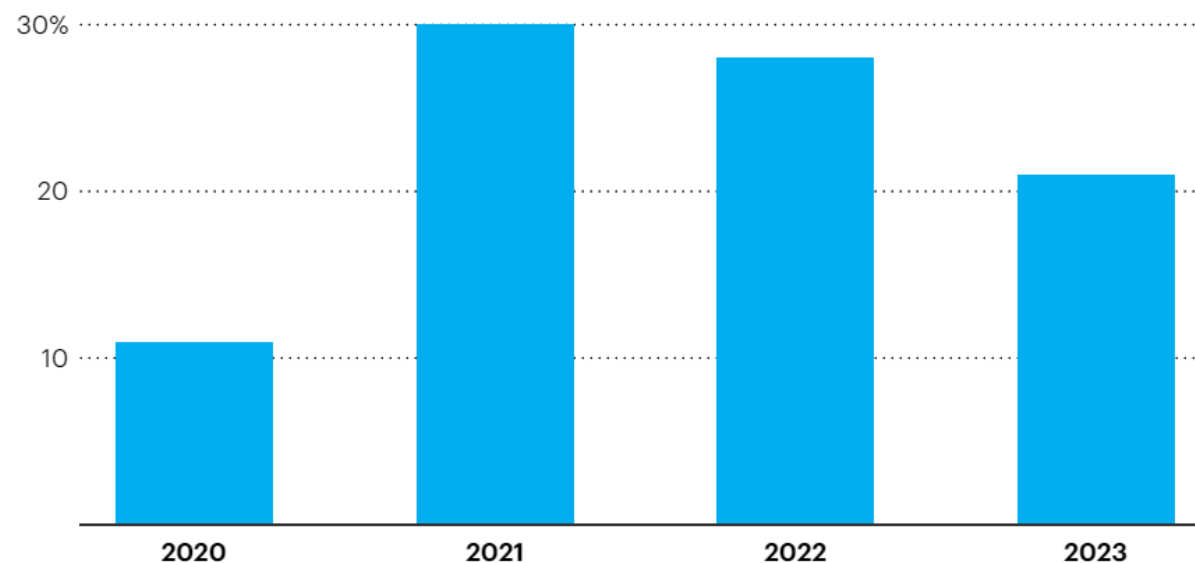


Fréquence des sentiments d'écoanxiété	Filles	Garçons
Pas du tout	21 %	46 %
Parfois	42 %	40 %
Souvent	24 %	11 %
Toujours ou presque toujours	13 %	3,3 %

Evolution des besoins - Santé

Une lente guérison

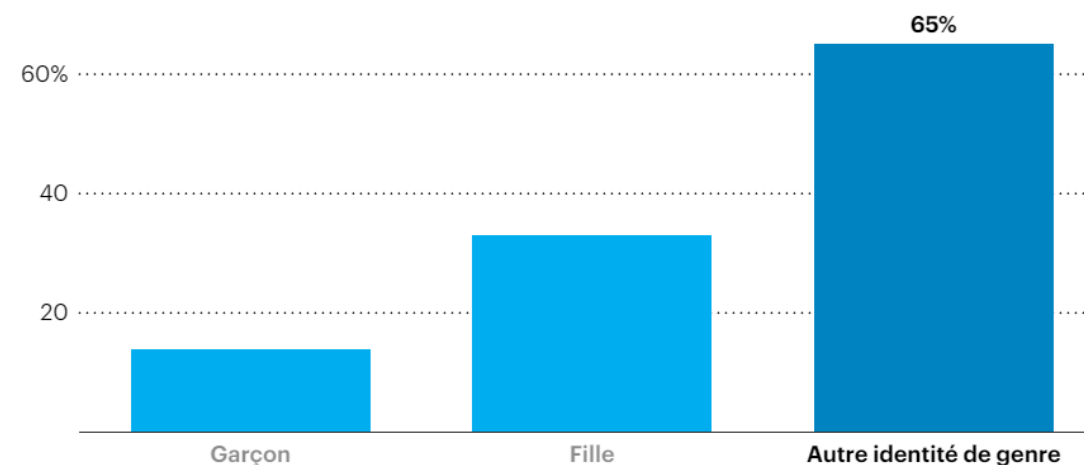
Proportion des jeunes à la santé mentale « passable » ou « mauvaise »



Graphique : Le Devoir • Source : Université de Sherbrooke et CIUSSS de l'Estrie – CHUS

Les idées noires prennent racine chez les jeunes au secondaire

Ceux et celles qui ont pensé à se faire du mal ou qu'ils seraient mieux morts au cours des deux dernières semaines



Graphique : Le Devoir • Source : Université de Sherbrooke et CIUSSS de l'Estrie – CHUS

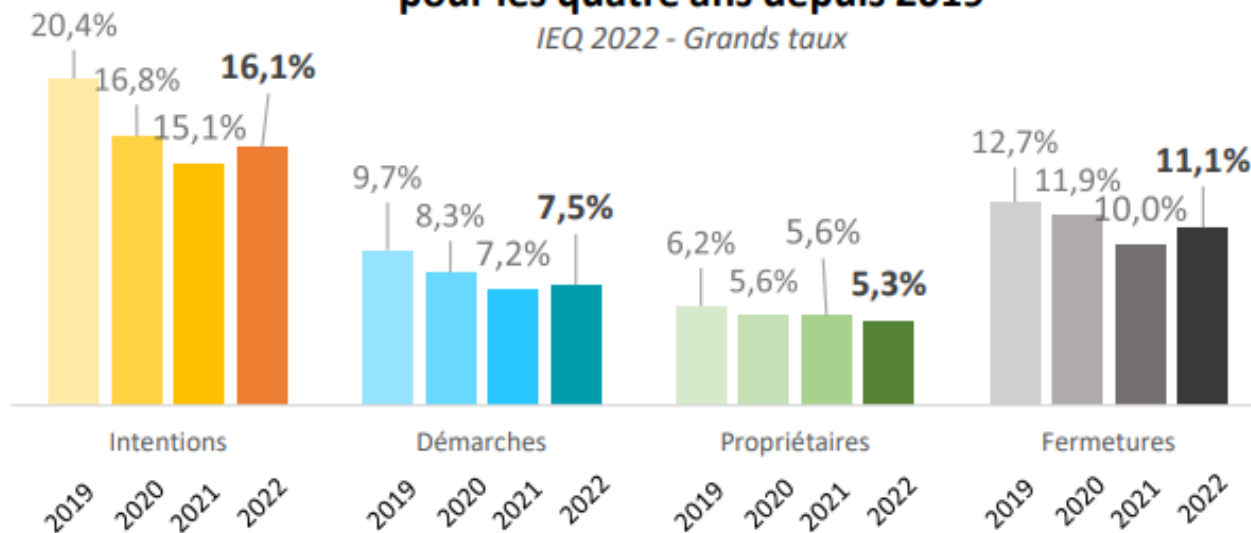
Sur les 10 dernières années

+	Anxiété	+134%
+	Dépression	+106%
+	Détresse psychologique	+64%
+	Se sentent plus seuls	+40%
-	Bonne santé mentale	-29%
-	Sommeil	45% ont moins de 7h
-	D'amis proches	-13%
-	Temps avec les amis	-80 min/jour
-	Satisfait d'eux-mêmes	-16%
+	Hospitalisation	+60%
+	Automutilation	+118%
+	Suicide	+129%

Evolution des besoins - Entrepreneuriat

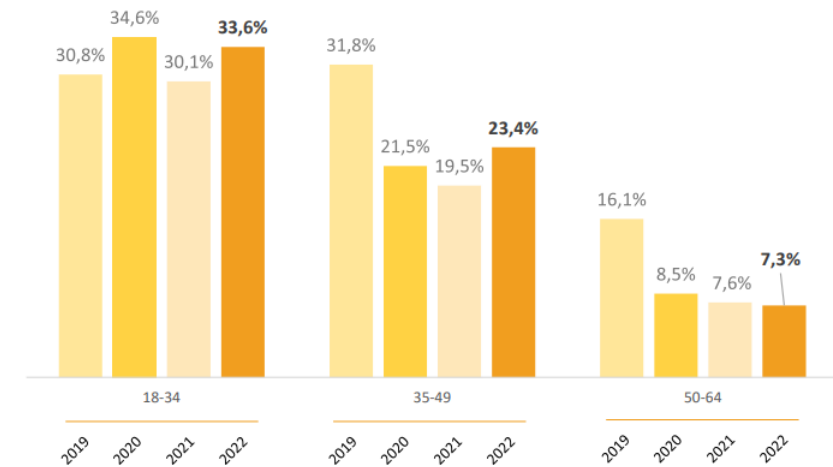
Grand taux par indicateur de la chaîne entrepreneuriale pour les quatre ans depuis 2019

IEQ 2022 - Grands taux



Taux d'intentions selon l'âge depuis 2019

Population adulte*
IEQ 2022 - Volet A



Variations entre 2021 et 2022 (points de pourcentage)

18-34	35-49	50-64
3,5	3,9	(-0,3)

* Rappel : le taux global des intentions (16,1 %) est sur l'ensemble de la population adulte, incluant les 65 ans et plus.

Évolution des besoins – Cynisme et décrochage civique

- Un peu moins de la moitié des jeunes âgés de 16 à 25 ans interrogés considèrent qu'il n'y a plus d'espoir pour l'humanité
- Les jeunes Canadiens semblent plus anxieux que jamais face à l'avenir de la planète, au point où plus du tiers d'entre eux hésitent maintenant à avoir des enfants



En bref, les jeunes sont plus nombreux, leurs aspirations se transforment et leurs besoins explosent.



Il faut donc moderniser nos politiques publiques et nos services !

Des services publics d'emploi inadaptés

Des milliers de jeunes exclus des services ?

La mise en oeuvre des ententes de services « à la pièce » avec Emploi-Québec a des conséquences néfastes sur les jeunes et notre développement économique:

- Un manque de souplesse dans l'accompagnement des profils plus complexes;
- Des milliers de jeunes privés d'accès aux services des CJE;
- Donc des milliers de jeunes Québécois exclus de la prospérité économique du Québec
- Une coupure de 50% des services d'orientation
- Une coupure de 50% des mesures de formation
- Disparition des spécificités jeunesse dans les services publics d'emploi (NEEF, JME, Depart@9)
- La pérennité du financement fédéral en péril ?

25 000 jeunes exclus des
services publics d'emploi
en 2 ans

Parmi les profils de jeunes exclus, on retrouve

- **Jeunes aux études présentant divers défis (santé mentale, handicaps, immigration récente, parentalité...)**, à temps plein ou à temps partiel, cherchant un emploi de subsistance ou une première expérience significative adaptée à la conciliation études-travail.
- **Jeunes mères monoparentales** en lien d'emploi dont la situation familiale devient incompatible avec l'emploi (ex: horaires qui ne correspondent pas à ceux de la garderie).
- **Jeunes victimes de harcèlement ou de discrimination au travail** pris dans un emploi toxique mais non admissibles à un accompagnement de transition s'ils sont techniquement encore en emploi.
- **Jeunes en arrêt de travail ou en transition professionnelle forcée** (maladie, épuisement professionnel...) qui ne peuvent retourner dans leur emploi pour raisons de santé ou des conditions de travail.

Parmi les profils de jeunes exclus, on retrouve

- **Jeunes nouvellement arrivés ou au statut migratoire précaire, tous aux prises avec des défis d'intégration majeurs** (barrières linguistiques, choc culturel, accès au logement, défis financiers, santé mentale...) : Travailleurs étrangers temporaires parfois coincés dans des emplois toxiques; demandeurs d'asile sur l'aide sociale, souvent chefs de famille; étudiants internationaux cherchant un emploi de subsistance.
- **Jeunes faiblement scolarisés** précaires, saisonniers ou dont le lien d'emploi est menacé, qui n'entrent pas dans les mesures parce qu'ils travaillent déjà.
- **Jeunes diplômés surqualifiés ou en situation de sous-emploi** n'ayant pas réussi à trouver un emploi dans leur domaine et qui travaillent dans un emploi de survie.
- **Jeunes en situation de grande précarité, d'exclusion sociale ou d'itinérance** n'ayant pas accès à leurs papiers d'identité ou leur NAS.

Portrait

de jeunes exclus des services publics d'emploi

Bonjour, je suis Émilie.

Je suis une jeune mère de 25-29 ans, habitant Lanaudière, en arrêt pour épuisement professionnel et recevant des prestations d'assurance-emploi.



Mes préoccupations

Je redoute mon retour au travail, car mes horaires ne s'alignent pas avec ceux de la garderie de mon fils de 18 mois.

Ma situation de vie

Je crains que mes horaires atypiques à mon retour, ne puissent concilier mon rôle de mère. Déjà suivie par une travailleuse sociale, je me sens isolée et perdue.

Aide refusée

Services Québec me considère en emploi, malgré l'incompatibilité avec ma réalité de mère, m'empêchant d'obtenir l'aide de mon CJE.

Pourquoi ne puis-je pas être aidé dans ma démarche?



RCJÉQ
RÉGION
DES CANTONS
DE LA MAURICIE
DU SUD-EST

Portrait

de jeunes exclus des services publics d'emploi

Bonjour, je suis Malik.

Je suis un travailleur étranger temporaire de 30-35 ans, recruté à l'international dans l'agroalimentaire en Chaudière-Appalaches. Je suis actuellement en arrêt de travail.



Mes préoccupations

Je subis du harcèlement psychologique au travail depuis le changement de propriétaire de l'entreprise.

Ma situation de vie

Je ne peux pas facilement changer d'emploi, puisque mon permis de travail me lie à mon employeur.

Aide refusée

Services Québec ne permet pas à mon CJE de m'accompagner compte tenu de mon statut d'immigration.

Pourquoi ne puis-je pas être aidé dans ma démarche?



RCJÉQ
RÉGION
DES CANTONS
DE LA MAURICIE
DU SUD-EST

Portrait

de jeunes exclus des services publics d'emploi

Bonjour, je suis Julia.

Je suis une jeune étudiante de 20-24 ans de la région de la Mauricie et j'ai un profil particulier.



Mes préoccupations

Malgré mon haut potentiel, je fais face à un trouble du spectre de l'autisme et à un TDAH, ce qui engendre des défis d'adaptation.

Ma situation de vie

Sans revenu, j'ai contacté mon CJE pour m'aider à trouver un emploi étudiant et un stage.

Aide refusée

Cependant, Services Québec me refuse les services de mon CJE, puisque je suis aux études à temps plein.

Pourquoi ne puis-je pas être aidé dans ma démarche?



RCJÉQ
RÉGION
DES CANTONS
DE LA MAURICIE
DU SUD-EST

- [Pour accéder aux portraits des jeunes exclus, vous pouvez cliquer ici.](#)

Des services publics d'emploi inadaptés

Dans les dernières années, les CJE ont constaté un resserrement important des critères d'admissibilité par Services Québec. Par ailleurs, on observe de grandes disparités entre les régions et les points de service en ce qui concerne l'admissibilité aux services : selon son code postal, un jeune pourrait se voir refuser l'accès aux services, tandis qu'il aurait pu y être admissible ailleurs au Québec.

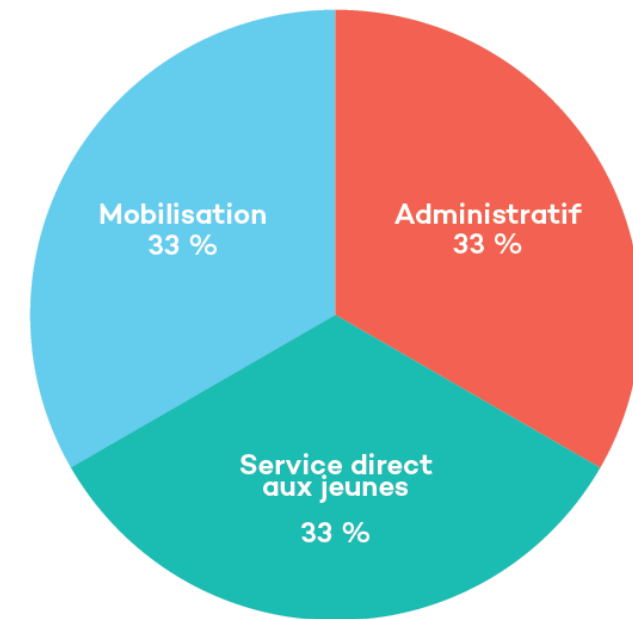
- **Désalignement face aux priorités** : alors qu'il faudrait miser sur la formation et le rehaussement des compétences, les services publics d'emploi privilégient le retour rapide en emploi au détriment du retour aux études et excluent souvent les jeunes en sous-emploi, tandis les services d'accompagnement vers le retour aux études ont subi d'importantes coupures dans les dernières années.
- **Manque de flexibilité** : parcours standardisés et mesures trop courtes en raison des modalités des programmes québécois qui ne correspondent pas aux réalités des jeunes en situation de précarité.
- **Manque de prévisibilité** : manque de prévisibilité associé aux ententes annuelles qui complique la planification et fragilise la stabilité et la continuité des services.

Des services publics d'emploi inadaptés

Lourdeurs administratives : procédures complexes, largement attribuable aux exigences du gouvernement québécois, qui découragent les jeunes et détournent les CJE de leur mission d'accompagnement. Les tâches administratives (attribuables notamment à la reddition de comptes, à la justification détaillée de l'admissibilité des participants et à la gestion de multiples enveloppes cloisonnées) représentent jusqu'à un tiers du temps de travail des intervenants dans les CJE. Ce temps est soustrait directement à l'accompagnement des jeunes.

- Plus de 2500 rapports/an, 5 ententes différentes, 33 % du temps consacré à de l'administratif au lieu de l'intervention directe.
- Services Québec demande de chronométrer nos interventions à la minute
- Exigence de documenter de façon disproportionnée le parcours de chaque jeune pour le rendre admissible aux services
- Quand nous ne sommes pas en reddition de compte nous sommes en négociation, car les ententes sont annuelles plutôt que triennales, ce qui accapare temps, ressource et met à l'épreuve régulièrement la dynamique partenariale

Répartition des sommes allouées



Des services publics d'emploi inadaptés

Disparition des spécificités jeunesse : arrêt de mesures spécifiques pour les jeunes (Service Spécialisé Jeunes, projets pour les jeunes NEEF) et retranchement de moitié du financement des services d'orientation, des mesures de formation des projets Jeunes en mouvement vers l'emploi.

Impact du Service spécialisé jeune (SSJ) sur l'insertion en emploi

En %, 2019

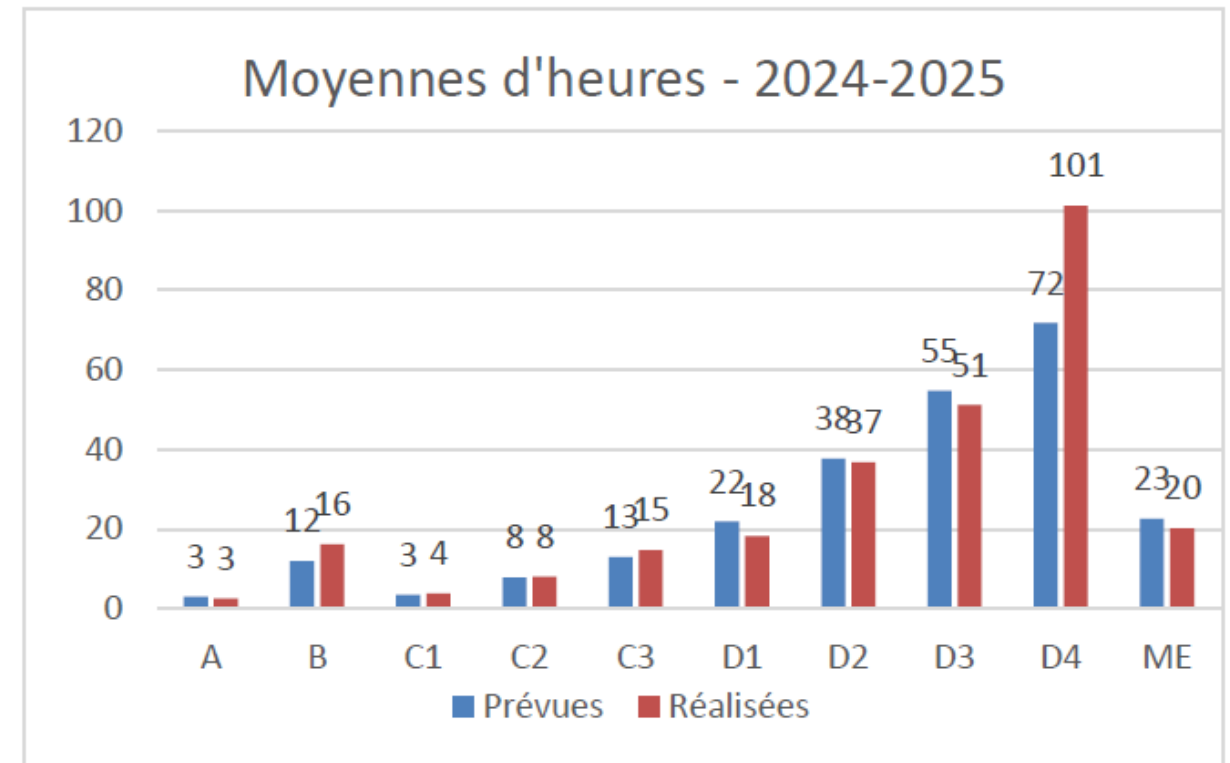
Mesures	Participants (n = 785)	Non-participants (n = 1500)	Écart
Présence en emploi (%) ²	48,3%	28,9%	19,4 p.p.
Proportion de temps passé en emploi (%) ³	26,4%	13,9%	12,5 p.p.

Source: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Des services publics d'emploi inadaptés

Résultat : le panier de services actuel n'est plus en mesure d'accompagner convenablement les jeunes ayant des parcours complexes. Dans les CJE, cela se manifeste par une explosion du nombre d'heures d'accompagnement non financées.

Dans le service D4, le plus intensif prévu par le ministère de l'Emploi, le seuil maximal est de 71 heures... alors que les CJE réalisent en réalité plus de 100 heures d'accompagnement auprès des jeunes les plus vulnérables.



Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse

D'après le monde de la recherche, les jeunes portent un regard lucide et critique du système d'Emploi-Québec trop rigide avec lequel ils sont en rupture.

Alors que les CJE, sont particulièrement appréciés pour leur flexibilité et leur capacité à s'adapter aux parcours hétérogènes des jeunes. Ces services contribuent significativement à la confiance en soi des jeunes et à leur dignité, en reconnaissant leurs compétences et en répondant de manière personnalisée à leurs besoins.

Les services publics d'emploi suscitent du refus chez les jeunes adultes ainsi que toute une série de formes de non-recours à l'aide publique comme lorsque les jeunes ne sont pas capables d'entrer dans les cases prévues pour certains programmes ou services et sont malheureusement exclus et critères de ciblage.

On observe aussi une lourdeur administrative qui décourage parfois certains jeunes, causant une non-demande de l'aide.

Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse

Recommandations de la Chaire:

- Renforcer les services d'accompagnement personnalisé
- Faciliter l'accès à la formation et à l'emploi
- Soutenir la santé mentale
- Impliquer les Jeunes dans la conception des programmes

Ainsi, l'assouplissement des mesures et services d'emploi, la logique du financement à la mission, les aires ouvertes, le projet Carrefour JEunesse, les possibilités d'aller-retour entre

Revenus 2023-2024 du volet « Intervention » du FDMT

SOURCES	2023-2024	PROVENANCE
Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) et bonifications	640,7\$	Gouv. Fédéral 68%
Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) et bonifications	184,3 M\$	
Stratégie emploi compétences jeunesse (SECJ) du gouvernement fédéral	16,3 M\$	
Fonds d'intégration des personnes handicapées (FIPH) du gouvernement fédéral	7,2 M\$	
Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers (PRTCE)	1 M\$	
Total – revenus provenant du gouvernement fédéral	849,5 M\$	
Crédits du Québec	214,5 M\$	Gouv. du Québec 32%
Entente MIFI-MTESS, revenus de placement (PRIIME) et divers	28,4 M\$	
Recours au surplus cumulé du FDMT	118,2 M\$	
Total –revenus du gouvernement du Québec	402,4 M\$	
FDMT volet « Intervention » - TOTAL des REVENUS	1 251,9 M\$	

Une part significative des fonds fédéraux destinés à l'emploi des jeunes transite par les ententes bilatérales, notamment l'Entente sur le développement du marché du travail. Or, si le financement est en partie fédéral, les modalités d'application relèvent largement de l'administration québécoise.

Cette architecture crée un décalage important entre les priorités, notamment en matière de jeunesse, et les règles opérationnelles imposées sur le terrain, réduisant considérablement la portée réelle des investissements auprès des jeunes.

Stratégie emploi et compétences jeunesse



La SECJ, financement fédéral rapatrié par Québec en 2020, est arrivé à échéance le 31 mars 2025 et a été récemment renouvelée. L'entente initiale était de 30M\$, elle est aujourd'hui seulement de 18M\$. De plus, l'administration publique québécoise en accapare 20% en frais de gestion, il ne reste alors que 14M\$ pour des projets pour les jeunes....



L'utilisation non optimale de ces sommes par Emploi-Québec a généré la fin de projets pourtant transformateurs pour les jeunes et considérablement alourdi les mécanismes de reddition de compte comparativement au fédéral. Le déploiement actuel ces sommes dans la mesure JMVE engendre sont lot de lourdeur, notamment l'interdiction pour les CJE de recruter directement les jeunes



Nous proposons d'investir ces sommes dans le projet de société **Carrefour · JEunesse** , ou à défaut, de moderniser les services publics d'emploi et de créer un Groupe J, spécifique aux jeunes et déployé par les CJE

Sous financement et juste-cout

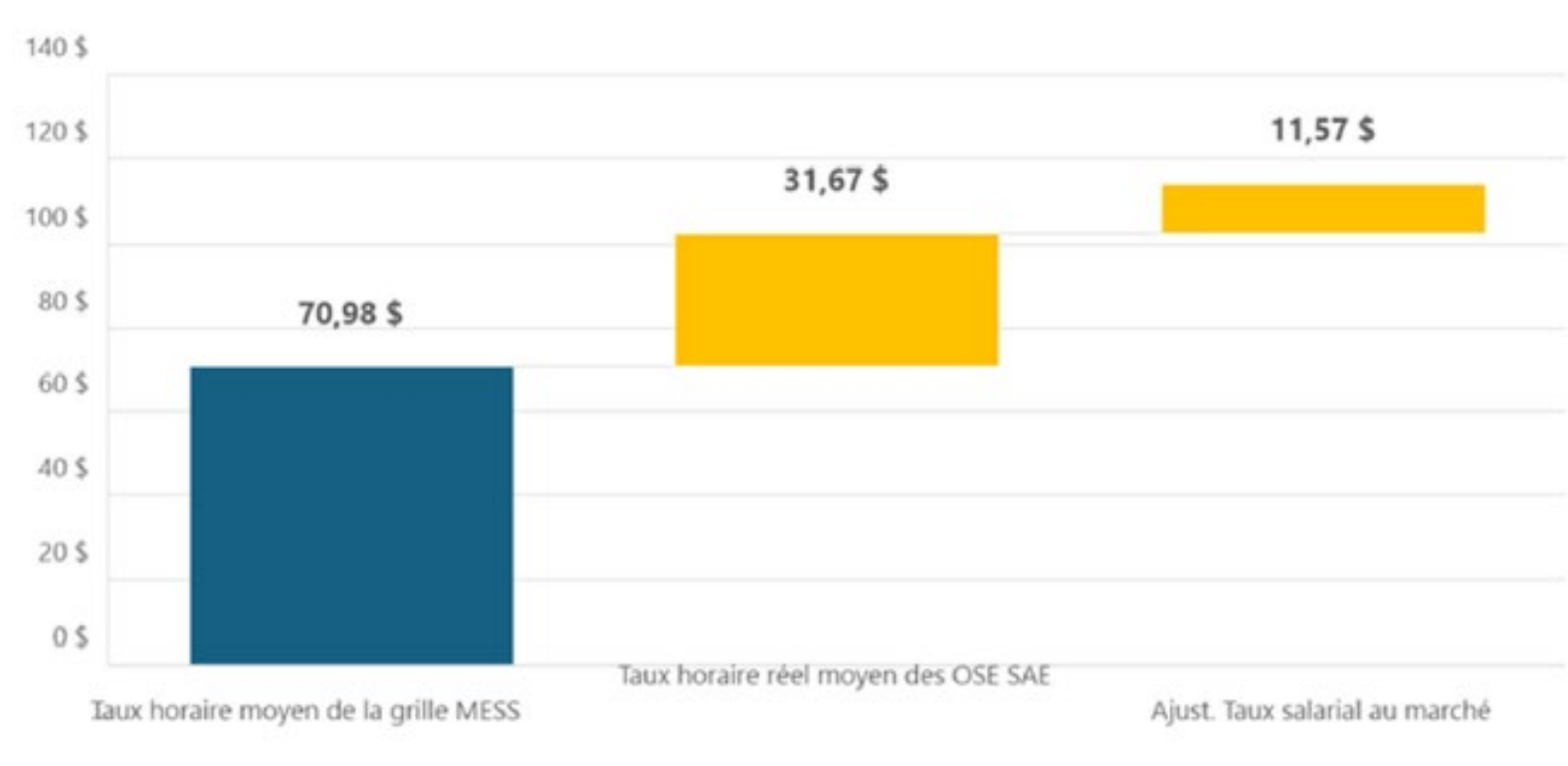


Figure 11.1 Ajustement du taux horaire moyen de la grille 2022-23 originale proposée

Une étude financée par le ministère de l'Emploi a évalué le « juste coût » de nos services.

Le rapport conclut que nous recevons en moyenne 70,98\$ de l'heure alors que le juste coût devrait s'établir à 114,26\$.

Nous sommes donc sous-financés de 60% pour les services rendus.

Menaces tarifaires: les jeunes et les CJE, une réponse clé aux défis économiques du Québec

Menaces tarifaires: les jeunes et les CJE, une réponse clé aux défis économiques du Québec

La crise des tarifs douaniers imposés par les États-Unis met le Québec face à une nouvelle réalité économique : nos entreprises sont fragilisées, nos marchés chamboulés et, plus que jamais, nos jeunes risquent d'être les premiers touchés par cette instabilité. **Mais cette crise peut aussi devenir une opportunité, à condition d'investir dans la jeunesse et de miser sur nos forces locales.**

Déjà, les impacts sont prévisibles :

- **Hausse du chômage chez les jeunes** : En un an, il a presque doublé, et 80 % des pertes d'emploi ont touché la jeunesse.
- **Un accompagnement insuffisant** : Les services publics d'emploi sont inadaptés et peinent à absorber la hausse des demandes, excluant déjà des milliers de jeunes des services d'accompagnement.
- **Augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale** : L'augmentation du coût de la vie qu'engendreront les tarifs vont accroître les inégalités. 48 % des jeunes souffrent déjà d'insécurité alimentaire

Ces chiffres ne sont pas qu'une statistique : ils traduisent **une urgence sociale et économique.**

Or, face à ces défis, **les jeunes du Québec ne sont pas un problème à régler, mais une solution à mobiliser.**

Menaces tarifaires: les jeunes et les CJE, une réponse clé aux défis économiques du Québec

Un potentiel immense, une volonté d'agir

Nos jeunes sont talentueux, créatifs et prêts à contribuer à la prospérité du Québec. Mais pour cela, **il faut leur donner les moyens d'agir. Il faut les former, les insérer dans les secteurs porteurs et soutenir ceux qui veulent entreprendre.**

Nos entreprises ont besoin de talents qualifiés pour répondre aux défis de **la relocalisation, de l'économie verte et de la transformation numérique**. Pourquoi chercher ailleurs les solutions que nous avons sous nos yeux ?

Les Carrefours Jeunesse-Emploi (CJE) sont bien placés pour répondre à ces besoins : ils forment, accompagnent et outillent les jeunes pour les insérer dans des emplois stratégiques, créer des entreprises locales et répondre aux besoins du marché.

Miser sur les CJE, c'est se doter d'un réseau agile et efficace, capable de transformer les défis économiques en opportunités concrètes et d'accroître notre productivité.

Menaces tarifaires: les jeunes et les CJE, une réponse clé aux défis économiques du Québec

Un appel à l'action : investir dans la jeunesse pour un Québec plus fort

Nous appelons le gouvernement, les entreprises et les acteurs du développement économique à prendre des mesures concrètes dès maintenant :

- **Opérer un choc de simplification** pour mettre fin aux lourdeurs bureaucratiques et à la surréglementation qui entravent l'intervention auprès des jeunes
- **Créer un programme d'insertion des jeunes dans les secteurs stratégiques** (manufacturier, agroalimentaire, exportation, économie verte).
- **Faciliter l'accès aux financements pour les jeunes entrepreneurs**, via des subventions et du mentorat.
- **Renforcer le financement des CJE** pour élargir leur offre de formation et d'accompagnement.
- **Mettre en place des incitatifs pour les PME** afin de favoriser l'embauche et la formation des jeunes.

Menaces tarifaires: les jeunes et les CJE, une réponse clé aux défis économiques du Québec

Le Québec de demain se construit aujourd'hui

En investissant dans les jeunes et en misant sur les CJE, nous faisons bien plus que répondre à une crise. Nous préparons un Québec plus fort, plus innovant et plus résilient.

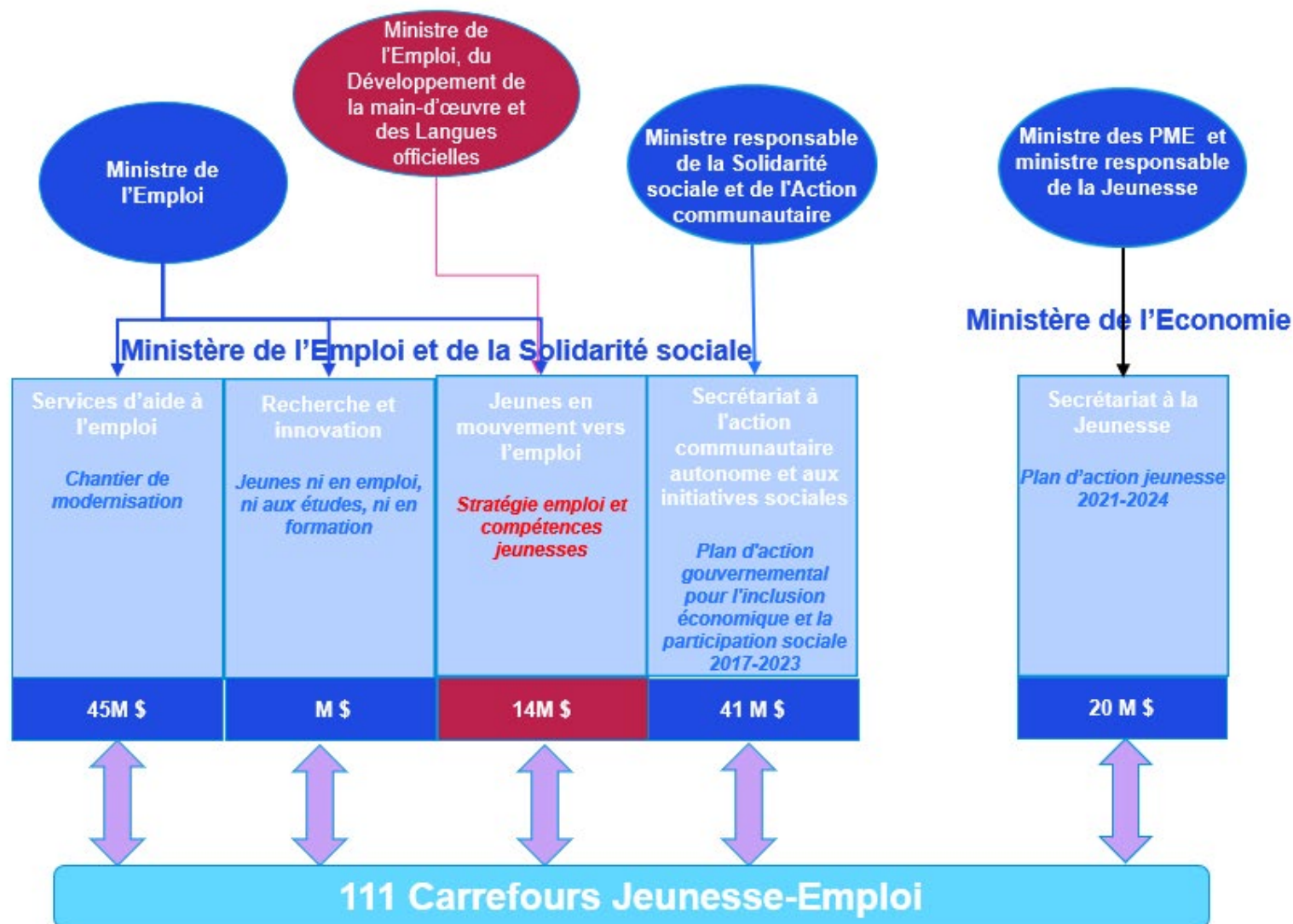
Nous sommes aujourd'hui face à un choix clair: subir ces changements ou y répondre avec ambition et audace.

Les jeunes sont prêts à contribuer. Les CJE sont prêts à vous appuyer.

Une réingénierie des politiques publiques jeunesse à opérer

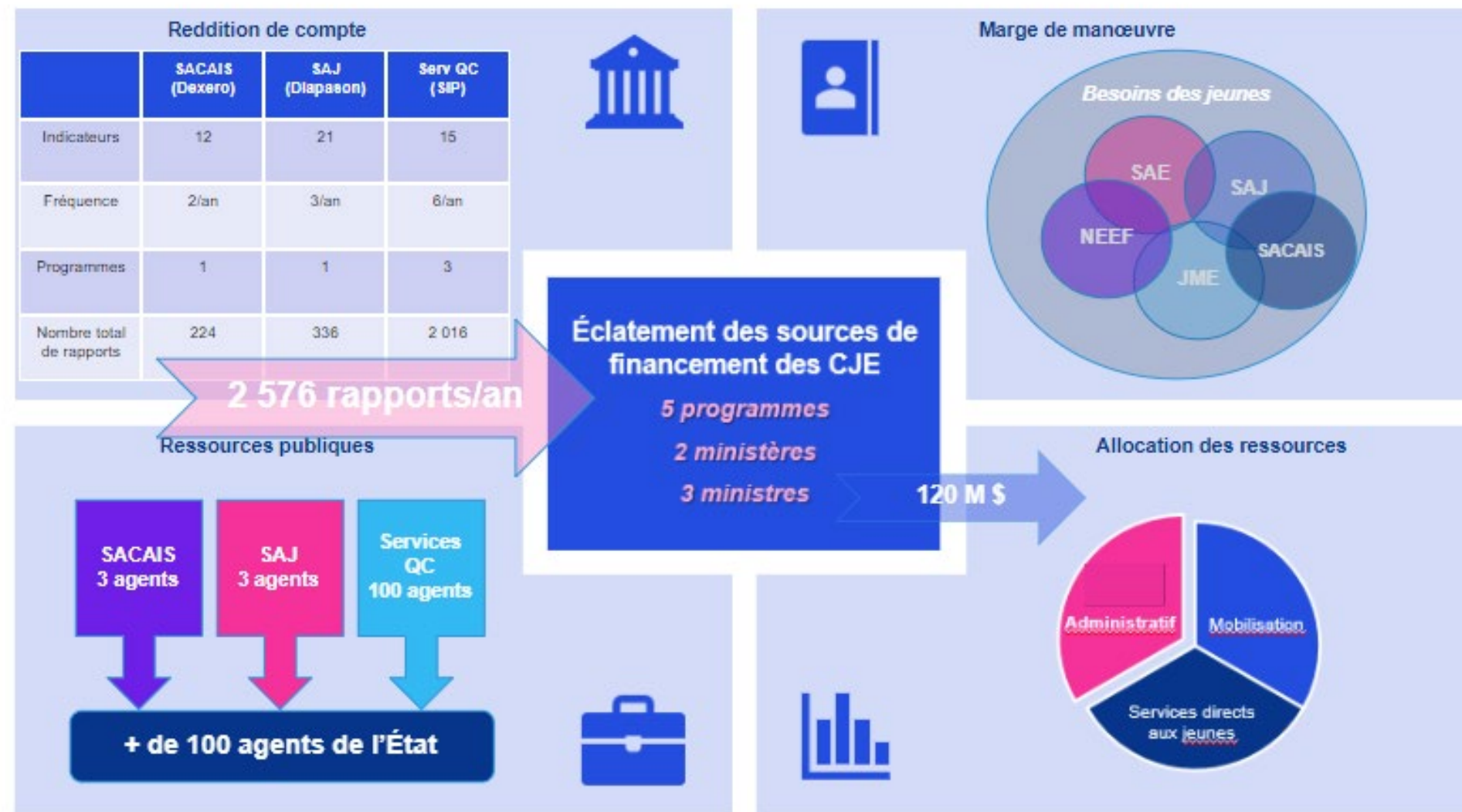
Enjeux actuels

Les CJE sont financés par le biais de **CINQ** programmes différents, relevant de **DEUX** ministères et **TROIS** ministres provinciaux, en plus d'un ministre fédéral

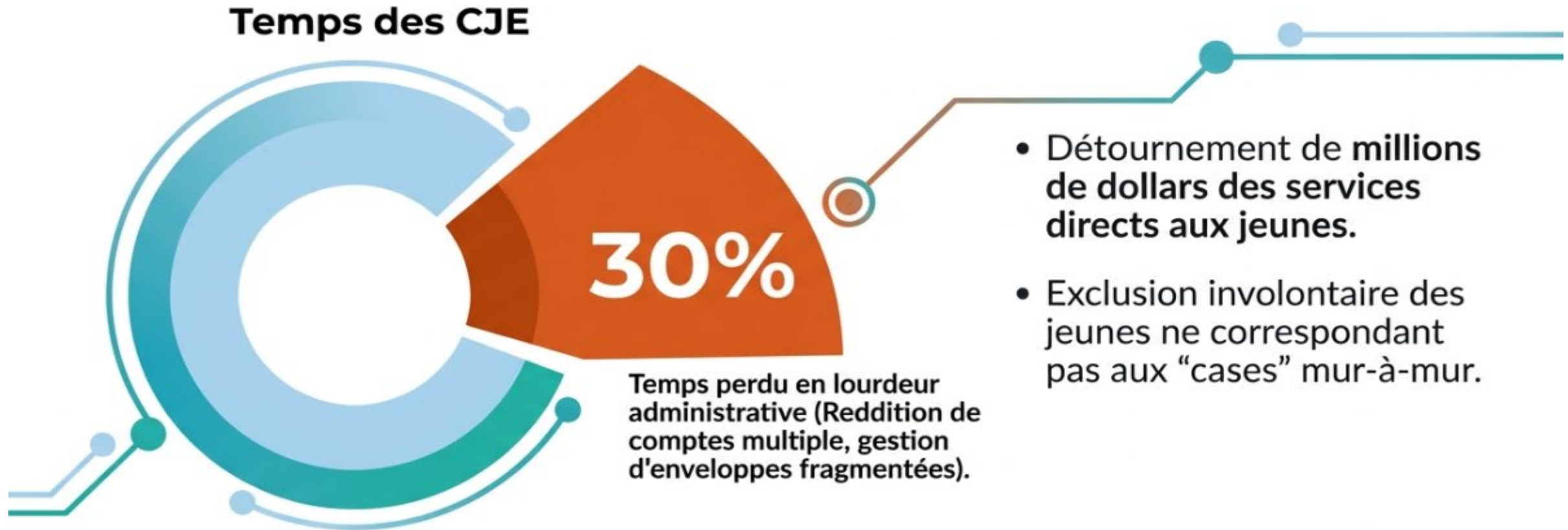


Enjeux actuels

L'éclatement des sources de financement impose un lourd fardeau administratif aux CJE et limite leur champ d'action



La Crise de Rendement : L'inefficience administrative coûte des millions

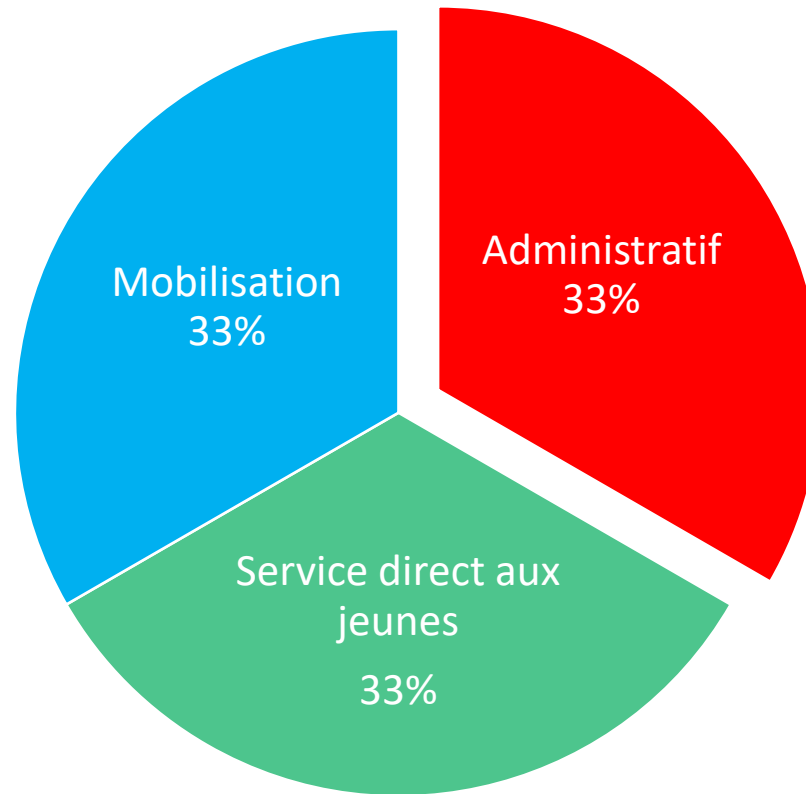


L'État finance la bureaucratie plutôt que l'intervention.

Choc de simplification

Alors que les besoins des jeunes sont immenses, 1/3 du temps des CJE est dédié à des tâches administratives !

Allocation du temps dans un Carrefour



Sur les 120M\$ investis dans les carrefours, cela représente plus de 40M\$ accaparé par des tâches administratives dû à la lourdeur bureaucratique des ententes !
Chaque dollar englouti dans la complexité administrative est un dollar retiré à l'intégration en emploi, à la persévérance scolaire ou à la santé mentale des jeunes.

Choc de simplification

« Enracinés dans leur milieu, ces regroupements répondent à une multitude de besoins non couverts par les réseaux publics. Ils méritent à cet égard un meilleur soutien et une plus grande reconnaissance ».

On y retrouvait aussi : « Un meilleur soutien, une plus grande reconnaissance et **une simplification des procédures administratives** pour l'obtention de financement pour ces organismes qui répondent à une multitude de besoins non couverts par les réseaux public »

Un pacte de responsabilité ; Plan pour un état moderne et efficace, CAQ

Choc de simplification

« **réduire la reddition de compte et accroître l'imputabilité** et les marges de manœuvre dans un souci d'efficacité de l'argent public »; dans son plan pour un État moderne et efficace, la CAQ propose « **l'établissement d'une gestion par résultat décentralisée (...), avec une plus grande latitude dans la gestion, mais une imputabilité plus grande.** »

La proposition du gouvernement :

Situation actuelle



Proposition



Réalité vécue par les CJE



Bilan de l'entente 2021-2024 entre le gouvernement les CJE

Les retombées positives du nouveau mode de financement

En 2021, les CJE et le gouvernement ont signé une entente de collaboration pour l'avenir des jeunes et des Carrefours.

- Plus de 100 000 jeunes accompagnés dans le nouveau financement à la mission !
- Les CJE ont démultiplié leur présence dans la communauté
- Favorise la complémentarité avec les partenaires communautaires et la continuité des services
- Favoriser l'accueil des jeunes exclus des programmes gouvernementaux trop normés
- Projets d'innovations sociales sur les questions de l'itinérance, de la santé mentale, du raccrochage scolaire et de l'écocitoyenneté
- Production de 110 plans d'actions locaux concertés avec les partenaires, *par, pour et avec* les jeunes, à l'image de chacun des territoires
- Meilleure attraction et rétention des talents
- Réflexion sur l'intégration de l'IA
- Accompagnement des entreprises

Des principes directeurs de l'entente inachevée dans leurs réalisations

Toutefois, les éléments en rouge convenus dans l'entente n'ont pu être réalisés:

- Dans l'esprit de soutenir la réalisation de la mission des CJE, **il est convenu de la nécessité d'assurer un financement stable et souple**
- Pérennité: L'objectif du nouveau mode de collaboration s'inscrit dans une visée à long terme qui **reconnaît la pérennité des CJE**, structure québécoise essentielle pour la jeunesse
- Ancrage local: L'appui financier octroyé (...) permet aux CJE d'accueillir et d'accompagner les jeunes dans leurs démarches d'intégration personnelle, sociale, citoyenne et économique, et ce, **plus spécifiquement grâce à un accueil universel**
- Autonomie de gestion: les ministères et organismes gouvernementaux **reconnaissent l'autonomie des CJE**
- Imputabilité: Le Ministère travaille de concert avec les autres ministères et organismes gouvernementaux pour **établir des mécanismes de reddition de comptes cohérents et optimaux, qui considèrent la charge administrative qu'ils génèrent**

Bilan de l'entente entre le gouvernement et les CJE 2021-2024

Bailleur	Programme	2021*	2024*	Variation
SAJ	Créneau	19	19	0%
	NEEF	10	0	-100%
Emploi-Quebec	Jeunes en mouvement vers l'emploi	15	5	-67%
	Services d'aide à l'emploi	63	48	-24%
SACAIS	Mission et Plan d'action local	32	32	0%
	Réussite éducative	9	9	0%
	TOTAL	148	113	-24%
	Inflation			15%
	Evolution si indexation	148	170,2	15%

Malgré l'engagement d'un financement « stable et souple », en 3 ans, une coupure nette de 35M dans les services aux jeunes

Avec l'hyperinflation, cela représente près de 60M\$ de pertes de services aux jeunes !

Solution optimale proposée:

Carrefour · JEunesse

Recommandations de KPMG

Pour le gouvernement:

01

Centraliser les enveloppes de financement sous la responsabilité d'un seul ministère afin de simplifier et **d'alléger les exigences administratives** liées à la reddition de comptes, et pour permettre aux CJE de concentrer leurs efforts sur leur mission principale. **Assurer un financement stable et pluriannuel, indexé au coût de la vie.**

02

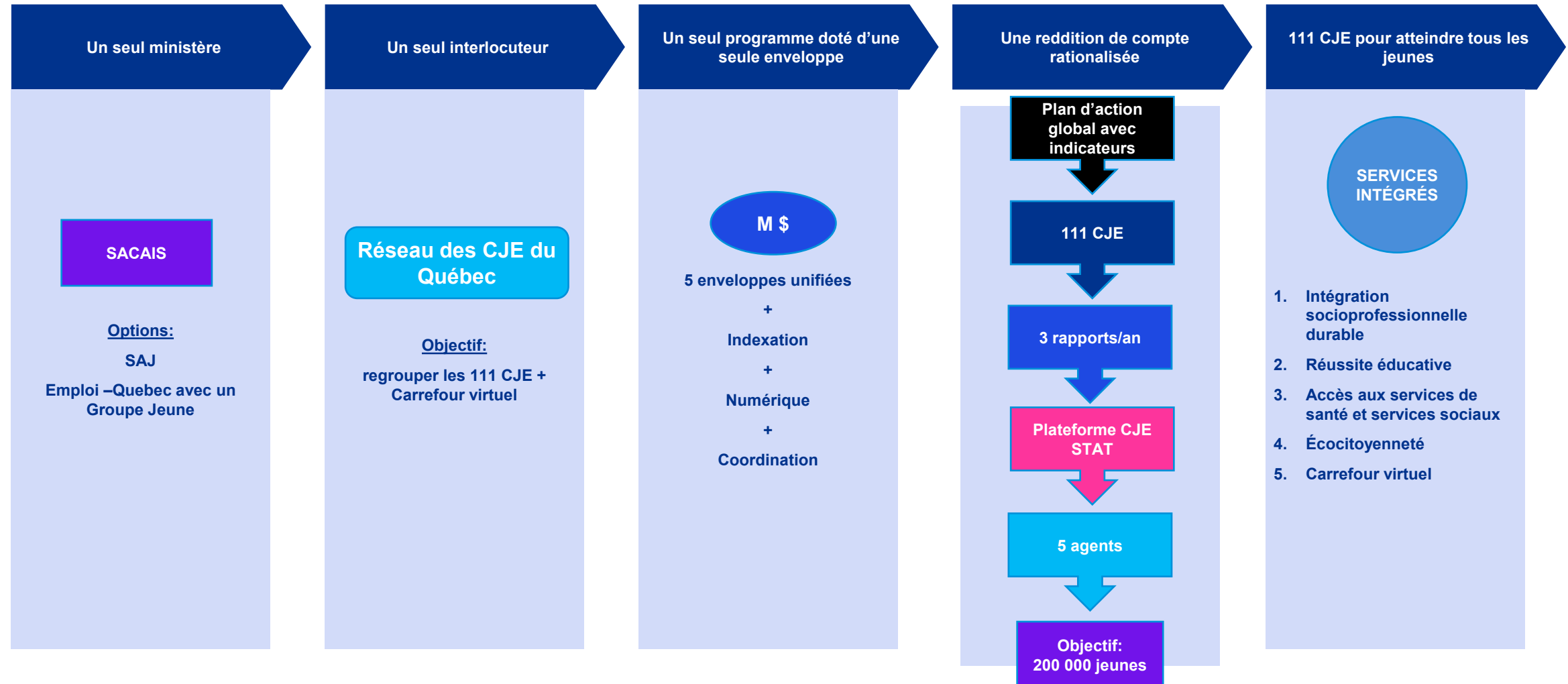
Veiller à ce que la structure des ententes de financement gouvernementales garantisse un accès universel aux services, pour tous les jeunes, sans égard aux particularités de leur situation personnelle. Selon le RCJEQ, cet accès universel pourrait être atteint à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire existante suivant l'allègement des exigences administratives qui permettrait aux CJE de concentrer leurs efforts sur les services aux jeunes plutôt qu'aux tâches administratives (voir piste précédente).

03

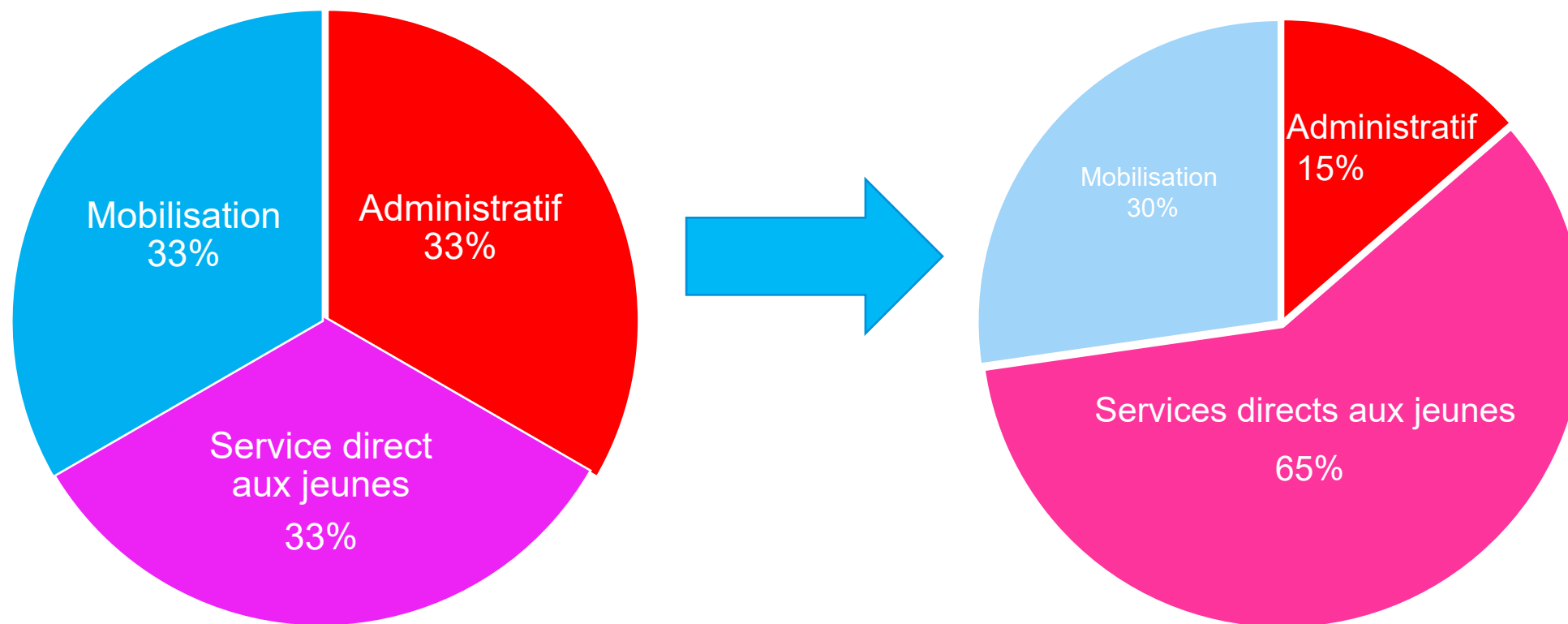
Veiller à ce que les mesures publiques d'aide à l'emploi garantissent un **accompagnement personnalisé et adapté aux besoins spécifiques des jeunes.**

Solution proposée – Carrefour · JEunesse

Une approche unifiée permettant d'atteindre plus de jeunes



Choc de simplification – impact de Carrefour · JEunesse



Financer plus ? Pas nécessairement. Financer mieux !

Les CJE ne réclament pas nécessairement d'argent neuf, mais une réorganisation des sommes alloués ; ceci n'exclut aucunement une indexation annuelle qui est souhaitable, justifiée et équitable.

Réduire le nombre de « sacoches » de provenance des fonds gouvernementaux afin d'introduire plus d'efficacité et de cohérence, ce qui induit une diminution de bailleurs de fonds, mais un maintien du niveau de financement.

En regard des critères d'imputabilité enchâssés dans l'accréditation des CJE, ramener les contrôles des bailleurs de fonds à des *modus operandi* qui assurent des mesures adéquates de l'utilisation des fonds sans surcharger indûment les travailleurs de CJE d'une bureaucratie de surveillance. Ceci est une condition essentielle pour ramener le cadre de financement à ce qu'il doit être : se rapprocher du financement à la mission dans tous les gestes posés par les CJE afin de garantir la capacité d'un accueil universel sans restriction ni exclusion. C'est un passage obligé pour rendre possible un allègement normatif et ainsi permettre l'allocation de fonds en services aux jeunes plutôt qu'en frais d'administration.

Planter, de concert entre le gouvernement et le RCJÉQ, un processus continu de coconstruction, d'amélioration et de simplification des processus de redditions qui assure une compréhension commune des attentes et des moyens pour y parvenir

Choc de simplification – impact de Carrefour · JEunesse

	Modèle actuel	Proposition RCJEQ
<i>Jeunes accompagnés</i>	150 000	200 000
<i>Jeunes exclus/an</i>	15 000	0
<i>Temps en paperasse</i>	33 %	15 %
<i>Temps en intervention</i>	33 %	60 %
<i>Rapports</i>	2500	330
<i>Fonctionnaires</i>	100aine	5
<i>Économie</i>	Jeunes exclus = hausse des couts sociaux	Plus d'intégration socioprofessionnelle = plus de revenus pour les jeunes donc hausse de l'assiette fiscale et baisse des demandes d'assistance sociale = développement de compétence donc hausse de la productivité

Financer plus ? Pas nécessairement. Financer mieux !

Un seul programme, une seule entente, une reddition de compte simplifiée

Intégration des enveloppes suivantes :

- SAJ : 19,1 M\$
- SACAIS : 40,2 M\$
- Emploi-Québec : 55 M\$ (incluant EDMO et SECJ)

Pour un modèle réellement intégré qui fasse la différence dans la vie des jeunes, assurer la contribution d'Emploi-Québec à l'enveloppe globale notamment via ses ententes qui sont peu conditionnés.

Une analyse des enveloppes d'intervention du FDMT démontre qu'une part importante des crédits est soumise à une marge de manœuvre provinciale. Le Québec gère plus de 214 M\$ de crédits propres, auxquels s'ajoutent les 184 M\$ issus de l'EDMO (dont les paramètres sont souples) et 18 M\$ de la SECJ, dédiés aux jeunes.

Ces fonds nous apparaissent largement compatibles avec une approche partenariale souple, telle que celle des CJE. L'argument de la rigidité fédérale nous semble donc une position non fondée.

A photograph of three young women with long hair, looking down and slightly to the left. They are outdoors, and the background is blurred. The woman on the left has blonde hair, the middle one has dark hair, and the one on the right has dark hair and is wearing a dark blue floral dress. The image is dimmed to serve as a background for text.

La mise en œuvre de **Carrefour · JEunesse** permettrait de libérer un temps d'intervention significatif en réduisant la fragmentation administrative, la multiplication des redevances de comptes et la gestion de règles parfois contradictoires.

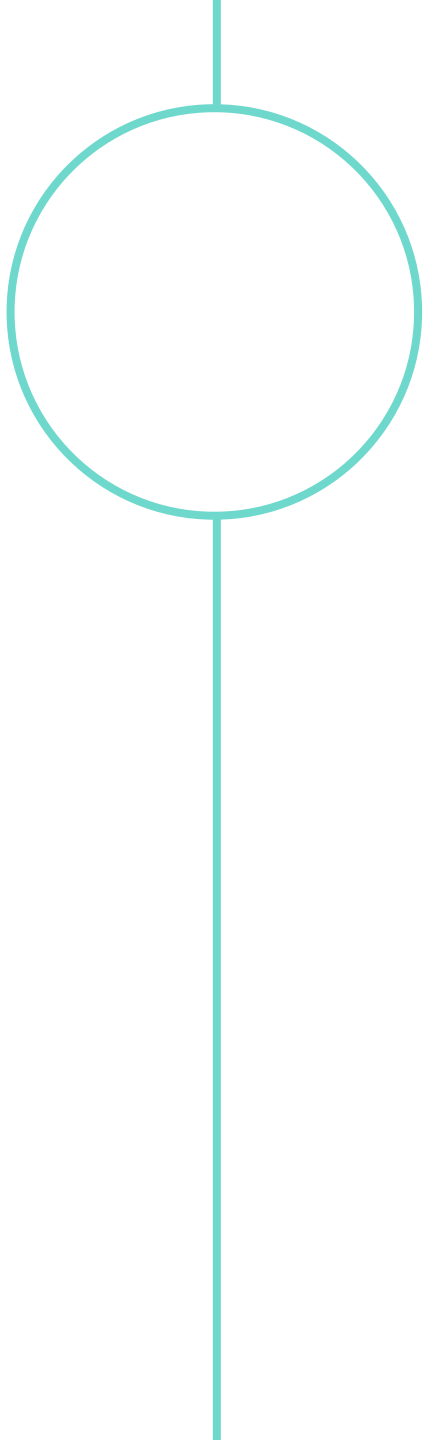
Ce temps réinvesti directement auprès des jeunes créerait une marge de manœuvre stratégique pour déployer des projets à forte valeur ajoutée, par exemple le renforcement de l'accompagnement des jeunes en situation de vulnérabilité, le développement de parcours intégrés formation-emploi en lien avec les besoins régionaux, l'intensification des actions de persévérance scolaire et de raccrochage, ainsi que des initiatives ciblées vers les transitions clés, entrée sur le marché du travail, réorientation professionnelle, retour aux études ou adaptation aux nouvelles compétences liées aux transformations économiques.

Avec Carrefour · JEunesse

– Développer des partenariats

- Assurer la continuité, la complémentarité et la transversalité des services offerts aux jeunes avec nos partenaires





Avec Carrefour · Jeunesse – Garantir l'accueil universel

- Créer un « réflexe Carrefour » pour tous les jeunes de 14 à 35 ans
- Accueillir, accompagner et guider, sans aucune forme de discrimination, les jeunes, par une approche personnalisée et globale afin d'améliorer leurs conditions générales de vie
- Favoriser l'accueil, l'intégration et la rétention des nouveaux arrivants
- Développer des « CJE Mobile » pour rejoindre les jeunes dans leurs milieux de vie
- Assurer la continuité, la complémentarité et la transversalité des services offerts aux jeunes avec nos partenaires

1

Avec Carrefour · JEunesse – Favoriser l'intégration socioprofessionnelle durable des jeunes

- Offrir des services d'accompagnement aux entreprises
- Étendre des services de pré-employabilité
- Favoriser le maintien en emploi
- Développer l'accès à la formation continue
- Offrir un support pour l'accès des jeunes à l'emploi
- Appuyer et accompagner les jeunes entrepreneurs

2

Avec Carrefour · JEunesse – Faire de la réussite éducative une priorité

- Accompagnement, persévérance scolaire, orientation
- Conciliation travail-études- vie personnelle
- Offrir une éducation continue tout au long de la vie
- Renforcer les milieux adaptés et informels d'éducation
- Favoriser la réalisation de parcours diversifiés

3

Avec Carrefour · JEunesse – Faciliter l'accès à la santé et aux services sociaux

- Écouter, aider, référencer
- Développer l'intervention de proximité, travail de milieu
- Renforcer l'accès aux services de premières lignes dans les CJE
- Appuyer le développement de saines habitudes de vie
- Apprendre à développer de saines habitudes relationnelles
- Favoriser l'implantation des Aires ouvertes
- A partir des recommandations des travaux de la Commission Laurent, établir des passerelles entre les services de protection de la jeunesse et les CJE
- Créer un modèle d'intégration intersectorielle des soins et des services aux jeunes

4

Avec Carrefour · JEunesse – Stimuler l'écocitoyenneté pour transformer dès aujourd'hui

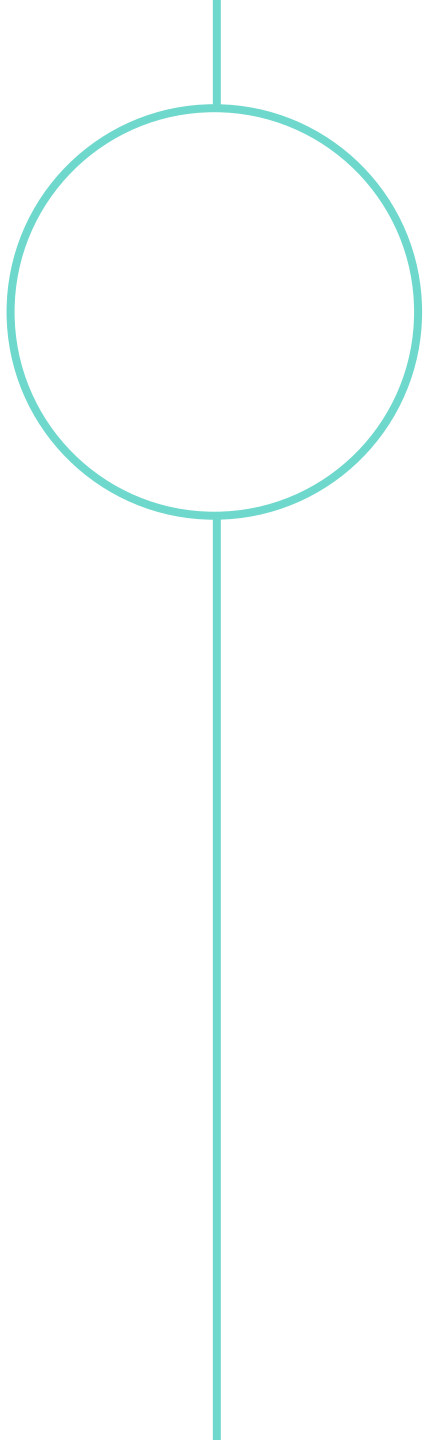
- Favoriser les nouveaux modes d'implication
- Multiplier les projets culturels
- Soutenir l'implication personnelle dans des instances de gouvernance
- Stimuler l'engagement citoyen, le bénévolat et le volontariat
- Encourager l'implication dans les projets durables et responsables
- Favoriser la mobilité interrégionale, interprovinciale et internationale
- Démultiplier les projets dans la Francophonie

5

Avec Carrefour · JEunesse – Developper une strategie numerique

Le CJE de l'avenir :
le Carrefour virtuel

Dans un monde en constante évolution,
nous avons besoin d'approches nouvelles
et adaptées pour relever les défis
contemporains

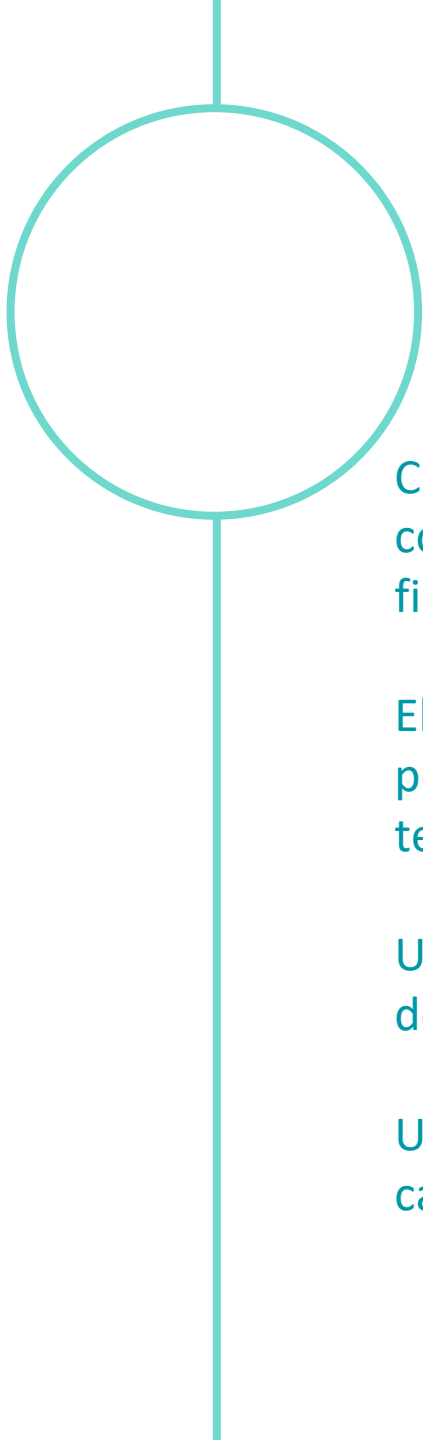


Avec Carrefour · Jeunesse – CJE Virtuel

Le CJE Virtuel, extension numérique des CJE, marque une avancée majeure dans l'accompagnement des jeunes du Québec. Conçue comme une vitrine numérique innovante, cette plateforme accessible et interactive propose des services adaptés aux besoins professionnels et personnels des jeunes, tout en renforçant l'approche humaine et personnalisée qui caractérise les CJE.

C'est un espace où les jeunes peuvent accéder à des ressources pratiques, bénéficier de conseils d'experts et découvrir des opportunités sur mesure pour concrétiser leurs aspirations professionnelles

Le CJE Virtuel se positionne comme la plateforme mobile incontournable pour les jeunes âgés de 14 à 35 ans, dédiée à transformer leur parcours professionnel grâce à une approche personnalisée et innovante. En combinant une technologie de pointe avec une compréhension profonde des défis et des aspirations de cette génération, La plateforme offre un guichet unique pour le développement de carrière, la recherche d'emploi, la persévérance scolaire et l'entrepreneuriat



Avec Carrefour · Jeunesse **– Une démarche d'accréditation**

Cette démarche vise à inscrire le réseau des carrefours dans une démarche d'amélioration continue répondant aux attentes des jeunes, des entreprises, mais aussi de nos partenaires financeurs et opérationnels.

Elle porte l'ambition d'un vaste réseau unique pour l'accompagnement des jeunes, performant, cohérent à l'échelle nationale, ancré dans la réalité sociale et économique des territoires, et à l'écoute des besoins des jeunes.

Une démarche pour garantir la qualité de gestion, de gouvernance, de services, de vie démocratique et associative et d'enracinement dans la communauté.

Une identité commune pour tous les CJE afin que chaque jeune développe son « réflexe carrefour ».

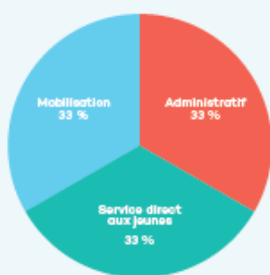
2 SE TRANSFORMER EN CarrefourJEunesse

- Capitaliser sur les succès des 25 dernières années en optimisant le savoir-faire et les expertises.
- Consacrer l'accueil universel et enrichir les partenariats privilégiés tels Place aux Jeunes en Région et les Aires Ouvertes.
- Instaurer une accréditation « CarrefourJEunesse » établissant les critères d'excellence et d'éthique :
 - Imputabilité : adhésion à des critères de qualité et de conformité agréés par le gouvernement afin de simplifier les redditions de compte et ainsi accroître la marge de manœuvre des CJE.
 - Qualité de gouvernance et de services : offre une garantie de vie démocratique et associative ancrée dans la communauté
- Favoriser la continuité, la complémentarité et la transversalité des services avec les partenaires et en fonction de chaque territoire

3 NE PAS FINANCER PLUS. MAIS FINANCER MIEUX

- Sans exclure l'indexation annuelle de leurs subventions, les CJE ne réclament pas d'argent neuf, mais une réorganisation des sommes allouées.
- Réduire le nombre de « sacoches » de provenance des fonds gouvernementaux pour consolider le financement en une offre globale et universelle de services aux jeunes.
- Les CJE, le RCJEQ et le gouvernement : travailler ensemble et en continu à parfaire, adapter et simplifier les ententes. Notamment, revoir les ententes de service « à la pièce » d'Emploi-Québec qui conduisent toujours à l'exclusion de trop nombreux jeunes de leur participation pleine et entière au développement social et économique du Québec.

Répartition des sommes allouées



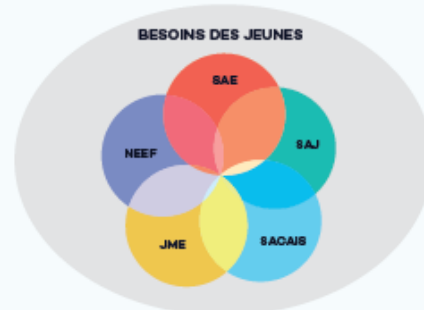
- Le gouvernement investit 170 M\$ dans les CJE. De ce nombre, 33 % sont alloués pour l'administration dont la majeure partie pour rendre les comptes exigés par l'administration publique.
- + de 3000 redditions de compte de CJE aux différents paliers du gouvernement québécois ont dû être produites durant la dernière année.
- Cette enflure bureaucratique gonfle les frais d'administration des CJE à 55 M\$ qui pourraient autrement en investir une bonne partie en services directs aux jeunes.

Dynamiser l'avenir

1 ACCUEIL UNIVERSEL

- Aucune exclusion. Accueil et accompagnement de tout jeune qui le demande.
- Prise en charge par l'équipe du CJE ou référencement à un partenaire.
- S'adapter à tous les profils; recherche et maintien en emploi, préemployabilité, liens avec employeurs, réussite éducative, accès formations, insertion sociale, accès santé et services sociaux, entrepreneuriat et écocitoyenneté.
- Entretenir et renforcer les liens de confiance entre les jeunes, le CJE et la communauté et promouvoir la participation sociale et civique.
- Un label d'accréditation « CarrefourJEunesse » établira les meilleures pratiques pour les CJE.

DES ENTENTES QUI SE CHEVAUCHENT, SE CONTRADISENT ET NE PERMETTENT PAS DE COUVRIR LES BESOINS DES JEUNES



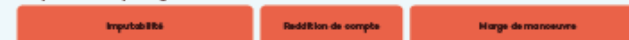
4 INTÉGRER LES DIFFÉRENTES ENTENTES ET SIMPLIFIER LES REDDITIONS DE COMPTE

- Évoluer dans un cadre normatif allégé, responsable et reposant sur l'imputabilité est sans contredit l'objectif premier des CJE.
- Remplir d'innombrables formulaires et consigner les minutes de services aux jeunes dénaturent l'accompagnement et démobilisent les intervenant.e.s. qui quittent leur emploi.
- Juguler l'accroissement du nombre d'ententes de financement et les nombreux critères qui varient d'une région à l'autre en fonction de directives contradictoires – pour le même objet un CJE peut, l'autre non.
- Rendre efficient la reddition de compte et accroître l'imputabilité et les marges de manœuvre des CJE dans un souci de gestion efficace de l'argent public. Les CJE acceptent des critères de qualité et d'imputabilité rigoureux qui seront enchâssés dans leur accréditation.

Situation actuelle



Proposition du parti gouvernemental



Réalité vécue par les CJE



5 UN CarrefourJEunesse RÉSOLUMENT ENGAGÉ DANS L'AVENIR

- Réaliser une vaste transformation numérique par la création d'un hub national, le CarrefourJEunesse virtuel, qui donnera accès à des ressources accrues pour les jeunes, intervenant.e.s de CJE, employeurs, partenaires.
- Faciliter l'accès à son propre CJE dans les régions où les distances sont importantes.
- Doter les CJE d'une plateforme qui leur est dédiée pour proposer des services et des formations.
- CarrefourJEunesse se renouvellera en continu par l'écoute et l'implication des jeunes :
 - via des consultations pérennes #MaVoixCompte qui ont déjà rejoint plus de 10 000 jeunes qui ont actualisé leurs attentes et priorités;
 - par des veilles et des recherches qui enrichiront les animations et les publications du RCJEQ et alimenteront les politiques publiques.

ma voix
compte
Une initiative du RCJEQ

A photograph of three young men in a library or study, laughing and looking at a laptop. The man on the left wears a tan jacket and a flat cap. The man in the middle wears a dark cap and glasses. The man on the right has a beard and is wearing a grey hoodie. They are all smiling and looking at the laptop screen. In the background, there are tall bookshelves filled with books and binders. The text "LEGUER UN HERITAGE POUR LES GENERATIONS FUTURES" is overlaid in white, bold, sans-serif font across the middle of the image.

LEGUER UN HERITAGE POUR LES GENERATIONS FUTURES

La proposition centrale du RCJEQ pour 2026-2027 est la mise en œuvre de l'approche **Carrefour · JEunesse**, les autres recommandations constituant soit des leviers transitoires, soit des solutions complémentaires.

Solution transitoire proposée:
Bonifier Créneau carrefour jeunesse

Créneau carrefour jeunesse

S'adaptant aux besoins et réalités locales, le Créneau carrefour jeunesse permet de mettre en œuvre des services et une variété de projets pour les jeunes âgés de 15 à 35 ans inclusivement.

Le Secrétariat à la jeunesse, en collaboration avec le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ), assure la coordination, le déploiement et l'amélioration continue du Créneau carrefour jeunesse dans l'ensemble des CJE.

Chaque année, c'est environ 30 000 jeunes qui sont accompagnés dans le développement de leur plein potentiel

“ Ce qu'il y a de bien dans l'accompagnement du CJE, c'est que ça touche à toutes les sphères de notre vie, alors ça nous donne l'opportunité de travailler sur plusieurs petites ou grandes choses en même temps. Alors forcément, c'est une bonne manière de cibler et répondre aux différents besoins des gens. Pour ma part, ça m'a aussi donné des outils et je crois que ça m'a aidé à avoir un peu plus confiance en mes capacités, en me faisant atteindre de petits et moyens objectifs fixés (vivre des réussites = aide à la confiance en soi). ”

Choisis



ton

service

Ce que
ton CJE peut
faire avec toi

Autonomie personnelle

et sociale

On t'offre de l'accompagnement
personnalisé afin que tu puisses
avancer dans ton parcours de
vie. Vis un projet qui te motive !

Bénévolat

On cocrée avec toi un
projet d'engagement dans
ta communauté pour que
tu contribues au
changement en donnant
de ton temps.

Gouvernance

On t'encourage à développer
ton intérêt pour la **participation
citoyenne** et à t'impliquer dans
les décisions d'un organisme qui
te tient à cœur.

Persévérance

scolaire

On t'aide à raviver ton intérêt
pour les **études** et à trouver la
motivation pour franchir la
prochaine étape de ta
trajectoire scolaire.

Entrepreneuriat

On t'accompagne dans le
développement de tes
compétences
entrepreneuriales et on
t'outille pour que tu puisses
passer de l'idée à l'action.

Volontariat

On t'aide à mettre tes
compétences de l'avant dans
des projets ayant un impact
positif dans ta **communauté**.
En échange on t'offre une
compensation.



Autonomie personnelle et professionnelle

50% des élèves de 1^{re} année du secondaire travaillent à côté de leurs études. Plus les jeunes avancent dans leur scolarité, et plus ce taux augmente allant jusqu'à 65% des élèves de 5^e année du secondaire qui travaillent tout en allant à l'école secondaire.

Nous proposons donc:

- Renforcer l'accompagnement en pré-employabilité dans le but de favoriser l'insertion et le maintien en emploi.

Entrepreneuriat

« Les jeunes sont sensibilisés souvent trop tard, il faut souvent déconstruire certains mythes de l'entrepreneuriat ! »

Nous proposons donc:

- Être présent plus tôt dans l'accompagnement, voir dès la première année du secondaire pour développer la culture entrepreneuriale encore plus tôt.
- Après la sensibilisation et l'éducation; l'exploration du potentiel et du profil entrepreneurial chez les jeunes. Ce changement d'échelle pourrait donner un second souffle aux intentions d'entreprendre chez les jeunes.
- Offrir des stages en entrepreneuriat et en repreneuriat. Offrir du mentorat dans les CJE pour combler l'exode entrepreneurial à venir.

Environnement

73% des Québécois de 18 à 34 ans affirment faire de l'écoanxiété et 38% d'entre eux affirment que leur niveau d'écoanxiété a augmenté ces dernières années.

Nous proposons donc:

Que les CJE deviennent sur leur territoire des pôles d'écodéveloppement dotés de la capacité d'initier et d'accompagner les projets jeunesse ayant un impact positif sur dans le programme Créneau, dans une approche transversale l'environnement, en:

- Offrant un axe écocitoyen pour que tous les volets du Créneau cultivent des projets et des approches environnementales soucieuses et sensibles de l'enjeu de changement climatique,
- Faisant émerger et mettre en œuvre des solutions locales, pour offrir des solutions accessibles et pertinentes selon chacune des régions.
- Développant un processus et parcours complet et adapté en partenariat avec un partenaire (ex. Environnement Jeunesse ou Lab 22) qui fait partie intégrante de la stratégie d'action jeunesse.

Citoyenneté (participation citoyenne)

Le taux d'abstention des jeunes aux diverses élections est en augmentation partout dans le monde, et le Québec n'est malheureusement pas épargné par ce phénomène. Les jeunes ont tendance à moins participer au vote que ceux des générations précédentes. Cette statistique manifeste assurément le cynisme et le sentiment d'impuissance des jeunes face aux enjeux.

Nous proposons donc :

- Moderniser et propulser le volet de gouvernance – participation citoyenne
- Consulter les jeunes pour s'assurer que les services répondent aux attentes des jeunes.
- Développer une culture de l'engagement en stimulant la participation citoyenne avec des projets par, pour et avec les jeunes et la création de comités consultatifs jeunesse à l'intérieur des CJE.

Santé

L'accès aux services sociaux et de santé reste un défi majeur (accessibilité limitée, liste d'attente, trous de services, etc.)

Nous proposons donc:

- Multiplier les passerelles avec le milieu de la santé (Centre de santé et de services sociaux – Direction de la protection de la jeunesse) pour offrir le soutien nécessaire aux jeunes dans leur insertion socioprofessionnelle et dans leurs transitions vers la vie adulte.

Éducation – Persévérance scolaire

Les besoins explosent et les ressources sont insuffisantes. « De plus, le désengagement scolaire se fait bien avant le décrochage scolaire. Il faut intervenir mieux et encore plus tôt. »

Au Québec, le taux de décrochage scolaire actuel est d'environ 13,5%.

Nous proposons donc:

- Accompagner les jeunes plus tôt dans leur parcours scolaire.
- Déployer un projet national de conciliation étude-travail et vie personnelle à l'intérieur même des CJE pour permettre aux jeunes de s'épanouir dans des expériences de travail enrichissantes, mais aussi de garder un équilibre entre responsabilité académique, responsabilité à l'emploi et responsabilité personnelle.
- Appuyer les « écoles au Carrefour », ces milieux alternatifs de scolarisation qui change la vie des jeunes décrocheurs

Numérique – I.A.

Une littératie du numérique fortement développée chez les jeunes qui utilisent les médias sociaux au quotidien. Cependant la rapidité du développement du numérique et notamment de l'intelligence artificielle modifie à la fois les méthodes de travail, mais également le fonctionnement même de nos relations.

Nous proposons donc de :

- *Accompagner les CJE dans la transition numérique afin qu'ils puissent par la suite sensibiliser et former les jeunes à la bonne utilisation des plateformes numériques et de l'intelligence artificielle.*
- Développer des compétences professionnelles en lien avec les métiers du numérique.
- Soutenir le développement d'un CJE Virtuel
 - <https://www.labaz.ca/>

Mobilité

Les défis de mobilité chez les jeunes sont grands, l'offre ne répond pas aux besoins des jeunes (et encore plus en région éloignée). Il devient donc primordial de faciliter et développer des espaces de mobilité régionale et interrégionale pour permettre aux jeunes de développer leur plein potentiel.

Nous proposons donc :

Développer des occasions de mobilité pour tous les jeunes, principalement les plus vulnérables, avec un projet porteur et structurant (mobilité inter-CJE).

Culture

Besoin de développer le sentiment d'appartenance des jeunes envers la culture québécoise en se l'appropriant. Les jeunes ont besoin de vivre des expériences culturelles. Ces derniers utilisent sans même s'en rendre compte la culture et les arts comme moyen d'expression, pour communiquer leurs besoins et leur mal-être. De fait, il semble important de valoriser l'approche culturelle et de la rendre accessible.

Nous proposons donc :

- Mettre en place un projet de « brigade culturelle » qui permettra le renforcement des capacités des carrefours jeunesse-emploi dans les pratiques culturelles et les projets culturels.

Bonification générale

Nous proposons donc :

- Intervenir plus tôt et ouvrir les tranches d'âges pour tous les volets en offrant un accompagnement pour les 14 – 35 ans.
- Repenser et simplifier le processus de reddition de compte qui cause actuellement de lourds délais en s'appuyant davantage sur le RCJEQ pour l'analyse et le traitement.
- Développer une initiative de recherche-action pour documenter les impacts sur les jeunes et les territoires du programme CCJ.
- Un rattrapage basé sur l'inflation depuis la dernière indexation en 2021.
- Investissement dans les ressources humaines pour assurer une équité salariale.

Financement

1. Rattrapage de l'inflation		
2024	2,3%	
2023	4,50%	
2022	6,70%	
2021	3,80%	
TOTAL (%)	17,30%	
TOTAL (\$)	3 460 000 \$	

2. Écart salarial CJE et marché		15,00%
TOTAL (\$)	3 000 000 \$	

3. Bonifications au programme proposées	
1/2 ressources supplémentaire par CJE	
Nb heure par semaine (1/2 RH)	17
Salaire moyen (selon rapport Optima)	28,64
Pourcentage pour avantages sociaux	1,15
Total par CJE	29 115 \$
TOTAL (\$)	3 202 697 \$

Montant de l'enveloppe Créneau actuel (2021-2024) - annuel	20 000 000 \$
Total ajustement + bonification	9 662 697 \$
Coordination (2.5% de l'enveloppe)	741 567 \$
TOTAL enveloppe demandé pour le renouvellement	30 404 264 \$

La proposition centrale du RCJEQ pour 2026-2027 est la mise en œuvre de l'approche **Carrefour · JEunesse**, les autres recommandations constituant soit des leviers transitoires, soit des solutions complémentaires.

Solution transitoire proposée:
Création d'un Groupe J dans les services publics d'emploi

Recommandation de la Commission des partenaires du marché du travail et du Comité consultatif jeune

Face à la hausse du chômage des jeunes et aux transformations du marché du travail, la ministre Pascale Dery a, à juste titre, priorisé les enjeux jeunesse.

« Immigration, intelligence artificielle, incertitude économique : tous des facteurs qui ont fait augmenter le chômage chez nos jeunes. On ne peut pas se permettre de les échapper. Avec les grands chantiers d'infrastructures et les projets économiques en développement dans nos domaines stratégiques, les opportunités de carrière sont bien réelles et on a tout ce qu'il faut pour former une relève qualifiée. J'en fais une priorité. »

À ce titre, la Commission des partenaires du marché du travail a recommandé le 8 décembre dernier de : Considérant :

- L'enjeu du taux de chômage chez les jeunes;
- Que l'intégration des jeunes au marché du travail est une priorité de la ministre de l'Emploi;
- Les consultations réalisées auprès des membres du Comité exécutif, du groupe de travail portant sur la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail, de l'Assemblée délibérante et du collège des employeurs;
- Les recommandations du Comité consultatif Jeunes;
- Que les réflexions se poursuivront notamment dans le contexte de l'impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail.

Il est recommandé de porter à l'attention de la ministre de l'Emploi les recommandations suivantes :

« Mettre en place une mesure structurante spécifiquement dédiée aux jeunes dans l'offre de services aux individus des services publics d'emploi, afin de pallier les éléments manquants des mesures existantes »

Des services publics d'emploi inadaptés aux jeunes

- **Alors que le taux de chômage des jeunes est le double du reste de la population**
- **Emploi-Québec a fait disparaître dans les dernières années tous les services publics d'emploi à destination spécifiquement des jeunes**
 - Arrêt brutal des projets pour les jeunes en situation NEEF (ni aux études, en emploi ou en formation)
 - Diminution du financement dédié au programme Jeunes en mouvement vers l'emploi
 - Réduction des heures d'intervention et des allocations
- **De plus, le resserrement des critères d'admissibilité exclue des milliers de jeunes des services**
- Emploi-Québec, important bailleur de fonds des CJE, perpétue des pratiques administratives qui nourrissent des exigences de bureaucratie et de redditions de comptes déraisonnables et contre-productives

Créer un service spécialisé aux jeunes

- **Objectif:** offrir un accompagnement flexible et adapté aux jeunes dans leurs démarches de réinsertion sociale et professionnelle.
- **Clientèle visée:**
 - Jeunes de moins de 35 ans
 - Jeunes de 15 ans sur base exceptionnelle
 - Les jeunes en emploi, mais qui sont en situation précaire ou de sous-emploi, sont admissibles
- **Résultats:**
 - Retour en emploi ou aux études (analyse combinée)
 - Transition vers une autre mesure ou programme

Créer un service spécialisé aux jeunes

Approche globale: intervention qui tient compte de l'ensemble des barrières socioprofessionnelles des jeune (difficultés sociales, personnelles et professionnelles).

Approche personnalisée, souple et flexible : le counseling individuel est la base de l'intervention et à laquelle s'ajoutent des activités de groupe. Le plan d'action et le choix des activités qui y sont prévues est élaboré avec le ou la participant.e et est évolutif.

Continuum de services : les activités prévues au plan d'action du jeune s'inscrivent dans un continuum de services adapté à chaque jeune, de la pré-employabilité au maintien en emploi, selon ses besoins.

Approche partenariale : mise à profit d'autres ressources (ex : système de santé et services sociaux, aide au logement, ressources alimentaires, etc.) en fonction des besoins des jeunes. Certaines activités au plan d'action peuvent donc être réalisées en-dehors de l'organisme.

Approche expérientielle : les activités d'expérimentation sont utilisées au maximum afin de favoriser le développement de compétences et la connaissance de soi (ex : stages d'observation et d'exploration, visites d'entreprises, plateaux de travail, projets entrepreneuriaux, ateliers expérientiels, bénévolat, activités communautaires et culturelles...).

Développement des compétences : des activités formatrices sont intégrées à la démarche afin de permettre aux participants de développer des compétences en fonction de leur potentiel et dans des environnements propices au mode d'apprentissage de chacun. Tous les acquis développés par le jeune au cours de sa démarche sont reconnus grâce à un outil de suivi (passeport de compétences). Une attention particulière est accordée au développement des compétences vertes et numériques afin de préparer les jeunes à un marché du travail en transformation.

Modalités

- **Format:**
 - Jusqu'à 52 semaines,
 - 15h/semaine (incluant les heures en-dehors de l'organisme),
 - Possibilité d'entrée progressive
 - Probation de 3 semaines,
 - Soutien post-participation jusqu'à 1 an
- **Financement:**
 - 7000\$/participant
 - Maintien des allocations (aide sociale, assurance-emploi...)
 - 100\$/semaine de frais d'appoint
 - Frais de transport et de garde
 - 400\$ de prime d'achèvement (transition de chèque, achat de matériel scolaire, de vêtements de travail...)

Conclusion

Recommandations

- **La proposition centrale : une seule décision structurante**
 - Mettre en œuvre de l'approche **Carrefour · JEunesse** et conclure une entente de collaboration pluriannuelle État–RCJEQ
 - Comme recommandé au gouvernement par KPMG:
 - Centraliser les enveloppes de financement sous la responsabilité d'un seul ministère, le SACAIS, afin de simplifier et d'alléger les exigences administratives liées à la reddition de comptes, et pour permettre aux CJE de concentrer leurs efforts sur leur mission principale. Assurer un financement stable et pluriannuel, indexé au coût de la vie.
 - Veiller à ce que la structure des ententes de financement gouvernementales garantisse un accès universel aux services, pour tous les jeunes, sans égard aux particularités de leur situation personnelle.
- **Les autres recommandations constituant soit des leviers transitoires, soit des solutions complémentaires**
 - Consolider et indexer le financement à la mission des CJE (SACAIS)
 - Bonifier Créneau carrefour jeunesse (SAJ)
 - Créer un mécanisme jeunesse dédié dans les services publics d'emploi (Service-Quebec)
 - Opérer un choc de simplification administrative.

Conclusion

Renforcer le rôle des CJE, un impératif pour l'avenir

Face à la montée du chômage des jeunes, aux défis de la transition numérique et écologique, et à l'exclusion croissante de plusieurs d'entre eux, les CJE apparaissent comme des solutions structurantes et rentables. Plutôt que de subir les crises, misons sur ce réseau pour construire une jeunesse ambitieuse, résiliente et impliquée dans l'avenir du Québec.

Nous formons un rempart contre le cynisme : face à une jeunesse qui doute de l'avenir, les CJE offrent des solutions concrètes pour redonner espoir et perspectives.

Toutefois, nos organismes sont sous-utilisés et confrontés à des enjeux majeurs de structure de financement

Il y a des freins à lever pour un impact maximal:

- Lourdeur administrative (1/3 du temps des CJE en reddition de comptes)
- Fragmentation du financement (éclaté dans différents ministères)
- Absence de stabilité budgétaire (coupures importantes depuis 3 ans)

Conclusion

Renforcer le rôle des CJE, un impératif pour l'avenir

Les CJE sont plus que jamais des acteurs stratégiques du développement du Québec. En leur donnant les moyens de continuer leur mission et d'innover, nous investissons dans l'avenir de notre jeunesse, dans la prospérité de nos communautés et dans la construction d'une société plus inclusive et résiliente.

Il est donc essentiel de reconnaître et de soutenir pleinement leur rôle, en consolidant leur financement et en valorisant leurs expertises.

Miser sur les CJE, c'est investir dans un Québec plus fort, plus solidaire et plus prospère.

Le statu quo comporte aujourd'hui des risques budgétaires, économiques et sociaux clairement identifiés. À l'inverse, investir dans une approche intégrée, éprouvée et déjà déployée sur l'ensemble du territoire permettrait au Québec de transformer un enjeu générationnel en avantage collectif.

Le choix n'est pas entre dépenser ou économiser, mais entre subir des coûts croissants ou investir intelligemment dans la jeunesse comme levier de performance publique.

Créateur d'innovations sociales

[RCJEQ.org](https://rcjeq.org)

Annexe: Question-Réponse

Objection 1 – « Le contexte budgétaire ne permet pas de nouveaux investissements »

La proposition du RCJÉQ ne repose pas d'abord sur des fonds additionnels, mais sur une **réorganisation et une meilleure allocation des sommes existantes**. Le statu quo génère déjà des coûts récurrents élevés (aide sociale, chômage, santé, non-recours). Comme le démontre l'analyse indépendante de KPMG, l'accompagnement des jeunes par les CJE génère des **retombées nettes positives pour les finances publiques**. Ne pas agir coûte plus cher qu'agir.

Objection 2 – « Les jeunes sont déjà couverts par les services publics existants »

Les données terrain et la recherche démontrent l'inverse. Des milliers de jeunes sont exclus des services publics d'emploi en raison de critères trop rigides ou de parcours non linéaires. Les CJE comblent précisément cet angle mort en offrant un accompagnement souple, personnalisé et universel. Cette complémentarité réduit le non-recours et améliore l'efficacité globale de l'action publique.

Objection 3 – « Carrefour JEunesse ressemble à une nouvelle structure »

Carrefour · JEunesse n'implique **aucune création de structure publique**. Il s'appuie sur un réseau existant, déployé dans toutes les régions, avec des capacités opérationnelles éprouvées. Il s'agit d'une **réforme de gouvernance**, visant à simplifier, consolider et mieux piloter les investissements déjà consentis.

Objection 4 – « Le Conseil du trésor exige des garanties d'imputabilité »

La proposition renforce l'imputabilité plutôt qu'elle ne l'affaiblit. Elle prévoit des indicateurs communs, une reddition de comptes consolidée, une gestion par résultats et une meilleure prévisibilité budgétaire. Le modèle proposé répond directement aux exigences du Conseil du trésor en matière de performance, de contrôle et de transparence.

Objection 5 – « Pourquoi prioriser la jeunesse plutôt qu'un autre groupe »

La jeunesse n'est pas un groupe sectoriel parmi d'autres, mais un **facteur transversal de réussite économique**. Investir tôt dans les trajectoires des jeunes permet d'éviter des coûts publics sur plusieurs décennies. Dans un contexte de rareté de main-d'œuvre et de transition économique, la jeunesse est un levier stratégique de productivité et de compétitivité.

Objection 6 – « Les impacts sont difficiles à mesurer »

Les impacts sont désormais documentés par une analyse socio-économique indépendante de KPMG, qui démontre des gains mesurables en revenus d'emploi, en recettes fiscales et en coûts évités. Le RCJÉQ propose également des indicateurs clairs et harmonisés, facilitant le suivi et l'évaluation des résultats.

Objection 7 – « Pourquoi le RCJEQ plutôt que l'appareil public »

Le RCJEQ agit comme partenaire d'exécution de l'État, en complémentarité avec l'appareil public. Sa valeur ajoutée réside dans sa proximité avec les jeunes, sa capacité d'adaptation territoriale et son agilité opérationnelle. Cette approche permet à l'État d'atteindre plus efficacement ses objectifs sans alourdir sa structure.

Le statu quo est coûteux, inefficace et risqué.
La proposition portée par le RCJEQ offre une réponse
pragmatique, mesurable et alignée avec les priorités
économiques et budgétaires du Québec.
Le Réseau des CJE est prêt. Les jeunes sont prêts.
L'avenir n'attend pas

Le statu quo est coûteux, inefficace et risqué.
La proposition portée par le RCJEQ offre une
réponse pragmatique, mesurable et alignée avec
les priorités économiques et budgétaires du
Québec.
Le Réseau des CJE est prêt. Les jeunes sont prêts.

L'avenir n'attend pas